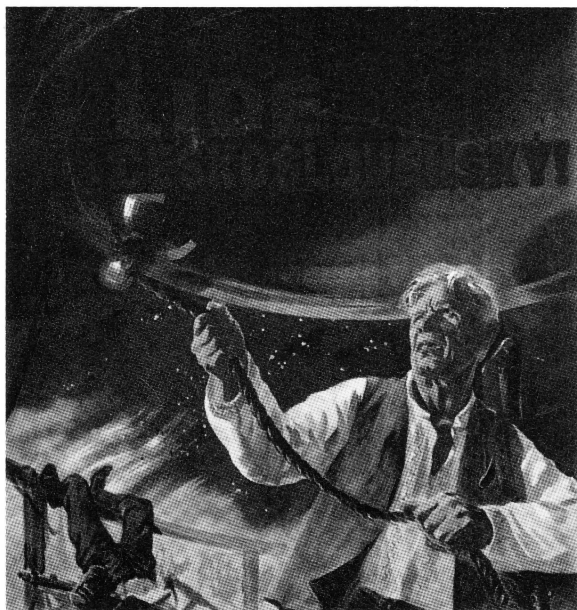


cahiers

LEON TROTSKY



LES TROTSKYSTES DEVANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

III

- Nils Kåre Dahl Avec Trotsky en Norvège
- Pierre Broué Un trotskyste à New-York pendant la deuxième guerre mondiale : van Heijenoort
- Sam Levy A nouveau sur la politique militaire prolétarienne (PMP)
- Wim Bot Généraux sans troupes, les trotskystes néerlandais sous l'occupation

43

septembre 1990

Revue trimestrielle Institut Léon Trotsky

CAHIERS LEON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *Oeuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Oeuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LEON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Anne Dissez, secrétaire et trésorière,
Paule Gautier, responsable des *Cahiers*

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*
Paule Gautier, 63 rue Thiers 38000 Grenoble

ABONNEMENT

Abonnement de soutien 250 F, 300 F, 350 F et plus

Etudiants :

demi tarif pour les - de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

France : 4 N^{OS} (1an) 100 F

Particuliers :

France : 4 N^{OS} (1an) 200 F

France : 8 N^{OS} (2ans) 400 F

Etranger : 4 N^{OS} (1an) 250 FF

Etranger : 8 N^{OS} (2ans) 500 FF

Institutions :

France : 4 N^{OS} (1an) 300 F

France : 8 N^{OS} (2ans) 600 F

Etranger : 4 N^{OS} (1an) 350 FF

Etranger : 8 N^{OS} (2ans) 650 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de
50 frs pour les abonnés (prix public de 70 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs
français sur une banque française (ou correspondante) ou
par mandat postal international,

sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change) et
tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire ou postal
libellé à l'ordre de GAUTIER - CLT

à adresser aux *Cahiers Léon Trotsky* - 63 rue Thiers - 38000 Grenoble - France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Paule Gautier

Publié avec le concours du Centre National des Lettres et de
l'Université des Sciences Sociales de Grenoble

cahiers LEON TROTSKY

N° 43

Septembre 1990

LES TROTSKYSTES DEVANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE III

Présentation 3

ARTICLES

Nils Kåre Dahl — Avec Trotsky en Norvège 5

Pierre Broué — Un trotskyste à New-York pendant la deuxième
guerre mondiale : van Heijenoort 33

Sam Levy — A nouveau sur la politique militaire
prolétarienne (PMP) 49

Wim Bot — Généraux sans troupes, les trotskystes néerlandais
sous l'occupation 71

NOTE DE LECTURE

Serge Lambert — Immigrés et partis communistes dans la
Résistance 119

LES DEPARTS

Reba Hansen (1909-1990) 125

Louis Sinclair (1909-1990) 125

Enrique Rodríguez Arroyo (1913-1990) 126

Institut Léon Trotsky

Les trotskystes dans la seconde guerre mondiale

Ce numéro est le troisième, après ceux de septembre 1985 et septembre 1989, que nous consacrons à la deuxième guerre mondiale.

Pierre Broué, dans son article de 1985, « Trotsky et les trotskystes face à la deuxième guerre mondiale », avait, en commentant les articles et fragments écrits par Trotsky à la veille de son assassinat, montré que celui-ci voyait dans ce conflit, dont il ressentait dès 1940 la dimension planétaire, la « continuation » du premier conflit mondial, c'est-à-dire son « développement », son « accentuation » et non sa répétition.

En conséquence, la politique des révolutionnaires ne pouvait être à son tour qu'un approfondissement de celle menée entre 1914 et 1917 et résumée alors par la formule du « défaitisme révolutionnaire », et non sa répétition pure et simple. Trotsky avait esquissé les grandes lignes de la « politique militaire prolétarienne », c'est-à-dire, selon Sam Levy, l'application du programme de transition à une période de guerre et de militarisme universel, avec le mot d'ordre : « Nous voulons lutter contre le fascisme, mais pas à la Pétain ».

Pierre Broué avait soulevé le problème de l'incompréhension ou de l'ignorance de cette politique par les organisations trotskystes et souhaité ouvrir le débat sur cette question capitale.

Ce numéro, dans la continuité des deux précédents avec lesquels il forme un tout, marque cependant un progrès dans la discussion et, nous semble-t-il, un apport important à nos connaissances.

Photo de couverture :

Affiche/tract diffusé par l'U.V.O.Đ. (Comité central de la Résistance intérieure tchèque) en 1943.

« Peuple tchécoslovaque !

Pour le fascisme, l'heure des comptes a sonné »

Nils Käre Dahl relate ses contacts avec Trotsky en Norvège et l'intervention de ses camarades dans la guerre, une expérience singulière de politique militaire, sinon prolétarienne.

Pierre Broué dresse un premier bilan de l'activité à New York pendant la guerre de Jean van Heijenoort, et montre ses efforts, souvent incompris par ses propres camarades, d'analyse originale des événements dans la continuité de la méthode proposée par Trotsky.

Sam Levy revient sur le contenu de la « politique militaire prolétarienne » et les controverses qu'elle a suscité dans les rangs trotskystes.

Wim Bot enfin, dans une longue étude érudite, retrace l'histoire du C.R.M. néerlandais, une organisation qui tenta de manière très cohérente de « répéter » la politique de Lénine dans la première guerre mondiale (ou ce qu'elle croyait en avoir compris) et passa à côté des événements.

Ce numéro ne sera sans doute pas le dernier sur le sujet et nous comptons bien poursuivre.

Nils Käre Dahl¹

Avec Trotsky en Norvège

Premières années, rencontres et discussions avec Trotsky

J'ai d'abord connu le mouvement ouvrier et la politique en général parce que je venais d'une famille qui avait été profondément engagée dans la politique depuis 1814 où la Norvège fut libérée du Danemark par le Maréchal Bernadotte, un ancien révolutionnaire français². Mon oncle paternel fut membre du Parlement pour le parti conservateur entre 1920 et 1927 et mon arrière grand-père était à Eidsvoll en 1814. Pendant la guerre de 1814, il était l'hôte de Bernadotte à la mairie d'une ville du nom de Halden, proche de la frontière suédoise. Bernadotte s'empara de la ville et en fit son quartier général pendant cette guerre³.

Quand j'étais étudiant, en 1927, il y avait une discussion politique très violente et une crise économique, surtout dans les campagnes. En 1928-1929, j'ai fait mon service militaire comme officier de réserve et, en 1929, j'entrai dans une organisation politique nommée Mot Dag, dirigée par un certain Erling Falk⁴. Mot Dag signifie « Vers l'Aurore ». Falk était revenu en 1920 des E.U. où il avait milité avec les « Wobblies ». En tant que comptable, il savait parfaitement comment le grand capital était organisé et il organisa Mot Dag, orga-

1. Nils Käre Dahl (1890) a donné cette interview à *Revolutionary History*. Nous avons parfois abrégé les notes de RH et ajouté des notes que nous avons signé CLT.

2. Charles Bernadotte (1763-1844), adopté par le roi de Suède Charles XIII, engagea en 1812 la Suède contre Napoléon Ier et devint roi de Suède sous le nom de Charles XIV.(CLT)

3. C'est à Eidsvoll en Norvège orientale, à 80 km au nord d'Oslo, le 17 mai 1814, que fut adoptée la Constitution norvégienne. Les « Hommes d'Eidsvoll » jouèrent dans la mythologie nationale norvégienne un rôle analogue à celui des signataires de la proclamation de l'indépendance irlandaise en 1916;

4. Erling Falk(1887-1940) avait milité à Chicago dans les IWW.(Industrial Workers of the World) aux Etats-Unis.

nisation surtout étudiante, en utilisant les mêmes méthodes organisationnelles que le grand Capital. C'était une organisation très efficace.⁵

Il joua un rôle dirigeant dans les événements de 1923, quand le Det Norske Arbeiderpartiet (DNA), le parti ouvrier norvégien, rompit avec le Comintern et il fut responsable de la déclaration qui l'emporta par deux voix dans le parti. Il y eut un heurt très violent entre Radek⁶ et lui. Radek disait que le DNA devait choisir entre Falk et le Comintern. Plus tard, Falk fut chassé du DNA (en 1924) et il emmena avec lui son organisation. Il avait été chassé à cause de sa position pacifiste et anti-militariste. En 1926, il demanda à entrer au PC et se vit refusé par le CC du PC de Norvège ; mais les Russes y avaient un commissaire et Falk alla le voir et le convainquit ; ainsi Mot Dag fut-il co-opté dans le PC grâce au vote du commissaire russe, malgré l'opposition du PC norvégien. Et c'est une histoire assez surprenante, même dans le mouvement stalinien.

Mot Dag faisait un travail de formation parmi les étudiants, littéraires et scientifiques. Quand Staline créa l'Ecole Lénine, des membres du Mot Dag y allèrent comme étudiants et enseignants. Trois d'entre eux, Uhle, Erle et Falk furent très influencés par le stalinisme. De ce fait, tant qu'Erling Falk domina l'organisation, elle ne fut pas dangereuse pour les stalinien. Sa santé commença à décliner en 1933-1934 et il fut exclu de sa propre organisation en 1936. Il venait à peine d'entrer au PC en 1929 que je fus, moi, exclu à Trondheim comme oppositionnel. C'était ma première expérience d'exclusion. Après l'exclusion, Mot Dag se développa et s'empara de l'organisation étudiante de l'Université d'Oslo et en partie de celle de l'Ecole supérieure technique de Trondheim.

Quand j'eus terminé mes études techniques à Trondheim, la troisième ville de Norvège, je me tournai vers d'autres études de photogrammétrie à Berlin à l'école technique supérieure. Mon père avait une grande entreprise d'arpentage en Norvège et la photogrammétrie était le dernier cri. A l'automne de 1931, je me suis trouvé engagé dans le mouvement communiste allemand parce qu'après les exclusions de 1928-1929, Mot Dag comme organisation, était profondément engagé avec l'Opposition communiste à Berlin. L'organisation s'appelait KP-Opposition, et était au centre d'une organisation internationale, l'IVKO sous la direction de Heinrich Brandler⁷ Quand j'arrivai, ils publiaient un journal intitulé *Gegen den Strom* (Contre le Courant). Je leur donnai un compte rendu du conflit entre le Danemark et la Norvège sur le Groenland. J'entrai à son comité de rédaction en 1932 comme représentant du Mot Dag. J'allai aussi à quelques conférences de Brandler et Thalheimer⁸ sur des ques-

5. Les Wobblies sont le surnom populaire des membres des IWW., organisation « syndicaliste révolutionnaire ». (CLT)

6. Karl B. Sobelsohn dit Radek (1885-1939) journaliste avait représenté le Comintern à ce congrès. (CLT)

7. Heinrich Brandler (1881-1967) avait été président du parti allemand de 1921 à 1923. (CLT)

8. August Thalheimer (1884-1948), intellectuel, élève de Rosa Luxemburg, était le maître à penser de Brandler. (CLT)

tions politiques générales; Brandler et Thalheimer ne dormaient jamais deux nuits au même endroit. Ils étaient toujours en mouvement. On ne pouvait plus tenir en soirée les réunions du comité de rédaction. Il fallait se rencontrer dans le quartier des affaires dans la journée car c'était le meilleur camouflage. Je ne sais ce qu'ils prévoyaient dans le cas d'une prise de pouvoir nazie. Ils pensaient que l'avenir politique était clair. On était très optimistes à l'automne 1932 parce qu'il y avait eu une nouvelle élection générale en novembre et Hitler y avait perdu deux millions de voix. Je discutais parfois avec un libéral qui disait : « Hitler est fini maintenant ! » et je répondais : « Vous avez tort ! Parce que même maintenant ils ont beaucoup d'influence dans les syndicats et des gens à eux du district de la Ruhr y ont pratiquement pris les leviers de commande syndicaux, ce qui, du point de vue révolutionnaire, est bien plus important que de perdre deux millions de voix. Juste avant l'arrivée au pouvoir de Hitler, je tombai malade et revins en Norvège à Noël 1932. Hitler arriva au pouvoir en janvier, une ou deux semaines après mon départ. Comme citoyen norvégien, je ne pensais pas courir le moindre danger et j'y revins en 1936 sans aucune difficulté.

Le danger

Auparavant, la situation était vraiment dangereuse. Je vivais dans un quartier ouvrier du district d'Altoabit, dans la partie orientale de Berlin et un jour j'ai été à moitié tué parce que je portais une casquette brune qui a été considérée comme nazie. Je n'avais jamais vu auparavant semblable situation : les gens dormaient dans les rues, certains se jetaient sous les trams et les trains etc. On ne pouvait marcher dans les rues sans être accroché par quelques femmes. Le seul moyen de s'en débarrasser était de dire « Kein Geld » (pas d'argent). La situation du logement était curieuse, car les jeunes n'avaient pas de quoi louer des appartements ordinaires, aussi ils vivaient dans des caves ou des débarras alors que le reste de la maison était vide. C'est une des choses qu'a faites Hitler en arrivant au pouvoir, il a baissé les loyers pour que les gens puissent vivre et il y a gagné bien des sympathies. A Berlin c'était un nazi de gauche qui était responsable, Gregor Strasser⁹, et il était seulement moins radical en paroles qu'un trotskyste. Il avait trois mots d'ordre principaux : « A bas les gras bureaucrates ! », « A bas les bolcheviks ! » et si on lui demandait comment faire telle ou telle politique : « Le Führer va arranger ça ». C'est en septembre, octobre ou novembre qu'il y a eu une grève des transports. Tous les trams et bus se sont arrêtés et le gouvernement ouvrier de Prusse a envoyé les soldats contre les grévistes. Les nazis ont rejoint la grève et le résultat est que deux nazis ont été tués par les soldats ou la police. Cela a beaucoup impressionné les ouvriers en Norvège.

9. Gregor Strasser (1892-1934), nazi de la première heure représentant la face des nazis tournée vers les ouvriers, se disant « socialiste ». Hitler le fit abattre en 1934. (CLT)

Mot Dag a essayé de faire sortir d'Allemagne des femmes juives. Pas mal de nos gens sont allés en Allemagne et ils ont épousé des femmes juives; parfois ça devenait un vrai racket, certains le faisaient pour se faire payer en échange leurs droits universitaires; ce n'étaient pas des politiques.

Quand je suis rentré en Norvège en 1933, je n'ai pas trouvé d'emploi comme technicien, aussi ai-je travaillé pour Mot Dag en 1933 et 1934. Après notre exclusion du Comintern, Mot Dag était devenu indépendant (1929-1936). Son principal travail théorique avait été de réaliser la publication d'une traduction du *Capital* de Karl Marx. Le projet était dirigé par Falk. Ils étaient une centaine environ, surtout des intellectuels, membres de l'organisation, de différentes professions — juristes, historiens etc. Ces gens furent capables de faire la première encyclopédie reposant sur le marxisme et la politique ouvrière qui ait jamais été publiée hors de Russie. L'argent provenait d'un gros hebdo du DNA qui était prospère. Les trois principales sources de revenu en ce temps étaient la publication d'un gros journal bi-mensuel *Mot Dag*, la traduction du *Capital* et une série de brochures sur la question sexuelle. Ces dernières avaient un énorme succès qui procura beaucoup d'argent à notre organisation. La traduction du *Capital* se vendait bien et nous pouvions traiter de questions politiques dans la discussion avec son aide et *La théorie des crises*. L'encyclopédie parut en six volumes. En 1936, quand Mot Dag rejoignit le DNA et exclut Falk, seuls les deux premiers volumes avaient été traduits.

J'étais employé à Mot Dag comme secrétaire de rédaction et je devais préparer le montage du mensuel et collecter à temps les manuscrits.

En 1934-1935, j'ai eu de petits boulots dans des chantiers de construction d'Oslo et j'ai pu adhérer au syndicat de la construction. En 1936, j'ai eu un emploi de contrôleur travaillant pour le syndicat des ouvriers non qualifiés d'Oslo. C'était le plus gros syndicat d'Oslo avec 6000 membres. Nous contrôlions tout le travail de la construction à Oslo et dans beaucoup de chantiers à l'extérieur, comme ceux des centrales hydroélectriques, des routes et ainsi de suite. Tout le travail devait être payé conformément à une liste de tarifs. C'était du travail à la pièce, qu'il fallait mesurer, et l'argent était payé sous contrôle syndical. Moi-même et dix à quinze techniciens avions à surveiller tous les emplois sur la liste. Mon travail était de veiller à ce que chaque travailleur ait son dû. Par ce système, le travail du contremaître, le représentant des capitalistes sur le terrain, était réduit à procurer à l'ouvrier le matériel nécessaire. J'étais la première personne de haut niveau technique à être attaché comme employé à un syndicat ouvrier. Avant moi, il y avait eu deux avocats à la tête du syndicat. Trygve Lie fut le premier.¹⁰ Après lui vint Wiggo Hansteen¹¹ fusillé par les Allemands en 1941. J'avais un travail intéressant concernant les taux de salaires pour les différents emplois et j'ai pris une place importante dans le syn-

10. Trygve Lie (1896-1968), avocat de la fédération des syndicats puis ministre de la Justice de 1935 à 1940 et géolier de Trotsky. Plus tard, secrétaire général de l'ONU. (CLT)

11. Wiggo Hansteen (1900-1941) ancien de Mot Dag, oppositionnel au PC avant 1941. Exécuté cette année-là par l'occupant à la suite d'une grève.

dicat entre 1936 et 1940. C'est plus ou moins à partir de cette formation politique et syndicale que j'ai discuté un certain nombre de questions avec Trotsky.

L'Arrivée de Trotsky en Norvège

En 1929, on avait écrit de Berlin au dirigeant du DNA en demandant asile pour Trotsky en Norvège et le groupe du DNA reprit la proposition et présenta dans une motion au Parlement pour qu'il soit autorisé à y vivre. Les libéraux étaient farouchement hostiles, mais l'ensemble du DNA vota unanimement pour l'admettre en Norvège. C'était la base et tout le monde comprit que le DNA s'était engagé là-dessus. Falk réussit à retourner la position du parti libéral, ce qu'on ne dit pas à Trotsky. Une fraction stalinienne s'empara du groupe étudiant et s'opposa à son invitation. L'un des membres de son comité était Gerhardsen¹²

Falk fut très impressionné par Trotsky. Il alla à Copenhague en 1932 pour essayer d'amener Trotsky à venir parler à l'organisation étudiante suédoise. Trotsky le soupçonna à cause de son passé stalinien et les trotskystes ne bougèrent pas. La Norvège avait un gouvernement libéral, mais ce gouvernement refusa le visa, sauf pour une brève visite.

En 1935 se produisit un grand changement puisque le DNA réussit à s'emparer du gouvernement bien que n'ayant pas la majorité. L'élection générale de 1935 la lui donna et certains entrèrent dans le gouvernement. En même temps, l'affaire Trotsky avait été réglée. Il fut invité au début juillet. Il n'était pas très chaud pour venir. Ils furent trois qui entreprirent de le faire venir en Norvège. C'étaient Walter Held, Scheflo¹³ qui avait été le dirigeant du PC et Falk, qui était celui du Mot Dag.

Held lui écrivit pour lui proposer de venir, le 27 mars 1935. Le plan initial était qu'il vienne en Norvège comme touriste, reste quelque temps avec Scheflo dans le Sud de la Norvège, puis demande une prolongation de séjour. Trotsky répondit qu'il n'utiliserait pas cette méthode : il devait agir ouvertement et insista sur ce point. On interrogea Nygardsvold¹⁴ et il répondit : « Ne pouvez-vous pas attendre jusqu'aux vacances du Parlement en septembre ? ». La situation empira pour Trotsky en France au point qu'il devait en partir. Il me dit plus tard : « Il semblait que j'avais à choisir entre Madagascar et Oslo et je crois la Norvège préférable ». C'est ainsi qu'il reçut un télégramme de son fils lui disant qu'il devait être en Norvège au mois d'avril. Il alla à Paris, fut autorisé à

12. Einar Gerhardsen (1897), fils de cantonnier, emprisonné pour son agitation contre la guerre, libéré en 1928. Il sera plus tard Premier Ministre. (CLT)

13. Heinz Epe, dit Walter Held (1910-1942), étudiant, était le représentant des trotskystes au Bureau des Jeunes de Stockholm. Olav Scheflo (1883-1942), ancien marin et collaborateur de Tranmael, avait dirigé le PC norvégien de 1923 à 1928. (RH e CLT)

14. Johann Nygaardsvold (1879-1952), ancien ouvrier émigré, avait été ministre de l'agriculture et dirigea le gouvernement à partir de 1935. (CLT)

rester à Chamonix¹⁵ et seulement pour 24 heures. La situation était vraiment difficile au début juin et du 1er au 12, il y eut pas mal de travail pour Held à persuader le gouvernement de le laisser entrer. La bureaucratie d'Etat norvégienne a mis tous les obstacles possibles sous les pas de Held, mais, finalement, Trotsky reçut l'autorisation.

J'ai rencontré Trotsky quelque temps après son arrivée en Norvège à la mi-juin 1935. J'étais un ami personnel et politique de Walter Held, qui était en Norvège le représentant de Trotsky. A cette époque, je lisais régulièrement le journal des trotskystes allemands, *Unser Wort*. J'ai rencontré Trotsky dès qu'il s'est installé à Honefoss, petite ville à une heure de route d'Oslo. A cette époque, j'avais une voiture à ma disposition et, en bien des circonstances, j'ai emmené Held voir Trotsky.

Je suis resté avec Trotsky pendant deux périodes comptant chacune un certain nombre de jours. L'une fut en septembre 1935 et l'autre entre Noël 1935 et janvier 1936. Dans l'intervalle et plus tard, je n'ai fait que des voyages d'un jour à Honefoss et, en 1936, je me souviens que nous avons surtout discuté de la situation dans les syndicats norvégiens. J'ai essayé d'expliquer mes deux visites plus longues à Deutscher, mais il n'a pas compris. Trotsky a eu du bon temps en 1935. Personne ne l'ennuyait sauf quelques articles dans les journaux du parti agrarien, et les communistes eux-mêmes se tenaient tranquilles, ce qui fait qu'il eut une bonne occasion de travailler. Pourtant il avait été malade à l'été 1935. Le médecin dirigeant du *Mot Dag*, Karl Evang¹⁶, le fit envoyer à l'hôpital pour des examens afin de déterminer ce qui n'allait pas. Selon son compte rendu à *Mot Dag*, ni les médecins socialistes ni les médecins capitalistes ne purent découvrir ce qui n'allait pas chez lui. C'était peut-être de la tension nerveuse et il sortit de l'hôpital en août. Je pense qu'il avait bien récupéré en septembre¹⁷.

A la fin d'août, Konrad Knudsen¹⁸, l'hôte de Trotsky, me demanda si je connaissais un endroit où Trotsky pourrait prendre tranquillement du repos hors d'atteinte des rencontres. A cette époque, nous utilisions une grande maison, dans une partie solitaire d'une forêt à Andorsrud dans le Skoger, comme maison de vacances. Andorsrud avait été autrefois un grand domaine qui avait été morcelé. En 1935, la maison appartenait à une banque, mais la vieille dame qui avait été la dernière propriétaire de la maison y vivait encore et l'entretenait et nous y allions passer nos week-ends. Aussi ai-je pu arranger ça.

Skoger est à 80 kilomètres au sud-ouest d'Oslo et presque une heure et demie de route de Honefoss. J'avais alors une voiture à ma disposition parce

15. La mémoire de Dahl lui manque, car ce n'est pas en 1935 que Trotsky séjourna à Chamonix mais en 1934 avant de se réfugier près de Grenoble. Le délai obtenu en 1935, il le passa à Paris. (CLT)

16. Karl Evang (1902) correspondit avec Trotsky. (CLT)

17. C'est en septembre qu'il fut hospitalisé, en fait. Il entra à l'hôpital d'Oslo le 19 septembre et en sortit le 20 octobre. (CLT)

18. Konrad Knudsen (1890-1959), ancien émigré aux Etats-Unis, était devenu journaliste et fut élu député en 1935. (CLT)

que j'avais la responsabilité de la section avion de la firme pour la photogrammétrie pour la cartographie. Nous nous sommes rencontrés secrètement à Drammen, à mi-chemin entre Skogen et Oslo. Trotsky est arrivé avec Natalia, Konrad Knudsen et Jean van Heijenoort¹⁹ qui était alors son secrétaire²⁰, avec ma femme et moi. J'avais saisi l'occasion de cette semaine de congé pour me marier et la semaine que nous passâmes avec Trotsky était aussi ma lune de miel. Walter Held aussi s'est marié à cette époque. C'était une époque tranquille et pacifique et nous avons eu bien des discussions devant la cheminée en soirée, ou en promenade. Ce fut la principale période que je passai avec Trotsky. Ma femme parlait couramment le français parce qu'elle avait séjourné au pair en France; elle était aussi infirmière et Natalia²¹, qui parlait un excellent français, souffrait alors de maux d'estomac, et elles passèrent pas mal de temps ensemble. Ma femme veillait sur la santé de Trotsky et elle s'étonnait des pilules dont il avait besoin pour digérer etc. Je ne pouvais guère communiquer avec Natalia car elle ne parlait que le français. Avec Trotsky, c'était bien plus facile parce que je parlais bien l'allemand et lui aussi. Ce n'est qu'occasionnellement que j'ai pu communiquer avec Natalia, mais pour ma femme, c'était le contraire.

Après cette semaine-là, j'ai encore beaucoup rencontré Trotsky. En décembre 1935, j'ai été mobilisé par Konrad Knudsen qui me demandait de venir à son secours parce que Trotsky était parti pour des vacances dans la hutte des Knudsen dans le district boisé à l'est de Honefoss. Il y avait eu une grosse chute de neige et Trotsky était enseveli sous la neige. J'y suis immédiatement allé. Il y avait un hôtel dans le voisinage. Quand je suis arrivé, Trotsky était parvenu à sortir de la hutte par ses propres moyens. Natalia et lui étaient arrivés à descendre dans la vallée sans notre aide, aussi nous allâmes à la hutte seulement pour nettoyer et faire un peu d'ordre. (Ce mois de décembre 1935 a connu un temps très difficile avec des tempêtes et d'importantes chutes de neige en décembre 1935. Il aurait été impossible pour Piatakov de rendre visite à Trotsky à cette époque, contrairement à ce que prétendait Vychinsky au deuxième procès de Moscou). J'ai pu skier jusqu'à la hutte et redescendre dans la vallée, bien qu'on ait eu de la neige jusqu'aux genoux. J'ai passé la veille de Noël avec Trotsky. Je me souviens qu'il y avait du monde et quelques jeunes de l'endroit, et on faisait pression sur Trotsky pour qu'il fasse le tour de l'arbre de Noël, mais il refusa de s'aligner sur cette coutume de tourner autour de l'arbre.

Il voulait un milieu nouveau en hiver, et il l'eut dans la hutte. Il me dit plus tard qu'il était trop vieux pour l'exercice qui consistait à être enseveli et à en sortir. Il m'a semblé que le choc lui avait rendu ses capacités de travail. Il travailla très dur pendant le printemps 1936. Konrad Knudsen me dit que

19. Jean van Heijenoort (1912-1986) avait été secrétaire de Trotsky en Turquie puis en France.

20. Dahl se trompe : Jean van Heijenoort était reparti le 25 juin et le secrétaire de Trotsky était alors le Tchecoslovaque Jan Frankel. (CLT)

21. Natalia était N.I. Sedova, (1882-1962), la compagne de Trotsky. (CLT)

Trotsky avait l'habitude de se lever à 5 heures du matin, de manger un peu de pain et se faire du thé, puis de travailler seul jusqu'à 8 heures, où il descendait pour le petit déjeuner habituel. Alors il commençait sa journée de travail. A certains moments ses secrétaires se plaignaient qu'ils n'arrivaient pas eux-mêmes à travailler huit heures. En 1936, j'ai quitté mon travail et je suis entré dans le mouvement syndical où j'ai pris un travail. Je me souviens d'avoir discuté avec Trotsky du mouvement syndical norvégien en 1936, mais je n'étais pas profondément engagé avec lui à cette date. Il était très occupé à rédiger *La Révolution trahie* en ce printemps de 1936 et je n'ai aucun souvenir que nous ayons été ensemble pendant cette période. Quand il fut arrêté en août 1936, il était allé dans le sud de la Norvège avec Scheflo qui était son ami politique et le dirigeant du PC norvégien de 1923 à 1928 où il fut exclu ou s'en alla, (comme la plupart de nos amis du Comintern).

Forces et faits derrière l'internement et l'expulsion de Trotsky

En 1935, il y avait eu pas mal de difficultés avant que le gouvernement ouvrier norvégien, en tant que gouvernement de minorité, ose lui donner un visa. De toute évidence, il le regretta en 1936 et laissa faire le sale travail à Trygve Lie. Ce dernier coupa Trotsky du monde extérieur afin de l'empêcher de commenter les procès de Moscou. La pression sur les amis de Trotsky fut énorme. En fait, pendant le premier procès de Moscou, Staline menaça les trotskystes norvégiens autour de Scheflo de les éliminer. Falk tomba malade en 1936 et dut démissionner de ses fonctions de rédacteur à Kristiansand. Lors de l'occupation de la Norvège, il était trop malade pour être conduit en Suède. Il mourut à l'hôpital en 1943.

Les raisons de l'expulsion de Trotsky en 1936, en ce qui concerne les opinions gouvernementales et les faits, ont maintenant été rendues publiques en Norvège dans un livre écrit par un chercheur norvégien du nom de Yngvar Ustvedt. Il a eu la possibilité d'examiner les dossiers des documents des organisations nazies et des affaires étrangères norvégiennes. Le livre est plus ou moins la réunion de ces documents. La recherche proprement dite a été faite à la hâte et publiée sous le titre *La Révolution mondiale de Honefoss*.²² Ce livre donne les réponses concernant les faits et les forces derrière les actions officielles.

Il y a beaucoup d'interviews et de citations de témoins oculaires. Il existe des documents donnant comptes rendus et explications officielles. Les attaques contre Trotsky étaient faites comme une opération combinée conduite par des groupes très différents. Il est très difficile de les séparer car ils étaient étroitement connectés entre eux. Bien des choses sont arrivées en même temps. Tant d'incidents se sont produits sur des plans différents.

Aussitôt que *La Révolution trahie* fut achevée, il descendit vers Scheflo et y passa tout l'été. Il fut immédiatement attaqué par les forces en Allemagne qui

22. Yngvar Ustvedt, *Verdensrevolusjonen pa Honefoss*.

agissaient avec l'aide des bandes des partisans norvégiens de Quisling. L'attaque allemande fut suivie par une attaque russe en liaison avec le premier procès de Moscou à la mi-août. Le gouvernement ouvrier de minorité qui avait donné asile à Trotsky fut furieusement attaqué par des forces internes, les libéraux et les politiciens réactionnaires comme les bureaucrates sympathisant avec les nazis.

C'était pendant le premier procès de Moscou et il se défendit vigoureusement et donna des conférences de presse et ainsi de suite. Cela fut relevé dans le Parlement norvégien et à cause de la pression russe, il fut interné. Le major Attlee²³, qui fut premier ministre britannique après la guerre, envoya une lettre personnelle à Nygardsvold²⁴. Il soulignait que le traitement réservé à Trotsky était un très mauvais précédent pour tous les réfugiés. J'ai demandé en Angleterre où on pouvait en avoir une copie, mais je n'ai pas pu trouver. C'était une lettre personnelle. On fit appel aux forces de sécurité et il était évident que sa vie était en danger. Plus tard, deux nazis avouèrent devant le tribunal qu'ils avaient comploté de le tuer. L'un d'eux essaya de cambrioler sa maison et ce voleur a dit dans un livre que, quand il rencontra Trotsky, ce dernier parlait allemand couramment et affirma que les nazis épaulaient Staline et la politique stalinienne. Cela impressionna le nazi qui s'assit, réfléchit et décida qu'il ne voulait pas aider Staline. Le résultat fut que l'homme fut réprimandé par son supérieur nazi. Plus tard, quand Trotsky alla chez Scheflo, il fut suivi par une bande de nazis dont l'un avait une chambre dans l'hôtel et il eut un automatique pointé sur lui, de sorte qu'il dut tourner aussitôt dans l'angle. Sa vie était réellement en danger. Je voyais bien qu'il était très irrité d'être interné et gardé là, pourtant je pense que cela lui a réellement sauvé la vie.

Les politiciens ouvriers craignaient de perdre leurs positions au gouvernement. Ils paniquaient et Trygve Lie recourut à la brutalité contre Trotsky. Trotsky fut condamné à mort à Moscou comme terroriste international le 24 août²⁵. Le 25 août, il fut mis en état d'arrestation par une décision du gouvernement ouvrier norvégien. Il fut donc interné et placé sous la surveillance de la police d'Etat, coupé du monde. Il était privé de la possibilité de se défendre et de critiquer le procès. La police d'Etat était dirigée par un homme qui se suicida en 1945 peu avant le moment où il aurait pu être arrêté par le mouvement de libération²⁶. Mais en 1936, Trygve Lie et lui collaboraient et avaient interné Trotsky dans un endroit appelé Sundby près de Hurum, entre Oslo et Skoger. Ce fut le premier et jusqu'à présent le seul camp de concentration qu'il y ait jamais eu en Norvège et il fut établi en septembre-octobre 1936²⁷. Je fus de nouveau mobilisé en décembre 1936 par Walter Held et Konrad Knudsen qui

23. Clement Attlee (1883-1967) était alors leader de l'opposition travailliste. (CLT)

24. Johann Nygardsvold (1879-1952), ouvrier longtemps émigré, député en 1916, ministre en 1928, était le chef du gouvernement. (CLT)

25. Trotsky ne fut pas formellement condamné, mais ordre fut donné de s'emparer de lui. (CLT)

26. Il s'agit de Jonas Lie, cf. N°29. (CLT)

27. Trotsky et sa compagne furent internés à Sundby le 2 septembre et le quittèrent le 19 décembre 1936. (CLT)

me demandèrent d'être prêt à servir de garde du corps à Trotsky qui allait traverser la France. Ses amis avaient obtenu pour lui un visa de transit. Je pris contact avec un avocat français bien connu, Gérard Rosenthal, qui était venu en Norvège. Peu avant Noël, nous avons discuté pour savoir comment nous allions entrer en contact avec Trotsky et organiser le voyage vers la France. Nous nous sommes adressés à Trygve Lie, mais n'avons eu qu'une réponse évasive. Juste avant Noël, on a annoncé que Trotsky avait quitté la Norvège quelques semaines auparavant²⁸ bien qu'ils aient laissé une garde policière autour de l'endroit pour empêcher une intervention du PC et autres. Ainsi il avait été expulsé en secret sur un bateau norvégien sous le contrôle de Jonas Lie²⁹. Il fut envoyé dans un camp de concentration en septembre mais ne fut pas livré à la justice russe grâce surtout à la lettre d'Atlee au gouvernement ouvrier norvégien. Lui et Natalia furent envoyés sous garde policière au Mexique le 8 janvier, où il recouvra sa liberté. Pour éviter d'être attaqué en pleine mer, le bateau fit des détours sur la route vers le Mexique. Il avait reçu l'ordre de maintenir sa radio silencieuse, mais les staliniens semblent avoir eu connaissance de la longueur d'ondes et du code et envoyèrent un message « Nouveaux ordres. Direction la Baltique ». Le capitaine eut assez d'intelligence pour ne pas répondre et garder le cap sur le Mexique. Pour Held, moi et l'avocat français Gérard Rosenthal, ce fut une amère déception que Trotsky nous ait quittés. Il était presque Noël 1936. L'idée que le Mexique considérerait comme un honneur d'accueillir Trotsky pour lui donner asile sans conditions venait du ministre turc des affaires étrangères, Aras. L'ambassadeur russe envoya des fleurs à Trygve Lie quand Trotsky fut envoyé au Mexique.

C'est un problème que les causes réelles de la première invitation de Trotsky, puis de son expulsion de Norvège. C'est une histoire plutôt longue et la réponse dépend du point de vue de chacun. Trotsky a donné le sien dans un livre, *Stalins Verbrechen* (Les Crimes de Staline). J'ai essayé de découvrir quelles forces du mouvement ouvrier étaient derrière Trygve Lie dans son travail d'expulsion de Trotsky. Peu après son expulsion, avec Konrad Knudsen, j'ai rencontré le dirigeant de la droite du mouvement ouvrier norvégien. Ce dernier avait scissionné en trois parties en 1923, un parti social-démocrate de droite, un parti centriste dirigé par Tranmael³⁰ et un parti communiste autour de Scheflo. Quand je rencontrai le dirigeant de droite Magnus Nilssen³¹ en 1937, je lui ai demandé s'il éprouvait un sentiment de victoire avec l'expulsion de Trotsky de Norvège. Il sembla un peu touché et dit que je me trompais complètement. Ce n'étaient pas les social-démocrates de droite qui étaient derrière Trygve Lie, mais leurs adversaires. Les gens autour de Trygve Lie, ceux qui le

28. Rappelons que Trotsky fut embarqué le 19 décembre. (CLT)

29. Jonas Lie (1899-1945), policier, chef adjoint de la police nationale en 1932, membre du parti nazi en 1934, ministre de la police sous l'occupation. (CLT)

30. Martin Tranmael (1869-1967), ouvrier peintre longtemps aux Etats-Unis. Dirigeant du DNA, organisateur de sa rupture avec le Comintern. (CLT)

31. Magnus Nilssen (1871-1947), ouvrier installé à son compte, secrétaire du DNA en 1901, député en 1906, ministre en 1938. (CLT)

poussaient, étaient ceux qui, autrefois, étaient « si incroyablement révolutionnaires », comme disait Nilssen. Après une enquête ultérieure, je découvris qu'il avait raison. C'étaient les centristes de Tranmael qui étaient la force dirigeante derrière Trygve Lie et les meilleurs soutiens de Staline dans sa sanglante besogne.

La raison fondamentale de l'exclusion de Trotsky était la pression de l'Allemagne et de la Russie de l'intérieur. Cette esquisse ne donne qu'une image incomplète de ce qui est arrivé à Trotsky dans la deuxième moitié de 1936. Je ferai un autre compte rendu quand je serai de nouveau allé en Norvège et que j'aurai examiné le livre sur *La Révolution mondiale* et regardé dans mes archives.

Mes discussions avec Trotsky

Norvège du Nord

J'avais fait mon service militaire dans la partie nord de la Norvège, le Finnmark, en 1929. Quand j'ai rencontré Trotsky la première fois, j'y étais juste allé pour une grande manœuvre en 1935. Le ministre DNA de la défense, Monsen, qui avait été communiste entre 1923 et 1928, avait parcouru la Norvège du Nord pour voir par lui-même ce qu'était la situation. Les Finnois avaient un mouvement fasciste qui pensait que la partie nord de la Norvège devait revenir à la Finlande. Le « danger » finnois s'ajoutait au « danger » russe. J'ai posé la question, et j'ai demandé à Trotsky ce qu'était la politique de la Russie dans la partie nord de la Scandinavie. Il esquiva la question en disant que la politique russe dans cette région, de nos jours, devait plus ou moins ressembler à la politique tsariste. La politique d'expansion du tsarisme avait été défensive dans le nord et offensive dans le sud. C'était à cause de leurs ressources et de la géographie. Il y avait beaucoup de gens qui ne pouvaient pas être utilisés dans le nord à cause de la topographie. Il est impossible d'utiliser plus de gens en cet endroit.

C'était un trait général de la politique tsariste et il disait que des choses comme les ressources et la topographie étaient plus importantes, pour des considérations stratégiques d'expansion, que la question de savoir si la société était socialiste, communiste ou capitaliste.

L'Expérience de Berlin

Trotsky était évidemment très intéressé par mon compte rendu de Berlin sur la façon dont les nazis s'emparaient des syndicats. Je lui ai dit beaucoup de choses à propos de la grève des transports (bus et tramways) de l'automne 1932 et de la façon dont communistes et nazis avaient combattu ensemble, pendant la grève, une force de police bâtie par les ministres social-démocrates. Deux nazis

furent tués. La gauche du parti nazi, qui dominait l'organisation nazie à l'est de Berlin était inspirée par Otto Strasser et ce qu'on appelait « le Front noir ». Ils furent violemment anti-capitalistes de 1932 à leur liquidation par Hitler. En outre, Trotsky s'intéressait à l'état d'esprit de l'entourage de Brandler. Je lui demandai ce qu'il pensait du KPO et de ses gens. Il m'a répondu que c'étaient des « verkapte Trotskisten », des gens habillés en trotskystes. Je l'ai dit plus tard à certains membres du KPO à Oslo et cette caractérisation leur a plutôt été agréable. J'ai parlé à Trotsky de mes études ainsi que de Brandler et Thalheimer; ils pensaient que Trotsky avait eu raison dans sa critique de Staline dans toutes les questions politiques mais ils pensaient que, dans les questions économiques, Staline avait raison contre Trotsky. Là-dessus, Trotsky remarqua : « Bien, il y a une certaine interconnexion entre l'économie et la politique ».

Je n'ai jamais aimé Brandler. Pas parce que c'était un maçon et que je peinais à les organiser dans mon syndicat ! L'opinion que j'en avais a été marquée par le fait qu'il avait cru à moitié les accusations dans le premier procès de Moscou. Je ne pense pas que Brandler avait réellement quitté le parti communiste dans sa tête et je crois qu'il était resté profondément stalinien. Il y avait en Norvège de nombreux réfugiés de ce type. J'étais impressionné par Thalheimer. C'était vraiment un bon professeur et il connaissait son travail. C'était lui le véritable cerveau de l'organisation de Brandler.

Commentaires sur le 7e congrès de l'IC et le front unique

En août 1935 eut lieu la dernière conférence de la IIIe Internationale ³². Après une campagne de haine de sept années contre les social-démocrates, les communistes reçurent l'ordre de collaborer avec « toutes les forces progressistes ». C'était le nouveau nom des forces libérales et capitalistes. Des discussions de septembre 1936, je me souviens que Trotsky disait qu'il ne serait pas facile de réaliser la nouvelle ligne en Chine où les communistes avaient soutenu une guerre sanglante contre « les forces progressistes » à l'intérieur du Guomindang. Ce que nous ne réalisions pas alors, c'était que, derrière la ligne collaborationniste de Staline, il y avait l'intention d'être admis dans les salons des capitalistes comme un allié, empêchant ainsi les ouvriers d'entreprendre des actions révolutionnaires indépendantes. Pour l'obtenir, il commença par caractériser l'internationalisme ouvrier comme « un malentendu tragi-comique ». Aussi, en Espagne Staline agit-il comme un « bourreau » contre les ouvriers et les dirigeants suspectés de penser de la même façon que Lénine en avril 1917.

En relation avec la discussion de 1936, quand les communistes se virent conseiller de marcher avec toutes les forces progressistes dans un Front populaire, Trotsky avait été sceptique quant à la possibilité d'appliquer cette ligne en Chine et je lui demandai s'il n'était pas permis à des révolutionnaires de se joindre à d'autres groupes du mouvement ouvrier et avancé. Il me dit que c'était bien entendu permis, qu'il y a des moments où il faut faire la route avec

les autres, mais à deux conditions. La première, il ne faut jamais laisser vos propres partisans douter de ce que vos partenaires représentent réellement. Et deuxièmement, il faut garder son organisation séparée de la leur.

Les commentaires de Trotsky sur l'organisation syndicale norvégienne

Trotsky s'intéressait aussi à l'organisation ouvrière et syndicale. Comme j'en étais membre, je pouvais lui donner pas mal d'informations à son sujet et il était très impressionné par l'organisation de ce mouvement. Le mouvement syndical était construit en Norvège par des syndicalistes révolutionnaires sur les lignes de l'IWW, mais avec un pouvoir limité au sommet de l'organisation. Le véritable pouvoir au sommet était détenu par vingt groupes de syndicats - surtout des syndicats d'industrie.

Il combinait aussi les ouvriers de tous les districts de Norvège horizontalement, les « samorganisationen », organisations de district combinées. Il y avait une étroite coopération entre syndicats dans toutes les parties de la Norvège. C'était aussi une idée syndicaliste que les syndicats groupent tous les syndicats d'un district ou d'une ville, même dans les périodes de paix de la guerre de classe, surtout pour des objectifs d'éducation, Trotsky disait qu'il pensait que l'organisation syndicale norvégienne était plus représentative en Norvège que les soviets de 1917 (en Russie), surtout en ce qui concernait les ouvriers des métiers de la construction et des travailleurs agricoles. C'était beaucoup, beaucoup mieux, parce que ces groupes n'avaient pas une grosse représentation dans le soviet. Aussi disait-il qu'à son avis il serait très facile d'avoir le socialisme en Norvège : tout ce qu'il fallait faire, c'était « convoquer un congrès syndical en permanence » si on laissait des ouvriers représenter les collectifs, les clubs et syndicats et si l'on faisait en sorte qu'ils puissent être révoqués et réélus à tout instant. Chaque congrès serait en réalité un parlement et bien plus apte à maintenir le fonctionnement de l'industrie en Norvège qu'un parlement basé sur des circonscriptions locales. En réalité, le développement ultérieur des principales organisations syndicales de Norvège se fit avec des sections pour des rapports internationaux, avec des départements de statistiques, de recherche, un département législatif, etc. Depuis la guerre, les juristes de la LMO — la centrale syndicale — avaient eu une position solide pendant les trente années où le parti était au gouvernement. Ainsi, de ce point de vue, le socialisme en Norvège, c'était très facile, seulement une question d'organisation. Cependant, dans une lettre à Held, Trotsky a analysé les développements dans le mouvement ouvrier norvégien en 1935-1936. Il concluait que le DNA avait un avenir bien médiocre et que le Mot Dag n'en avait pas.

32. Il s'agit du VIIe congrès de l'I.C. (CLT)

Sur l'internationalisme bolchevique et la libre discussion

En liaison avec notre travail dans le Mot Dag et nos tentatives pour construire une organisation révolutionnaire et étudier l'expérience russe, nous avons fait des recherches et études sur le marxisme en Russie. J'ai demandé à Trotsky pourquoi la révolution russe était la seule au monde qui ait été capable de développer des cadres orientés de façon profondément internationaliste, alors que la plupart des cadres des autres pays étaient profondément enfoncés dans le nationalisme; comment avait-il été possible non seulement de développer quelques études approfondies dans la théorie marxiste, mais aussi de se familiariser avec la situation du mouvement ouvrier dans nombre d'autres pays, y compris certains tout à fait primitifs ? Il disait que ce développement des cadres était dû au tsarisme.

« Le tsarisme nous a donné de bonnes conditions de travail; en Sibérie où il y avait un certain nombre de collectifs, nous avons pu faire nos propres journaux et les envoyer aux autres groupes, critiquer sérieusement ces autres groupes. En outre, les étudiants révolutionnaires russes en Sibérie s'instruisaient sur les conditions politiques différentes de par le monde entier. Grâce au tsarisme, nous avons fait le tour du monde dans le sens opposé au soleil : nombre d'entre nous sont allés en Chine et au Japon et plus loin en Amérique, puis en Europe et sont revenus en Russie de nouveau, et certains ont fait deux fois le tour du monde, et il est évident que, quand vous travaillez tout au long en faisant le tour du monde, vous vous familiarisez avec un certain nombre de situations nouvelles et il est ainsi plus facile d'être un internationaliste. »

En outre, je lui ai demandé ce qui s'est réellement produit quand Lénine a mis sur pied son premier gouvernement révolutionnaire : ce n'était pas un gouvernement du parti bolchevique seul, mais il comportait d'autres organisations comme les social-révolutionnaires et autres, quelques-unes à fortes tendances anarchistes. Il disait que ce gouvernement, celui qui a pris le pouvoir au compte du congrès des soviets, était formé de gens dont certains ne s'étaient jamais vus auparavant. Ceux qui étaient ainsi placés dans des positions d'autorité avaient su très peu les uns des autres au point qu'ils ne se tutoyaient pas. Telle était l'expression des relations personnelles à l'intérieur de ce gouvernement. Lénine avait toujours considéré la critique comme précieuse. Quand il avait eu à exclure son principal adversaire sur le plan théorique, Martov, en Suisse, et que Martov avait eu des difficultés à mettre sur pied en Suisse un journal, Lénine lui avait fait parvenir secrètement de l'argent afin que Martov puisse continuer à émettre ses critiques.³³

Nous avons beaucoup discuté sur la question de savoir s'il était possible pour le capitalisme de trouver un équilibre et de se stabiliser et nous avons entrepris d'étudier ce problème dans un cercle d'études interne en relisant ce que Rosa Luxemburg en avait écrit. Les Russes avaient émis l'hypothèse qu'une

progrès important pouvait être théoriquement possible, mais qu'il y avait tellement de difficultés pratiques que cela ne pouvait se faire. Cela pouvait se produire si on arrivait à équilibrer la production de biens de production et celle de biens de consommation. Trotsky disait qu'il aurait aimé se joindre à ce groupe d'études, mais qu'il n'avait pas le matériel nécessaire. La seule fois que je l'ai vu sans réponse c'est quand nous parlions du livre de Bruno Rizzi sur l'avenir du capitalisme. Il se déroba devant la question et disait que, si c'était vrai, il faudrait modifier nos idées. Rizzi assurait que stalinisme et national-socialisme se rapprocheraient toujours plus. Je ne sais pas si nous avons lu le manuscrit du livre de Rizzi. Nous avons entendu un Autrichien parler de Bruno. Je pense que c'était Rizzi. Tout cela, nous l'avons appris de Held qui entretenait une énorme correspondance.³⁴

L'envoi de matériel trotskyste en Russie

Held me dit un jour que Trotsky lui avait donné l'instruction de contacter les kiosques à journaux proches de l'ambassade russe pour y vendre le *Bulletin* russe.

Quelques impressions sur Trotsky en tant que personne

C'étaient là quelques-unes des importantes discussions politiques que nous avions. Maintenant, je vais aussi dire quelque chose sur mes impressions personnelles de Trotsky. Parce que c'était ma lune de miel en septembre 1935, j'avais emporté avec moi à Skoger du homard et du vin. Trotsky ne buvait pas et nous n'avions pas tous les instruments nécessaires pour manger proprement le homard. Quand Trotsky refusa de prendre un verre, je lui dis : « Je suis d'accord qu'en principe les gens ne devraient pas boire, ce n'est pas sain, mais j'aime prendre un verre en tant que plaisir personnel ». Il me répondit qu'il avait rencontré beaucoup de gens qui étaient révolutionnaires en principe et en théorie, mais qui en pratique étaient réformistes. Je répondis en demandant s'il avait toujours été du côté radical de quelque chose pendant toute sa vie et il me dit :

« Non, j'avoue qu'autrefois, alors que j'étais un jeune homme se promenant dans les Alpes, j'ai eu de terribles maux de dents et j'ai dû aller à Munich pour me faire examiner. J'ai découvert que, chez les dentistes, il y avait deux écoles : les conservateurs, qui croyaient à la conservation des dents et les révolutionnaires ou radicaux pour qui la seule chose décente était de s'en débarrasser. J'avoue que je suis allé avec ma dent chez un dentiste conservateur. »

Il était capable de taquiner et de se laisser taquiner.

33. Cette information nous est parvenue indépendamment de Lénine, par Fritz Platten au Dr Don Bateman, un vétéran de l'ILP. Il n'y a aucun doute quant à son authenticité.

34. Bruno Rizzi (1901-1977), ancien membre du PCI, avait élaboré une théorie du « collectivisme bureaucratique » qu'il décrivait dans l'ouvrage, *La Bureaucratization du Monde*. (CLT)

Le Mouvement trotskyste et la Gauche en Norvège 1936-1941

La situation parmi les immigrés et réfugiés politiques 1933-39

Quand je revins d'Allemagne et m'engageai totalement dans la politique au quartier général de Mot Dag, nombre d'immigrés arrivaient d'Allemagne ; Mot Dag construisait des sections séparées pour les Allemands. En Norvège, différents types de gens appartenant à différentes organisations allemandes pouvaient se réunir et discuter. Il y avait la section du KPO, dirigée par un dénommé Ströbel. Il avait été ministre de la Justice de la République de Munich et avait fait sept ans de prison. Je l'avais rencontré auparavant à Berlin et, pour commencer, je m'étais surtout occupé de gens du KPO. En outre, il y avait un groupe d'Allemands exclus du SPD comme gauchistes. Dans ce groupe, le SAP (Socialistische Arbeiterpartei), les dirigeants étaient Frölich et Walcher, d'anciens KPO. Willy Brandt avait été le dirigeant de l'organisation de jeunesse du SAP³⁵. L'une de mes tâches dans l'été 1934 était de donner à Willy Brandt une certaine formation marxiste ; je n'y suis pas arrivé. En outre, il y avait la position trotskyste formulée dans *Unser Wort* et présentée par Walter Held. C'était son nom de plume ; son vrai nom était Heinz Epe et il était très compétent en politique, un très bon écrivain avec un penchant pour la littérature. En 1933-1934, comme il était en bons termes avec Falk, il fut autorisé à utiliser le secrétariat de Mot Dag comme adresse. Quand j'étais dans la firme d'aviation, sa femme était ma secrétaire. J'ai beaucoup travaillé avec les émigrés en 1936-1939, j'étais occupé dans le mouvement syndical. Mon travail était de leur trouver des places dans l'industrie norvégienne. La plupart d'entre eux ne parlaient qu'allemand. J'étais le seul d'entre nous à parler allemand, ce qui n'était pas vraiment commun dans le mouvement syndical de l'époque. L'immigration en Norvège était alors très intéressante parce que nombre de gens plutôt internationalistes pensaient que la Norvège resterait en-dehors de la guerre comme dans la Première Guerre mondiale. De là, ils pouvaient garder le contact avec l'Europe centrale. Quelques hommes dans la périphérie du trotskysme vinrent en Norvège lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie. L'un des plus importants était Alois Neurath, un des fondateurs du PCT et secrétaire général du Comintern entre le IIIe et le IVe congrès mondial, à l'époque où il était au-dessus de Staline ; il fut exclu mais arriva en Norvège en 1936. Il écrivait bien. Quand il fut exclu du PCT sa position avait été prise par un certain Guttmann³⁶. Guttmann arriva en Norvège quelques semaines après lui et rencontra Neurath dans ma maison, puis il alla en Amérique. Neurath était dans une situation bizarre

35. Herbert Frahm, dit Willy Brandt (né en 1913) devait devenir après la guerre leader du SPD et chancelier de l'Allemagne fédérale. (CLT)

36. Josef Guttmann (1902-1958) était arrivé à la tête du PCT dans l'équipe de Gottwald tandis que Neurath avait été zinovéviste, puis brandlérien ; tous deux se retrouvèrent trotskystes au même moment quoique pas dans le même groupe. (CLT)

quand il quitta la Norvège envahie par les Allemands pour se rendre en Suède, puis il retourna en Tchécoslovaquie après la Deuxième Guerre mondiale et fut exclu pour la seconde fois. Il surgit soudain de nouveau en 1948 dans ma maison, disant « Me voici pour la seconde fois, grâce aux staliniens tchécoslovaques ! » Il est mort en Suède. J'ai essayé de le persuader d'écrire ses mémoires, mais je n'ai pas réussi.

En plus des Tchécoslovaques, Guérin³⁷ arriva en Norvège le lendemain du début de la guerre avec trois autres Français du groupe Pivert³⁸. Guérin appartenait à mon groupe à Oslo. Il était très bien informé et son livre sur le nazisme, *Fascisme et Grand Capital* est l'un des meilleurs. Il passa presque toute la guerre en Norvège. Il vécut longtemps à Oslo. Ce n'était pas facile et un homme qui voulait y vivre pendant la guerre devait prendre beaucoup de précautions si la Gestapo était à ses trousses. Il eut quelques ennuis après la guerre, à son retour en France, où il fut accusé d'avoir été au service des nazis, parce qu'il avait travaillé et vécu là. Je fis une déclaration comme quoi Guérin avait vendu des fruits et du chocolat à la gare de chemin de fer d'Oslo au début de la guerre. Il vivait avec Jorgen Fenelson, sa première femme. Un matin, après la guerre, il me téléphona et me dit : « Pouvez-vous m'aider ? » Je répondis « Bien sûr ». Il m'expliqua : « J'ai de petits ennuis. Ils me considèrent comme déserteur de l'armée française » ; quand Guérin fut rappelé, il était officier de réserve et avait un peu peur de son capitaine. Maintenant il négociait avec un ministre à qui il avait dit qu'il était en Norvège la nuit où la guerre avait éclaté. Le ministre dit « Très bien, je vais classer l'affaire si vous pouvez prouver que vous étiez en Norvège ». Il s'adressa donc à moi et comme les forces de police avaient été conquises par les gens du Mot Dag après la guerre, je pus téléphoner à un dirigeant de la police qui dit : « Je m'en souviens parce que j'ai vu le document quand il est venu en Norvège ». J'ai demandé au policier de le lui envoyer, mais il m'a répondu que Guérin était français et le document écrit en norvégien. J'ai dit : « Aucune importance. Il parle norvégien mieux que vous ». Cela ne pouvait attendre car les gouvernements français changeaient tout le temps et un nouveau ministre pouvait ne pas être d'accord. Guérin a réussi à faire abandonner l'accusation de désertion.

Oslo était très vivante dans ces jours et nous avions nombre de psychologues et psychanalystes, comme Wilhelm Reich³⁹. Bien entendu, à Mot Dag, on connaissait Reich et son oeuvre. Il vécut en Norvège des années. Il était surtout intéressé par la psychanalyse et la question sexuelle et, en cela, il était à la gauche du Mot Dag. Wilhelm Reich avait en Norvège sa propre organisation qui essayait de combiner Freud et Marx. Les articles de Reich de 1932-1933 étaient très bons et avaient des kilomètres d'avance sur les psychologues nor-

37. Daniel Guérin (1904-1988) était alors le dirigeant de l'aile gauche du PSOP né d'une scission à gauche du parti socialiste SFIO. (CLT)

38. Marceau Pivert (1895-1958), leader de la gauche de la SFIO puis du PSOP fondé en 1938. Ses autres « amis » à Oslo étaient Maurice Jaquier, Hélène et René Modiano. (CLT)

39. Wilhelm Reich (1897-1957), ancien assistant de Freud, avait quitté le SPD pour rejoindre le KPD dont il fut exclu en 1934. (CLT)

végiens. Les activités du Mot Dag à cet égard étaient dirigées par Karl Evang et un groupe de médecins socialistes qui se concentraient sur la libération des gens des préjugés et superstitions dans les questions sexuelles. Le point de vue d'Evang était plus libéral que marxiste. Mon intérêt était surtout dans la théorie politique et l'organisation syndicale.

Je me souviens également d'un homme de Dantzig qui rendit visite à Trotsky ⁴⁰. Trotsky s'intéressait beaucoup à la situation à Dantzig. En 1938, le groupe trotskyste local était très fort avec des membres et dirigeants excellents qui savaient utiliser le gouvernement de la SDN à Dantzig comme ville libre, et il y avait eu des relations entre eux et le Bund polonais. La visite de l'homme de Dantzig peut avoir été la raison pour laquelle les Allemands envoyèrent un SA norvégien à Honefoss pour écouter son téléphone et cambrioler son bureau. Quelqu'un de Dantzig écrivit un très bon livre sur le marxisme ⁴¹. Trotsky écrivit des articles en défense des militants de Dantzig quand ils furent jugés après avoir essayé d'empêcher l'envoi d'armes de leur ville en Espagne ⁴². Il reçut aussi la visite de plusieurs Français.⁴³

Comme le gouvernement et la famille royale, quelques-uns des gens de gauche et révolutionnaires utilisèrent l'ultime possibilité de s'en aller par bateau de Norvège occidentale au moment de l'invasion nazie. Quelques-uns allèrent en Amérique.

Les Défenseurs de Trotsky et le trotskysme de 1937 à 1939

Erwin Wolf ⁴⁴ était en 1936 le secrétaire de Trotsky. Il tomba amoureux de Hjordis, la fille de Konrad Knudsen. Après leur arrestation par la police d'Etat, Jonas Lie décida de mettre Wolf et Jean van Heijenoort sur un bateau à destination de Hambourg, ce qui eût équivalu à les tuer. Dès qu'ils réussirent à le contacter, un des journalistes du DNA, Finn Moe ⁴⁵, intervint. Il fut décidé que le bateau irait d'abord à Copenhague et que la décision ultérieure appartiendrait à la police danoise. En fait, il n'y avait aucune accusation contre eux et ils avaient des passeports en règle. La police danoise décida qu'ils devaient être expulsés du Danemark aussi. Autant que je sache, ils furent mis dans un avion

pour le Maroc et réussirent à revenir en Europe de là-bas ⁴⁶. Hjordis Knudsen vint voir Erwin Wolf à Paris et ils allèrent ensemble en Espagne. Je ne sais s'ils le firent à titre individuel ou sur décision d'organisation ⁴⁷, mais Hjordis Knudsen m'a dit plus tard qu'ils avaient reçu un avertissement que le GPU allait les arrêter. Elle réussit à s'échapper. Erwin Wolf disparut.⁴⁸

Hjordis alla plus tard aux Nations Unies et y travailla pour Trygve Lie comme secrétaire. Elle se maria à un riche et important ingénieur civil. Je l'ai rencontrée de nouveau quand son père Konrad Knudsen mourut. Après la guerre, il usa de son influence dans une maison d'édition pour faire traduire en norvégien un livre du chef de la police mexicain Salazar ⁴⁹. Peu après, il mourut dans des circonstances particulières et personne ne sut ce qui était arrivé. On dit qu'il travaillait sur son auto et fut tué parce qu'elle lui passa sur le corps — très curieux — et deux autres de ses amis moururent dans des accidents d'auto, cela fait trop pour des coïncidences.

La politique trotskyste en Norvège

Après l'expulsion de Trotsky, Walter Held avait un contact avec deux des plus importants écrivains norvégiens qui avaient défendu Trotsky, Helge Krog ⁵⁰ et Sigurd Hoel. Sigurd Hoel fut en 1930 le premier rédacteur de *Mot Dag*. Helge Krog prit la défense de Trotsky contre Trygve Lie et le DNA sur une base juridique. C'était un auteur de premier ordre qui écrivait des pièces de théâtre en défense des féministes et de leur organisation en Norvège. C'était un polémiste de premier ordre aussi. Nous décidâmes au printemps 1937 de prendre la défense de Trotsky et de publier un journal qui défendrait le trotskysme. J'étais à la première réunion du comité de rédaction avec Helge Krog et Hoel au printemps 1937, après l'expulsion de Trotsky à la fin de 1936. Nous avons essayé de réunir des gens qui appartenaient au trotskysme ou penchaient vers lui. La rédaction fut entreprise par Jeanette Olsen ⁵¹. Elle avait été au comité central du parti communiste de 1923 à 1928 comme secrétaire chargée du travail parmi les femmes Elle entreprit son travail et le journal *Oktober* parut jusqu'au début de la Première Guerre mondiale. Il y eut jusqu'à dix numéros par an. On publia une brochure, *Trotsky est-il l'ennemi du gouvernement DNA?*

46. En fait, Dahl commet une nouvelle erreur, le bateau qui emmena Wolf et Van du Danemark devait les débarquer à Anvers. (CLT)

47. Wolf fut envoyé en Espagne par une décision du Secrétariat international, sur sa proposition. (CLT)

48. Arrêté une première fois, Wolf avait été libéré; arrêté une seconde fois, il le fut sur le papier mais ne reparut jamais. (CLT)

49. Leandro Apolinar Sánchez Salazar (1895-1971), chef de la police secrète mexicaine publia son *Ainsi fut assassiné Trotsky* avec la collaboration de Gorkin à Paris en 1948. L'édition norvégienne *Mordet pa Trotsky* parut, elle, en 1955. (CLT)

50. Helge Krog (1889-1962) avait notamment traduit *Ma Vie*. Sigurd Hoel (1890-1960) introduisit en Norvège Kafka et les romanciers américains contemporains. (CLT)

51. Jeanette Olsen, (1873-1959), secrétaire du syndicat des pêcheurs avant la guerre, membre de la direction du DNA, déléguée à deux congrès de l'IC. Avec Scheflo au PCN de 1923 à 1928. (CLT)

40. Il s'agit de Siegfried Klissin (1908), avocat, qui avait rejoint le groupe en 1934. Il venait pour servir éventuellement de secrétaire à Trotsky en remplacement de Wolf. (CLT)

41. Dahl fait allusion ici à Franz Jakubowski (1912-1970) auteur de *Idéologie et Superstructure*. (CLT)

42. Voir notamment « Le Procès des Trotskystes de Dantzig », (29 avril 1937), *La Lutte ouvrière*. (27 août 1937). (CLT)

43. La section française traversait une grave crise et Trotsky eut notamment la visite de Raymond Molinier et de son camarade Jacques Desnots. (CLT)

44. Erwin Wolf (1902-1937), allemand de la région des Sudètes avait été secrétaire de Trotsky en Norvège avant de devenir l'un des principaux animateurs du Secrétariat international en juillet 1936. (CLT)

45. Finn Moe (1902-1969) avait été l'un des principaux responsables du travail jeune du DNA.

« Le Trotskysme, plante vénéneuse », tel est le titre d'un article du DNA dénonçant le journal. En plus de l'organisation d'Oslo, il y avait sur la côte occidentale à Sarda, un groupe dirigé par Jens Solli. Il avait été l'un des légendaires patrons syndicaux des chantiers du pourtour de la Norvège — ceux que nous appellons *veralle*. Ils avaient une grande importance car ils étaient syndicalistes ou anarcho-syndicalistes et violemment opposés à tous les politiciens. Solli était à l'origine un anarcho-syndicaliste. Il avait appris seul le français et avait été ainsi capable de suivre la littérature de l'Opposition, et les discussions internationales pendant de nombreuses années. Il joua un certain rôle en 1934 et 1935 à Sarda dans un groupe qui était plus ou moins dominé par les sympathisants du parti communiste sur la côte occidentale.

En 1934-1935, il y eut un appel international à collecter de l'argent pour faire sortir de Russie Ciliga, Victor Serge et un troisième dont j'ai oublié le nom ⁵². Il y avait en 1934 un certain affaiblissement de la position de Staline en Russie avant l'aggravation des purges en 1936-1939. Solli commença à collecter de l'argent en disant aux communistes qu'il s'agissait de l'aide à des communistes emprisonnés, sans dire qu'ils étaient enfermés en Russie. IL ramassa beaucoup d'argent sur la côte ouest pour le Comité de Secours international. Voilà comment le comité réussit à sortir de Russie ces trois personnes, mais ensuite Solli n'était pas très populaire dans le PC. Son fils Ragnar fut un des dynamiteurs pendant l'occupation. Il fut arrêté et aurait dû être fusillé mais en mai 1945, on le trouva en vie en prison et il fut épargné. En réalité, les partisans de Trotsky étaient divisés en trois groupes : il y avait quelque inter-connection sur le plan personnel mais pas de travail en commun organisé. Scheflo et ses collaborateurs de Kristiansand étaient durement pressés. Le groupe de Sarda éclatait parce que Scheflo, dans son journal, comparait le soulèvement catalan avec les Thèses d'avril de Lénine, Solli vint à Oslo. La force principale était de toute évidence le comité de rédaction d'Oslo et, de là, nous avions pas mal de gens importants qui venaient d'Europe centrale, pour nous aider.

Nous avions un petit groupe à l'intérieur de Mot Dag de deux ou trois personnes en liaison avec Trotsky et 5 à 10 dans le KPO. Ces groupes étaient proches de Falk en 1934-1935. Il fut poussé dehors en 1936 et, pendant l'été, l'organisation entra dans le DNA sous la direction de Hegna, un homme d'idées stalinienne. Au printemps de 1936, les deux groupes étaient regardés comme des fractions ayant des connexions « ennemies ». Je fus exclu de l'organisation à la dernière réunion. Cette exclusion prit la forme du refus du secrétariat de formuler ma candidature à l'adhésion au DNA. A cette époque, j'avais obtenu un poste important dans le plus gros syndicat d'Oslo. Dès que j'eus rejoint le groupe du DNA dans le syndicat, je fus envoyé au conseil

52. Les amis de Trotsky firent campagne à cette époque pour ces trois hommes, mais pour des raisons différentes. Ante Ciliga (1896), dirigeant croate du PC yougoslave avait été libéré comme ressortissant italien sous la pression de Rome. Il s'agissait de le faire vivre. Victor L. Kibaltchitch, dit Serge (1890-1947), écrivain de russe de langue française était déporté à Orenbourg et il s'agissait de lui permettre de quitter l'URSS. Quant à A.A. Davtian, dit Tarov (1898-1944), il s'agissait de lui donner les moyens de venir à Paris, puisque, évadé, il avait échoué en Perse. (CLT)

d'Oslo du parti, à l'automne. C'était le comité central pour la ville d'Oslo avec quelque 500 membres derrière lui. Je pris aussi une carte de membre de l'organisation de jeunesse, mais fut obligé d'en sortir sous la pression de Mot-Dag. Quand je menaçai de faire appel au sommet à une autorité supérieure si j'étais exclu, l'affaire fut abandonnée. Walter Held fut exclu de la plus grosse organisation du DNA d'Oslo et le Mot Dag aussi quand il essaya de le défendre. Je fus convoqué devant eux mais, contrairement à Held, ils ne purent pas m'exclure et je fis appel, aussi ils reculèrent. Après que j'eus écrit une analyse des Procès de Moscou dans *Oktober*, quelques bureaucrates essayèrent de me chasser du bureau mais sans succès. En 1939, Falk disait que s'il avait su que l'opposition à l'intérieur du Mot Dag était si forte, il aurait combattu le secrétariat.

La guerre de Finlande.

L'ensemble du groupe de Norvège s'opposa à l'unanimité à la ligne de Trotsky sur la guerre de Finlande et écrivit une lettre contenant sa position au Secrétariat international à Paris. Trotsky avait dit qu'on ne devrait pas s'opposer militairement aux Russes, mais simplement se tenir à distance des forces d'occupation si elles envahissaient un pays capitaliste où les trotskystes étaient à l'oeuvre. Nous pensions que c'était une sentence de mort pour quiconque appliquerait cela dans un petit pays comme la Norvège où tout le monde connaissait tout le monde et plus encore en Finlande. Cependant, à l'intérieur du mouvement ouvrier, nous avons combattu contre toute interdiction ou proscription de membres du PC. Bien que Held fût horrifié par la politique de Mannerheim ⁵³, nous avons étudié l'histoire finnoise et senti que leur droit à la nation était justifié.

Nous nous sommes souvenus qu'en 1935 en Norvège, un journaliste avait demandé à Trotsky si la Révolution russe, comme la révolution française n'avait pas dévoré ses enfants. Il répondit que oui, mais que le monde avait changé depuis le XVIIIe siècle. On n'envoyait plus les oppositionnels à la guillotine, mais en prison simplement parce que la société dans son ensemble était plus humaine. Et c'était un an avant les procès de Moscou ! Et il nous a semblé que son opinion sur le régime russe était naïve.

Nous avions quelque contact avec les quatre députés finnois qui avaient refusé de voter les crédits de guerre lors de l'invasion par les Russes. Ils furent emprisonnés pendant la guerre, et, immédiatement après, furent relâchés avec pas mal de cruauté et reçurent des nominations consulaires dans les anciens Etats baltes afin de leur donner une expérience de première main de la domination russe. Ils en furent brisés.

53. Le baron Carl von Mannerheim (1867-1951) était général dans l'armée du tsar et commanda la Garde blanche contre la révolution finlandaise en 1918. En 1939, il était le « sauveur » de la Finlande, héros de la croisade contre l'URSS. (CLT)

Mon rôle pendant la guerre et la Résistance

Après l'invasion allemande, il y eut une immense confusion. Je combattis dans la guerre contre eux. Nous n'avions pas le temps de discuter la question du défaitisme révolutionnaire dans un pays non-impérialiste envahi par les nazis et où la proclamation du gouvernement Quisling⁵⁴ donna à la guerre l'aspect d'une guerre civile contre la droite fasciste en même temps qu'une guerre internationale du côté de l'impérialisme britannique.

En fait, pendant au moins trois ou quatre jours, nous n'avons pas su si les Britanniques s'étaient rangés du côté norvégien et il fallait prendre une décision tout de suite. Quelques-uns ont passé la frontière suédoise, mais moi j'ai rejoint. Le gouvernement décida de résister, contre l'avis du corps des officiers. Des soldats manifestèrent dans l'armée et demandèrent à Trygve Lie de prendre leur tête et on leur donna un nouveau chef, le général Ruge⁵⁵. La guerre irrégulière confuse donna du temps pour mobiliser l'armée régulière. Je mis la main sur une série de documents du gouvernement norvégien qui avait presque capitulé devant les tentatives allemandes de nazifier la Norvège, après être allé à Klealum, juste au nord d'Oslo, où était le gouvernement. Là je rencontrai Knudsen et Hjordis et son frère et je les recrutai. En plus, il y avait sept experts radio et deux Allemands avec l'expérience de la guerre civile espagnole et ce fut à partir de ce noyau que nous avons formé deux compagnies de volontaires. Je n'ai pas eu plus qu'une compagnie à coordonner aussi nous avons dû trouver des gens. J'étais capitaine, puis chef d'état-major d'une force de 3000 hommes avec neuf canons dont un canon anti-chars.

Nous avons constitué un front et nous sommes repliés dans les vallées de la Norvège centrale au fur et à mesure que nous étions débordés. Les Allemands n'avaient que trois petits tanks légers sur notre front et ne l'ont jamais percé, car notre artillerie les tenait à distance. Leurs bombardements étaient inefficaces mais nous n'avons jamais été attaqués par les bombardiers en piqué Stuka. La neige profonde étouffait remarquablement les explosions des bombes et celles-ci n'avaient pas d'effet à dix mètres. Les troupes britanniques qui apparurent enfin étaient pauvrement équipées, plus mal même que nous. Plus tard, quand les Britanniques sur notre gauche se furent retirés, nous avons été forcés de nous engager dans une vallée sans issue et il a fallu négocier notre reddition. Le colonel qui les commandait était un parent éloigné nommé Dahl. Aussi le document porte-t-il la signature de deux Dahl. Cependant je pris onze d'entre nous qui auraient été fusillés par les Allemands comme francs-tireurs, de sorte que nous étions douze, avec chacun 100 couronnes norvégiennes du trésor du régiment et nous sommes partis à ski dans les montagnes où nous avons trouvé une ferme isolée, enterré nos uniformes et nos papiers, et, après trois jours, nous sommes descendus par une autre vallée, pas encore occupée

par les envahisseurs, en vêtements civils. Là nous avons trouvé une voiture, comme si nous étions des réfugiés à qui les Allemands avaient donné l'ordre de rentrer chez eux, et nous avons roulé jusqu'à Honefoss. Les documents que nous avons brûlés comprenaient un compte rendu détaillé que j'avais dicté à Hjordis dans les intervalles entre les combats, de ce que j'avais vu et entendu à Klealum où nombre d'éléments du DNA et des secteurs entiers de l'appareil d'Etat avaient voulu un accord avec les Allemands.

D'Oslo j'ai essayé de gagner la Suède. Je suis allé à Halden, sur la frontière, où j'avais fait du travail syndical et j'ai demandé à mes contacts s'ils connaissaient des contrebandiers qui pouvaient m'aider. Finalement j'ai réussi grâce à un contrebandier et comme j'avais un cousin de mon père qui était à l'ambassade de Stockholm, j'ai persuadé les autorités suédoises locales de me laisser agir. A Stockholm, en mai, j'ai parlé avec l'état-major suédois de quelques aspects techniques du combat en Norvège. Puis je suis allé dans le nord et j'ai pris le train jusqu'à Narvik qui était encore aux mains des Allemands et où combattaient des troupes britanniques, françaises, norvégiennes et polonaises. J'ai quitté le train à la dernière gare suédoise le 17 mai et, avec des dépêches de gens d'Oslo, j'ai skié vers le Nord dans les montagnes pour éviter les lignes allemandes. Finalement, je suis arrivé à Tromsø où le gouvernement s'était réfugié. En tant qu'expert d'artillerie, j'ai été affecté à une batterie de canons de montagne pour entraîner quelques recrues pendant quinze jours. Puis j'ai été affecté comme officier de liaison au régiment de chasseurs alpins français. Déjà cependant, les Alliés avaient décidé de quitter la Norvège sans en informer les Norvégiens et le 7 juin 1940 ils ont évacué leurs troupes, nous laissant dans le pétrin.

Il m'est arrivé deux choses amusantes et bizarres. D'abord, le lendemain de l'évacuation alliée, j'ai rencontré sept ou huit nationalistes norvégiens d'extrême-droite que j'avais connus au temps où j'étais étudiant. Le lendemain du jour où leur propre pays avait été conquis, ils prenaient possession d'un bateau avec trois mitrailleuses pour partir à la conquête du Groenland, alors colonie du Danemark, sur lequel la Norvège avait des revendications irrédentistes depuis 1908. Ils voulaient une colonie à gouverner, bien que leur propre pays fût presque une colonie des Allemands ! Deuxièmement, j'ai rencontré cet officier norvégien qui, comme moi, s'était battu dans le sud, puis était venu dans le nord, mais, contrairement à moi, s'était rendu aux Allemands puis avait manqué à sa parole. C'était un fasciste de la National Sammling. Il était très angoissé car la Wehrmacht allait le fusiller si elle le trouvait et elle en avait le droit. Je lui ai dit : « Vous n'avez qu'une solution, avoir une dépression nerveuse et entrer dans un asile d'aliénés pour la durée de la guerre » J'ai fait les démarches et après avoir interné le fasciste dans un hôpital psychiatrique, j'ai quitté mon uniforme pour la deuxième fois. Le commandement allemand avait donné l'ordre à tous les réfugiés de rentrer chez eux, aussi je prétendis être un réfugié civil, j'ai rempli un bateau de réfugiés, avec quelques officiers en vêtements civils et nous avons navigué vers Trondheimfjord. Je pensais que nous aurions pu être arrêtés si la flotte allemande avait été là et je souhaitais le véri-

54. Vidkun Quisling (1887-1945), officier, devenu le chef des nazis norvégiens, allait être placé à la tête du gouvernement par les nazis. (CLT)

55. Otto Ruge, né en 1882, allait être fait prisonnier très vite. (CLT)

fier; aussi je me suis arrêté à Namsos et j'ai persuadé le commandant allemand local de me donner un laissez-passer pour Trondheim. Nous y sommes arrivés non sans quelque difficulté et, de là, je suis revenu à Oslo.

A Oslo, on me dit que la police était à ma recherche, car on racontait que j'avais volé la moitié des fonds de l'armée norvégienne. Il s'avéra qu'il s'agissait des 100 couronnes que j'avais prises pour mes gens, et que mon père payait avec joie, mais on disait aussi que j'avais réquisitionné de grandes quantités de biens pour notre brigade et que je n'avais pas conservé formulaires et comptes rendus pendant le combat. Je me montrai très irrité et offrit de traverser toute la zone de combat dans la Norvège centrale et de régler tous les problèmes de réquisitions avec les gens sur place à qui nous avions demandé nourriture, essence et moyens de transport pendant la campagne, pour pouvoir rendre ensuite des comptes corrects. C'est ce que je fis et j'ai donc pu, sans éveiller de soupçon, m'emparer de tous les documents, uniformes, pistolets etc. que nous avions enterrés et les cacher à des endroits qui convenaient mieux, et faire parvenir ensuite les documents en Suède. J'ai publié mon compte rendu des négociations dans le gouvernement norvégien en avril 1940 et ses hésitations devant la menace nazie dans un journal syndical suédois, alors que je servais comme officier en Angleterre en 1943. J'ai été menacé de cour martiale pour divulgation de secrets d'Etat, mais, finalement, ils n'ont pas osé à cause de la publicité qui se serait concentrée sur leur propre conduite.

C'est ainsi que j'ai eu bien des expériences intéressantes et j'ai écrit plus tard un livre sur la Norvège à ce sujet⁵⁶.

Les premiers jours de l'Occupation

Walter Held était allé tout droit en Suède au moment de l'invasion allemande, mais le fils de Scheflo, qui y était allé aussi, revint en Norvège comme la plupart des gens du DNA qui avaient franchi la frontière au début de la guerre. A l'automne, presque tous les réfugiés du mouvement ouvrier norvégien étaient revenus en Norvège ou avaient été renvoyés par l'ambassade norvégienne. C'était en partie du fait de l'effet moral écrasant de la chute de la France. J'étais furieux que l'ambassade ait renvoyé l'un de mes amis qui était un excellent pilote. Je considérais les propos selon lesquels Hitler gagnerait la guerre et serait bientôt à Stockholm comme une simple manifestation de défaitisme et de chute du moral, mais je n'étais pas allé à Stockholm et je n'y avais pas vécu la panique en juin 1940 à la chute de la France.

Ainsi, après ces deux mois où j'avais pris une part active à la guerre en Norvège, nous eûmes plusieurs discussions dans mon syndicat à Oslo sur l'avenir. Après mon expérience de Berlin en 1932-1933, je n'avais aucun doute qu'il s'agissait seulement d'une question de temps avant que les nazis traitent

les dirigeants et le mouvement ouvrier norvégiens comme ils l'avaient fait en Allemagne. Selon la propagande allemande, ils étaient venus en Norvège pour protéger les Norvégiens des attaques des puissances occidentales. Dans les premières étapes de l'occupation, cela les gêna et bien qu'ils aient commencé à recenser les dirigeants ouvriers, cela les empêcha d'utiliser des mesures violentes contre une résistance d'ouvriers et d'anciens combattants : c'était une situation difficile car les politiciens parlementaires DNA du sommet et la gauche du DNA, dirigée par Hakon Meyer, rivalisaient pour collaborer avec les Allemands. C'était pendant la période du pacte Staline-Hitler. Je savais que les Allemands collaboraient avec un groupe de syndicalistes communistes pour mettre les syndicats sous leur contrôle. Dans mon syndicat, qui était dominé par les syndicalistes, les premières arrestations se produisirent à l'été 1940; il n'y avait aucun problème de collaboration. Les dirigeants syndicaux se méfiaient de tous les politiciens, surtout des staliniens, mais ils avaient utilisé les staliniens dans la lutte syndicale contre les employeurs et ils avaient travaillé avec les dirigeants du DNA. J'étais à Stockholm quand l'Allemagne attaqua la Russie et qu'ainsi la Russie et Norvège devinrent alliées. Ce n'est qu'à ce moment qu'en Norvège comme ailleurs les communistes devinrent partie intégrante de la résistance et c'est seulement à ce moment-là que les Allemands commencèrent à fusiller les dirigeants ouvriers.

Bien que les rapports de la Gestapo ainsi que son personnel aient coulé avec le *Blücher*, un croiseur lourd torpillé dans le fjord d'Oslo, cela ne fit que retarder la rafle. Bien qu'ils aient occupé la Norvège en avril, les Allemands n'ont pas bougé contre le mouvement ouvrier norvégien avant un an et demi plus tard. Ils gardaient à Hambourg tous les originaux. Ils ont utilisé la Gestapo pour tenter de gagner des Norvégiens et, quoiqu'ils aient bénéficié de très peu d'aide, rien n'est vraiment secret dans un pays comme la Norvège où tout le monde connaît tout le monde et est en relation avec lui. A l'époque du pacte Hitler-Staline, les communistes norvégiens n'étaient pas trop hostiles et les ont un peu aidés. Autrement, ils n'ont pas trouvé beaucoup d'informateurs. On les a tués ensuite et ce n'était pas facile d'être un informateur en Norvège pendant la guerre. Toute la population était contre les Allemands et faisait bien attention de ne pas se mêler aux nazis norvégiens qui étaient complètement isolés. Même eux n'étaient pas entièrement satisfaits des Allemands. Ils pensaient que le Reich devait gouverner la Norvège dans un grand état fédéral européen, mais que Hitler centralisait tout. Il est vrai qu'ils ont constitué un bataillon de quelques 600 hommes pour combattre du côté allemand. Nous pensions que 20 % des nazis norvégiens étaient des idéalistes — le reste y était comme à un travail. Ceendant j'ai connu des gens qui n'étaient pas nazis et étaient sincèrement contre la Russie et le socialisme.

Je savais que le mouvement ouvrier devrait être écrasé au bout d'un certain temps et il s'agissait de mettre ce temps à profit pour construire la résistance dans mon syndicat des travailleurs de la construction. Il fut décidé que j'essaierai et que je ferai un centre à Stockholm. Je revins en Suède avec un passeport légal en octobre 1940 avant que les Allemands la contrôlent totale-

56. Ce livre, *Den Norske Tragedin*, Stockholm, 1953, était signé du pseudonyme Harald K. Johansen.

ment. Je rencontrai à la gare de chemin de fer de Stockholm Tranmael, le rédacteur qui avait protégé Held. Il y avait des contacts et quand j'allai à son bureau, il était dans l'immeuble d'un syndicat qui l'aidait en le lui laissant utiliser. Là je rencontrai le fils de Scheflo et Walter Held et ce fut nous, tous les trois du mouvement trotskyste, qui avons maintenu réellement les syndicats et le DNA en 1940. A cette période de la guerre, le DNA n'avait réellement aucun représentant à un niveau politique, sauf nous. Il y a eu un conflit entre nous et les représentants du gouvernement en exil à Stockholm.

Held et la raison de son départ

La question de la raison pour laquelle Held a quitté la Suède et entrepris ce fatal voyage à travers la Russie m'a trotté dans la tête pendant des années. Après tout, sa famille et ses meilleurs amis étaient à Stockholm et il avait là beaucoup plus de chances de vivre de sa plume qu'en Amérique. En outre, Stockholm était un endroit extrêmement intéressant pendant la seconde guerre mondiale. Pourquoi n'y est-il pas resté comme Willy Brandt ? Une hypothèse peut être que le lendemain de la chute de la France en 1940, le gouvernement suédois a reçu un télégramme de son ambassade à Londres avec un message de Lord Halifax et R.A. Butler ⁵⁷ demandant à la Suède de les aider à négocier un compromis avec l'Allemagne. Le discours de Hitler au Reichstag semble avoir constitué une réponse directe au message de Butler. Un des ministres du gouvernement norvégien en exil, Frihagen, résidait à Stockholm et fut informé de ce télégramme. Frihagen était un ami de Held et peut lui en avoir parlé confidentiellement : si la Grande-Bretagne avait fait la paix avec l'Allemagne, les Suédois auraient fait tout ce qu'on leur aurait dit de faire des réfugiés trotskystes allemands (juste avant que Held ne quitte la Suède dans son dernier voyage, Frihagen lui avait prêté 500 couronnes contre un OUI de Held qui assurait qu'il rendrait l'argent sur les piges payées par un journal ouvrier suédois pour lequel Held allait écrire des articles en Amérique). Malgré la poursuite de la guerre en 1941 — c'est alors que Held partit — il peut très bien avoir pensé qu'il y avait dans la classe dirigeante britannique des tendances politiques bien plus fortes qui voulaient une paix, ce qui, en fait, était le cas, une opinion, partagée par Hitler et pour la même raison. Certainement le télégramme eut un effet moral écrasant sur ceux qui l'ont su. Il y avait un accord d'extradition pour les délits criminels entre l'Allemagne et la Suède, la définition du « crime » étant déterminée par le tribunal du pays réclamant l'extradition. Il y avait déjà l'affaire longuement décrite de ce dirigeant de la mutinerie de la flotte allemande de 1918 arrêté en Suède juste avant le début de la guerre. Pour éviter de

57. Edward F.L. Wood, Lord Halifax (1881-1959) était le secrétaire d'Etat au Foreign Office de Neville Chamberlain. Richard A. Butler (1902) était sous-secrétaire d'Etat. *Revolutionary History* lance à ses lecteurs un appel pour l'aider à retrouver le texte de ce document. (CLT)

le livrer aux Allemands, il fut mis en hôpital psychiatrique, ce qui le brisa. Peut-être Held redoutait-il aussi cela.

Mon expérience pendant le reste de la guerre

Dans la période 1940-1941, j'ai construit une route d'évasion par la route de Norvège pour fournir au haut-commandement suédois des renseignements sur les Allemands, bien que nous ayons dû dissimuler l'opération à la police suédoise. Nous avons tout préparé pour sortir Scheflo, mais il était trop malade pour travailler et il est mort à l'hôpital en 1942.

Je suis resté en Suède jusqu'au moment où j'ai volé jusqu'en Angleterre en 1943. Auparavant, au printemps 1941, alors qu'Allemands et Union soviétique étaient encore en paix, les Russes m'avaient refusé la permission de voyager à travers la Russie, que ce soit parce que j'étais un trotskyste bien connu ou parce que j'étais officier et qu'ils étaient au courant de mes conversations avec l'état-major suédois, je n'en sais rien. Quand on me demanda en Angleterre, en 1944, avec cinq autres officiers, de me rendre en Russie pour assurer la liaison avec l'Armée russe qui était juste en train d'envahir l'extrême-nord de la Norvège, la province du Finnmark, les cinq autres reçurent des visas, pas moi. C'était heureux, parce que je n'avais nulle intention d'aller en Russie après ce qui était arrivé à Held ⁵⁸. Plus tard, trois des cinq qui avaient été envoyés là-bas furent renvoyés par les Russes. Quand les Norvégiens se plaignirent que cette sorte de comportement n'était pas une façon de traiter un allié, la commandement russe répliqua qu'il était désolé mais que ce genre de chose était ordonné de très haut. Quand je revins en Norvège après la guerre, je trouvai la plupart de mes vieux camarades totalement incapables de faire un travail politique. Les longues années passées à militer dans la clandestinité sous la terreur nazie les avait rendus incapables de regarder devant eux sur le plan politique dans des temps plus normaux.

58. Held fut arrêté à Saratov et exécuté en prison un an après, à la suite de sa femme et son enfant, ce qui laisse imaginer l'ignoble chantage qui fut exercé sur lui par le GPU.

Pierre Broué

Un trotskyste à New-York pendant la deuxième guerre mondiale :

van Heijenoort

J'ai abordé pour la première fois dans la nécrologie que j'ai consacrée à celui qui fut mon ami Van la question de son rôle dans l'analyse de la Deuxième Guerre mondiale et de sa position particulière sur ce point dans la IVe Internationale ¹. Les *Cahiers Léon Trotsky* ont par ailleurs publié un article de lui de 1942 sur « La Question nationale en Europe », permettant de souligner l'originalité de son analyse politique ². Enfin, la tendance internationale spartaciste, avec la légèreté qui caractérise sa méthode d'analyse et son goût pour l'amalgame pesant, nous a attribué, à lui et à moi, une position commune à travers le temps.

Van et moi avons eu en réalité, sur la Deuxième Guerre mondiale, de longues conversations pendant les années 80. De 1939 à 1945 en effet, Van était un résident étranger aux Etats-Unis, vivant dans la gêne et parfois la misère ³, semi-clandestin du fait de sa position d'émigré politique ⁴, tenu par-dessus le marché à l'écart par les dirigeants du Socialist Workers Party, malgré et peut-être à cause du rôle qu'il avait joué auprès de Trotsky et de sa qualité de membre du Secrétariat international ⁵. Français d'origine, il tenta tout au long

1. Pierre Broué, « Van, le Militant, l'Ami, l'Homme », *Cahiers Léon Trotsky*, n°26, juin 1986, pp. 7-14.

2. Marc Loris, « La Question nationale en Europe », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 23, septembre 1985, pp.88-110.

3. Il vivait de ce qu'on appelle depuis le « travail au noir » et de bricolages chez les camarades.

4. L'Armée américaine convoqua pour le service militaire l'homme qui signait de divers pseudonymes, ce qui le conduisit à la fin à prendre un pseudonyme de femme pour se simplifier la vie.

5. La correspondance de Trotsky exprime la crainte que ses anciens collaborateurs, Jan Frankel, puis Van, ne soient traités comme ses « yeux ». L'un comme l'autre, dans leur correspondance de New York, ne dissimulent ni leurs difficultés ni la sévérité de leur jugement sur la direction américaine.

de ces années, désespérément, de s'informer sur ce qui se passait en France, les déplacements politiques, les mouvements profonds dans la classe ouvrière et la jeunesse, guettant les indices de la montée de la révolution. Ce n'était pas simple curiosité : convaincu de la justesse de la « politique militaire prolétarienne » dont Trotsky avait commencé à exposer les grandes lignes avant son assassinat, il cherchait le moyen de l'appliquer dans la situation européenne en fonction de laquelle Trotsky l'avait déterminée. Il le faisait avec d'autant plus d'ardeur qu'il était convaincu d'être le seul à avoir saisi son esprit et que, animateur du SI à New York, il se heurtait quotidiennement à Cannon et à son représentant Bert Cochran (E.R.Frank) : quarante années plus tard, il ne savait toujours pas s'il avait rencontré là une totale incompréhension ou une mauvaise volonté sectaire.

Pendant cette même période, de quatorze ans moins âgé que lui, j'ai été d'abord un jeune garçon au regard aiguisé devant la crise de la société française, l'effondrement de l'Armée et des valeurs traditionnelles, la perte de prestige de « l'élite » et l'arrivée au pouvoir de ce qui m'apparaissait comme la pire réaction militaro-cléricale dans la foulée de la défaite militaire. Adolescent, d'abord attiré par le gaullisme, puis le stalinisme, et, dans les deux cas, repoussé par les pratiques organisationnelles, je ne fus vraiment gagné qu'à l'idée de la lutte armée des masses contre l'occupant, ses collaborateurs de Paris et de Vichy ; antifasciste, comme on disait, je refusais cependant d'être ou de me laisser dire anti-allemand et ce sont ces « contradictions » qui me conduisirent dans les rangs des trotskystes en 1944.

Cet itinéraire fascinait Van et je dus le lui raconter, revenant sur les détails et complétant sans cesse, décrivant réseaux, groupes, écoles de cadres, maquis fréquentés, opérations réalisées, m'efforçant de reconstituer pour lui mon état d'esprit, ma vision de la guerre, celle aussi de mes compagnons de combat et de mes responsables clandestins, ce que j'avais saisi aussi, à travers mon expérience personnelle, des relations entre gaullistes et staliniens, par exemple. J'étais en somme pour lui un passé qu'il voulait encore décrypter, un témoin pour contre-interrogatoire et, il me semble, l'attestation, un peu désespérante pour lui, qu'il avait raison quand on l'avait fait taire, ce qui avivait ses regrets, sa curiosité et parfois son incrédulité.

Sans doute devais-je à ces longues conversations du soir au long de la rivière Charles, à Cambridge, ou dans les allées bordées d'eucalyptus du campus de Stanford, de tenter aujourd'hui, dans cet article, de repérer et identifier sa position sur la guerre à travers ses articles dans *Fourth International* pour la période où le S.W.P. le laissa s'exprimer sans trop de réticences : je disposais, pour une partie importante de la période, d'un matériau relativement abondant, une douzaine d'articles qui occuperaient sans doute un peu plus de deux numéros et demi des *Cahiers*.

Les sources d'information sur lesquelles il fonde ses analyses n'ont rien d'exceptionnel : le gros est constitué par les grands quotidiens américains, les journaux européens jusqu'en 1940, puis seulement anglais, ensuite de rares correspondances de France, de brefs messages, parfois des enquêtes officielles et

confidentielles mais accessibles, quelques rencontres avec un tard venu d'Europe, des rapports aussi d'Angleterre et du Portugal nourris directement ou non d'éléments d'informations venues de France.

Van n'est pas dans *Fourth International* un collaborateur qui jouisse de l'autorité d'un James P.Cannon. Un seul texte « officiel » est de sa plume : le manifeste du comité exécutif de novembre 1940 consacré à la France sous Pétain et Hitler. Tous les autres portent la signature de Marc Loris à l'exception des derniers, qui sont signés Daniel Logan ⁶.

Le *Manifeste* fait le point sur la situation mondiale après la défaite de la France. Il refuse toutes les explications « techniques » de la défaite de l'armée française. La clef réside selon lui dans le fait que la bourgeoisie ne défend jamais la patrie pour elle-même, mais seulement pour la propriété privée, les privilèges, le profit, et qu'elle devient « défaitiste » quand ils sont menacés. C'est la peur de déclencher, en résistant à outrance, « une guerre révolutionnaire contre Hitler », qui a fait du général Weygand l'avocat de la capitulation et de la demande d'armistice.

Au point de départ, il y a le fait que la révolution française n'ait pas eu lieu. Pour lui, l'occasion de juin 36 a été délibérément saccagée par les partis socialiste et communiste dont la politique a barré la route à la révolution prolétarienne tout en l'ouvrant à la guerre et au fascisme.

Hitler a laissé à Pétain, c'est-à-dire aux chefs de l'Armée, appuyés par « quelques politiciens anglophobes » et le noyau décisif de la bourgeoisie, la « zone libre » avec sa capitale à Vichy et le soin de régler le problème des réfugiés et de faire régner l'ordre à bon compte, tout en lui permettant à lui de concentrer ses forces pour l'invasion de la Grande-Bretagne. La politique de collaboration et la dénonciation par Vichy de la Grande-Bretagne, de nouveau rejetée dans le statut d'« ennemi héréditaire » sont une leçon précieuse pour les travailleurs français :

« La bourgeoisie, toujours et partout, réprime au nom de l'"intérêt national" la lutte du prolétariat pour son émancipation. L'expérience de la France démontre une fois de plus que les considérations "nationales" ne servent qu'à masquer les intérêts de la bourgeoisie, qui est toujours prête à changer de camp quand il s'agit de conserver ses privilèges »⁷.

6. Nous avons utilisé ici un article non signé personnellement, douze signés Marc Loris et deux signés Daniel Logan ; quatorze publiés dans *Fourth International* et un dans *Quatrième Internationale*.

Le *Manifeste* a paru dans *Fourth International*, I, n°7, décembre 1940, pp.179-182, sous le titre « France under Hitler and Pétain. Manifesto of the Fourth International ».

7. *Ib.*, p. 180.

Le sort de l'Angleterre n'est pas réglé dans un conflit qui ne cesse d'ailleurs de s'étendre. Laval mise sur une victoire allemande dont il espère que la bourgeoisie française pourra obtenir une part dans une participation à la "reconstruction" de l'Europe. Le *Manifeste* poursuit :

« La lutte pour la démocratie sous le drapeau de l'Angleterre (et des Etats-Unis) ne conduirait pas à une situation sensiblement différente. Le général de Gaulle lutte contre la "servitude" à la tête de gouverneurs coloniaux, c'est-à-dire de maîtres esclavagistes. Dans ses appels, ce "chef" emploie, tout comme Pétain, le "nous" de majesté. La défense de la démocratie est en de bonnes mains ! Si l'Angleterre pouvait installer demain de Gaulle en France, son régime ne se distinguerait en rien du gouvernement bonapartiste »⁸.

Ce n'est pas sur les chefs militaires que van Heijenoort a les yeux fixés. Pour lui, la lutte de classes continue :

« La grande bourgeoisie française a déjà réussi à s'entendre avec Hitler. La résistance nationale se concentre dans les couches les plus pauvres de la population, la petite bourgeoisie des villes, les paysans, les ouvriers, mais ce sont ces derniers qui donneront à la lutte son caractère le plus résolu et sauront la lier à la lutte contre le capitalisme français et le gouvernement Pétain »⁹.

Acte de foi ? Van énumère les maux qui commencent à frapper : pénurie alimentaire, chômage, inflation et hausse des prix, contrôle de l'économie par les grandes sociétés. Après avoir esquissé les grandes lignes d'un programme revendicatif de « transition » (contrôle ouvrier sur le ravitaillement, échelle mobile des heures de travail et des salaires, contrôle ouvrier de la production, comités d'usine élus), il poursuit :

« La situation actuelle ne durera pas. Jusqu'à maintenant, les succès de Hitler sont dus avant tout à la faiblesse et au déclin des démocraties. La véritable épreuve du système nazi ne fait que commencer.

Il prédit "les révoltes inévitables" dont le succès est conditionné par l'existence d'une direction révolutionnaire et le *Manifeste* se termine par un acte de foi en la victoire de la IV^e Internationale dans la nouvelle époque, « celle des luttes et convulsions à l'agonie du capitalisme »¹⁰.

Le deuxième article de Marc Loris porte sur l'Europe et ses perspectives¹¹. L'auteur a été marqué dans sa jeunesse par l'occupation allemande du Nord de la France et il connaît le sentiment populaire de haine contre l'occupant étranger. Il relève comme trait marquant le parallélisme de la situa-

tion entre les différents pays occupés et, partout, le déclin des mouvements fascistes nationaux avec l'occupation allemande. Il relève en revanche que la grande bourgeoisie s'est engagée plus profondément dans la collaboration et que l'avènement en France de l'amiral Darlan, fort de sa Flotte, grand enjeu, a fait de Vichy ce qu'il appelle en s'en amusant un « bonapartisme naval ».

Sur les perspectives, il est catégorique : Hitler ne peut unifier l'Europe car le sentiment national qui l'a initialement aidé lui revient en plein visage avec une vigueur décuplée dans les pays occupés. La révolution européenne qui vient sera dirigée par le prolétariat et caractérisée par l'apparition de soviets et une période plus ou moins longue de dualité de pouvoirs. La question de la direction révolutionnaire ne peut être réglée que si les candidats à ce rôle reconnaissent la vague montante de haine contre l'occupant et en tirent les conséquences avec l'affirmation du droit d'auto-détermination nationale.

Critiquant la conception selon laquelle la lutte contre l'oppression nationale obligerait le prolétariat à une sorte de bloc avec la petite bourgeoisie sur les revendications de cette dernière, il souligne vigoureusement que la transformation socialiste de la société est l'unique garantie de la fin de l'oppression nationale.

Notant qu'en France commence à se développer dans la petite bourgeoisie et même chez les travailleurs un sentiment pro-anglais, il écarte la question en assurant qu'il faut seulement prévoir les formes de la lutte qui vient et s'y préparer. Cela signifie notamment la fermeté contre les méthodes petites-bourgeoises que sont le terrorisme individuel et le sabotage. Il conclut :

« Dans l'Europe entière le prolétariat est aujourd'hui submergé par les eaux troubles du chauvinisme. Mais la solution socialiste, qui semble aujourd'hui si lointaine, dissimulée qu'elle est par les nationalismes de toutes nuances, sera mise brutalement à l'ordre du jour demain. Il faut expliquer patiemment aux ouvriers avancés les leçons d'hier, la situation d'aujourd'hui, les tâches de demain. Il faut rassembler les cadres du parti de la révolution. Mais cette préparation n'est ni possible ni valable sans la participation à toutes les formes de résistance de masse à la misère et à l'oppression, sans travailler à organiser la résistance, à la coordonner et l'élargir. Cette tâche exige de grands efforts. Mais elle en vaut la peine car elle portera demain au centuple ses fruits »¹².

C'est en octobre 1941 que Marc Loris aperçoit en France « les premiers signes de la tempête ». Les conditions ont d'après lui profondément changé dans les mois écoulés : Pétain, dont la base s'est affaiblie, s'est voué à la « collaboration loyale », les attentats terroristes, comme celui dirigé contre Laval, sont, en dépit de leur futilité, un indice de crise. Il se demande s'il y a un rapport entre la croissance du terrorisme individuel et la politique stalinienne de défense de l'URSS par tous les moyens, confesse ne pouvoir régler la question, mais réaffirme la montée de l'explosion prochaine et la nécessité de construire d'ici là le parti révolutionnaire.

12. *Ib.* p.182.

8. *Ib.*

9. *Ib.*

10. *Ib.* p. 182.

11. Marc Loris, « Perspectives for Europe », *Fourth International*, II, n° 6, juillet 1941, pp.179-182.

L'article « L'Europe sous le talon de fer », daté du 28 janvier 1942¹³, est une remarquable tentative de décrire et d'analyser la résistance en Europe. Il signale les diverses activités « résistantes » armées, attaques contre des militaires de la Wehrmacht, attentats contre leurs locaux, sabotage des installations téléphoniques, des voies ferrées et la sanglante riposte des dirigeants nazis, les exécutions d'otages. Il souligne l'importance du sabotage industriel, depuis la résistance passive jusqu'à la mauvaise fabrication, en passant par la surdité systématique aux ordres, cause de bien des « accidents » matériels.

Il étudie ensuite la presse clandestine dans laquelle il distingue d'abord les journaux qu'il appelle « nationaux-bourgeois », partisans de l'union des « hommes de bonne volonté », très discrets sur leurs intentions à la « libération ». Il souligne que certains évitent de trop critiquer Pétain et que d'autres disent ouvertement que ce qu'ils lui reprochent surtout, c'est d'ouvrir la voie à la révolution. Il relève que certains s'en prennent avec beaucoup de vigueur au parti communiste en rappelant la désertion de Thorez en 1939. Il parle de l'attitude ambiguë du P.C. et de l'*Humanité* clandestine vis-à-vis de l'Allemagne jusqu'à l'attaque du 22 juin 1941 et indique en une phrase la nouvelle ligne de « Front national ». Il caractérise en quelques mots l'attitude des églises, d'autant plus divisées qu'elles sont enracinées et, relève, dans ce dernier cas, que la masse des fidèles est hostile à l'occupant. Pour lui, de façon générale, la hiérarchie joue le jeu de la collaboration. Il souligne une fois de plus la décomposition et le déclin accéléré des groupes nazis « indigènes » définitivement compromis par leurs liens avec l'occupant, plus vomis que lui si possible. Très prudent sur la situation dans les troupes d'occupation et les rumeurs de mutineries et d'exécutions, il fait en revanche une solide analyse de la situation économique, le drainage des ressources par l'occupant, la pénurie et l'inflation, le développement du marché noir, indique les conséquences sociales pour la France de la masse de prisonniers de guerre retenus en Allemagne. Il pense que l'on peut croire les rapports qui signalent dans plusieurs grandes villes françaises à la fin de 1941 de véritables émeutes de la faim.

Le pendant de cette analyse se trouve dans l'article de juillet 1942 intitulé « Le Nouvel Ordre » de Washington¹⁴, dans lequel il analyse des déclarations du secrétaire d'Etat Summer Welles et notamment son commentaire de la « Charte de l'Atlantique ». Il écrit :

« Aujourd'hui, "l'Ordre nouveau" de Hitler a montré son vrai visage. Il est ancien - oppression, misère, exploitation. Mais les "démocraties" n'ont rien d'autre à apporter au monde. L'impérialisme américain est incapable de développer la richesse du monde. Bien loin de hisser la Chine et l'Inde au niveau de l'Europe, il ne peut que ramener l'Europe au niveau de l'Inde [...] La *pax americana* se révélera aussi peu stable que la *pax germanica*. L'union des travailleurs sera la paix du monde »¹⁵.

13. Marc Loris, « Europe under the Iron Heel », *ib.*, III, n°1, janvier 1942, pp. 52-57.

14. Marc Loris, « The Washington »New Order », *ib.*, III, n°7, pp. 211-214.

15. *ib.*, p. 215.

Les deux grands articles sur « La Question nationale » et sur « Les Tâches révolutionnaires en Europe »¹⁶ constituent en quelque sorte le cœur de la réflexion de Jean van Heijenoort au terme de trois années de guerre et deux d'occupation. Polémique voilée contre ceux qui, dans le mouvement, traitent par le mépris la question nationale et ne comprennent pas le ressort révolutionnaire fantastique que constitue la haine généralisée de l'oppression nationale sous la botte nazie, il est aussi l'affirmation du caractère progressiste de nombre de groupements petits bourgeois de résistance qu'il appelle à ne pas confondre avec « les gaullistes ». Pour lui, ces derniers utilisent le sentiment national pour enchaîner la résistance au camp impérialiste. Il faut beaucoup plus de pédagogie avec d'autres groupes qui se tournent vers le socialisme et demeurent terriblement confus. Et van Heijenoort d'insister sur la valeur et l'importance des mots d'ordre démocratiques dans la période qui vient, notamment celui d'Assemblée constituante, dans lequel beaucoup de responsables trotskystes voient une concession opportuniste en même temps qu'un coup porté aux soviets. Les éléments du conflit qui va opposer à Cannon et à la direction du S.W.P. van Heijenoort et ses alliés Goldman et Morrow sont en place.

Il reste pourtant à traiter des aspects politiques du débarquement allié en Afrique du Nord. C'est une éclatante confirmation de son analyse mondiale que Van voit dans la décision qui maintient au pouvoir à Alger l'amiral Darlan¹⁷, dauphin de Pétain et chef du gouvernement de « l'Etat français ». Le récit qu'il en donne d'après les comptes rendus du *New York Times* est fort bien venu, autant que son bilan :

« Maintenant, cet ex-démocrate devenu fasciste est devenu un démocrate ex-fasciste et [...] travaille à "libérer" la France »¹⁸.

Et van Heijenoort de souligner que les généraux américains, pour expliquer la confiance qu'ils font à l'amiral invoquent une « non-ingérence » dans la politique française, suprême hypocrisie, cependant qu'une de leurs premières initiatives a consisté à récupérer des armes tombées aux mains de paysans algériens.

Les conclusions de Van sur cet épisode sont très optimistes, car il l'estime révélateur. Il écrit :

« La collaboration des Américains avec Darlan aura d'immenses répercussions, pas seulement en France, mais dans toute l'Europe. Pendant des années, des millions d'hommes ont connu d'intolérables souffrances sous le talon de fer des nazis. Nombre d'entre eux imaginaient que leur libération serait l'oeuvre des troupes américaines. Et le

16. Marc Loris, « The National Question in Europe », *ib.*, III, n°9, pp. 264-268 et « Revolutionary Tasks under the Nazi Boot », *ib.*, III, n°11, pp.333-338, tous deux publiés en traduction française dans *CLT* n°23, cf. N.2.

17. Marc Loris : « North Africa, A Lesson in Democracy », *ib.*, III, n°11, pp. 359-362.

18. *ib.*, p.361.

premier acte du chef de ces dernières, après le premier débarquement, a été de collaborer avec un laquais des bourreaux nazis, qui n'a mis que quelques heures à passer d'un camp à l'autre. Les peuples qui souffrent maintenant et luttent sous leurs propres Darlan apprendront vite et bien - on peut en être sûrs - la leçon politique à tirer de cet ignoble événement »¹⁹.

Son dernier mot montre qu'il croit maintenant à la proche concrétisation du pronostic de Trotsky :

« Des deux côtés de la scène, les masques sont en train de tomber. Cela signifie que nous approchons du dernier acte où entrera en scène un nouveau personnage, le prolétariat révolutionnaire »²⁰.

En fait, il va revenir encore à plusieurs reprises sur l'affaire Darlan qu'il considère comme un extraordinaire révélateur des buts de guerre alliés, ou, si l'on préfère, du caractère de la guerre. Dans « Mésaventures politiques de la bourgeoisie française » (mars 1943)²¹ il revient sur le rôle des masses ouvrières dans la résistance à l'occupant, montre la pression qu'ils exercent, en France, sur les organisations dites de « Résistance » et l'alliance des gaullistes et des staliniens pour maintenir ce mouvement dans la voie de l'union sacrée pour la guerre. C'est ainsi qu'il souligne qu'à son corps défendant, à la fois parce qu'il a brisé la discipline de l'Armée et parce qu'il s'oppose à Vichy qui, pour les Français, incarne la réaction, le monarchiste Charles de Gaulle incarne une certaine « gauche ».

Quant à son caractère, il le définit à travers une citation de de Gaulle, dans un discours à la radio où il critique la politique américaine de soutien à Darlan, le 6 décembre 1942 :

« La nation ne permettra pas que ces hommes, ayant échoué à la guerre et se sentant condamnés, se sauvent eux-mêmes en créant des conditions d'où pourrait sortir la guerre civile »²².

Son commentaire frappe comme un coup de poing :

« Ainsi, selon le général, l'accord avec Darlan est dangereux parce qu'il fait revivre les antagonismes de classe. Depuis lors, des porte-parole du mouvement gaulliste ont souligné que la politique de Washington en Afrique du Nord aggrave le danger communiste en France et que le mouvement gaulliste constitue une garantie meilleure que Darlan ou Giraud »²³.

Quelques semaines plus tard, toujours dans *Fourth International*, toujours sous le nom de Marc Loris, van Heijenoort étudie le conflit entre Giraud,

19. *Ib.* p. 362.

20. *Ib.*

21. Marc Loris, « The Political Misadventures of French Bourgeoisie », *Ib.* IV, n°3, pp.76-79.

22. *Ib.* p.78.

23. *Ib.*

l'homme des Américains et de Gaulle, dont il nie qu'il soit avant tout dans l'affaire celui des Britanniques²⁴. Pour lui, ce conflit est riche d'enseignements, car il marque ce qu'il appelle « la renaissance politique de la bourgeoisie française », dans les « conditions très particulières d'un milieu colonial ».

Selon lui, Giraud, incarnation des chefs militaires, n'a d'autre programme que celui de Vichy dont il a préservé le régime en Afrique, mais la levée de boucliers qui a suivi l'accord avec Darlan l'a obligé à « prendre un masque démocratique » et à jeter du lest en congédiant les vichystes trop connus : cela ne l'empêche pas de souligner qu'il « ne veut pas ressusciter les folies qui ont conduit à la catastrophe de 1940 », allusion, dans le plus pur style vichyssois, au mouvement gréviste de juin 1936 et à l'essor du mouvement ouvrier.

De Gaulle, lui, a représenté au début une opposition « purement national-militaire », mais s'est couvert depuis d'un programme de « démocratie » et de « restauration de la légalité républicaine » pour conserver le contact et gagner si possible le contrôle de la Résistance intérieure. Le fait qu'il ait réussi à prendre pied à Alger, contre la volonté du gouvernement américain, illustre l'instabilité de la *pax americana*. En juillet 1943, van Heijenoort s'étonne que la grande bourgeoisie française ne semble pas encore avoir choisi « le nationalisme bourgeois le plus intransigeant », ce gaullisme qui a réussi en Afrique du Nord à regrouper les officiers du rang, la jeunesse, les étudiants et la petite bourgeoisie « de gauche », et qui bénéficie chez les ouvriers du soutien du P.C.

Sa conclusion est une remarque de longue portée dont un historien des guerres coloniales ne manquerait pas d'être frappé. Il souligne combien il est difficile à une classe dirigeante de refaire son unité politique après une défaite militaire, surtout lorsque celle-ci a brisé l'unité du corps des officiers, à l'instar de celle de 1940 qui a abouti à la demande d'armistice et à l'appel du 18 juin, marques d'une fracture de longue portée.

La dernière collaboration de van Heijenoort sur la question européenne aux colonnes de *Fourth International* est un article intitulé « Où va la France », signé Daniel Logan, et daté du 17 septembre 1944²⁵.

Il commence par la constatation que c'est une véritable insurrection qui vient de se produire en France contre l'occupant allemand. Les dépêches de presse de correspondants américains lui permettent de montrer que cette insurrection a été dans la plupart des cas précédée de grèves dans les usines et imposée par la pression des grandes masses. Il souligne que cette insurrection, « dont l'objectif immédiat était de détruire le joug allemand », a ainsi revêtu un caractère « populaire » et « unanime » qui l'apparente aux révolutions du 19^e siècle.

Le pouvoir est aux mains des insurgés et, plus important encore que l'un de ses signes, la présence de civils armés dans les rues, il est passé dans les usines aux mains des ouvriers comme le montre un article de David Anderson

24. Marc Loris, « The Giraud-de Gaulle Dispute », *ib.* IV, n°7, pp. 199-202.

25. Daniel Logan, « Whither France ? », V, n°9, pp. 267-270.

dans le *New York Times* du 7 septembre. Comment la question de la propriété sera-t-elle réglée ? Il pense qu'elle ne peut l'être que par un gouvernement ouvrier :

« Les premières conditions nécessaires pour avancer sur cette voie sont déjà là : une volonté ferme chez les ouvriers de ne pas revenir au passé, un mépris profond pour les classes dirigeantes, une grande confiance dans leurs propres forces. C'est ce que signifie la simple existence des comités ouvriers. Ils vont petit à petit comprendre les implications de leurs positions et en tirer les conclusions révolutionnaires. Les obstacles ne manqueront pas, le plus dangereux étant la politique traître du parti stalinien. Mais les ouvriers français sont en marche »²⁶.

L'article du journaliste américain conduit van Heijenoort à un certain nombre de remarques sur des points qu'il estime capitaux : les F.F.I. parisiens sont en fait, selon lui, les ouvriers en armes, milice ouvrière dans les usines. Il souligne leur hétérogénéité politique tout en indiquant le grand poids du P.C. Il écrit :

« Dans l'ensemble domine un esprit à gauche - une grande soif de liberté, une profonde méfiance à l'égard des autorités, un mépris total pour les classes dirigeantes avec leurs industriels et leurs banquiers compromis par la collaboration, un profond désir de neuf »²⁷.

Sur de Gaulle, il explique :

« Le programme national et international de de Gaulle, c'est la restauration de la France bourgeoise. Nationalement, il veut d'abord rétablir "la loi et l'ordre". Son objectif actuel est d'étrangler l'insurrection contre les nazis et Vichy dans le noeud de la "légalité républicaine", ce qui, bien sûr, ne l'empêcherait pas, si c'était nécessaire à l'avenir, d'employer le sabre bonapartiste »²⁸.

Pour le reste, il ne peut faire que des promesses creuses, l'annonce d'élections à terme mais la nomination immédiate de préfets qui se heurtent aux comités de libération.

Pour la première fois depuis qu'il collabore à la revue américaine, van Heijenoort aborde enfin la question de l'influence stalinienne. Le mauvais état des relations entre gaullistes et staliniens au moment où il écrit s'explique pour lui par le renvoi des communistes français du gouvernement et la volonté de ces derniers de canaliser sur « les gens d'Alger » le mécontentement immédiat. Il ne le sous-estime pas, et écrit :

« L'influence des staliniens chez les ouvriers parisiens est très grande. Le P.C. a des positions solides dans les FFI. En fait, le parti stalinien est la force politique organi-

26. *Ib.* p. 268.

27. *Ib.* p. 269.

28. *Ib.*

sée la plus puissante en France. Il a évité la collaboration ouverte avec de Gaulle et est en ce moment une sorte d'opposition, ce qui ne peut pas ne pas augmenter encore son influence »²⁹.

Le conflit à l'horizon est celui de l'armement du peuple :

« Après la première étape "populaire", "unanime", de l'insurrection, se pose un problème : que faire des armes qui ont obtenu la victoire ? Aujourd'hui il y a des centaines de milliers, peut-être un million d'hommes qui ont des armes dans leurs mains. Le gouvernement de Gaulle ne peut pas tolérer longtemps cette situation si lourde de dangers pour "la loi et l'ordre" bourgeois. Il peut faire et il essaiera sans doute de faire deux choses : ou bien désarmer carrément les groupes FFI ou bien les incorporer dans l'armée régulière. Dans le second cas se posera tout de suite la question de la discipline. Les FFI ont élu ou choisi leurs propres chefs. Dans l'armée régulière, ils auront à obéir à des officiers imposés par en-haut [...] Le problème du désarmement de la population occupera largement l'arène politique dans la période qui vient [...] De Gaulle n'a évidemment pas la force aujourd'hui de faire comme Thiers en 1871. Sa première tâche est le regroupement de la bourgeoisie. Il éliminera ses représentants les plus discrédités et les plus haïs, surmontera ses divisions, essaiera de lui rendre force et cohésion interne et un visage honnête. Il lui faut du temps »³⁰.

Cette fois, van Heijenoort ne conclut pas sur « le parti révolutionnaire » et sa nécessité pour la victoire de la révolution. Il conclut :

« La victoire ne sera pas facile. Mais les ouvriers français ont fait un bon départ ; sortant du primitivisme politique de l'oppression allemande, ils ont immédiatement commencé à renverser la société capitaliste. Les plus grands espoirs leur sont permis »³¹.

Dans l'intervalle, Jean van Heijenoort avait consacré un article à la situation italienne : « Problèmes de la Révolution italienne », daté du 9 juillet 1944, ne devait pas paraître dans *Fourth International* comme les précédents, mais dans *Quatrième Internationale* du secrétariat européen en janvier-février 1945³². Les désaccords sont déjà visibles avec la direction du SWP et même le secrétariat européen³³.

L'auteur commence par rappeler que le fascisme italien, longtemps « héraut de la réaction » s'est révélé « un des chaînons les plus faibles » du capitalisme. Avec la chute du régime de Mussolini, « comme une pomme pourrie », l'Italie est entrée dans une période « d'instabilité révolutionnaire » :

29. *Ib.*

30. *Ib.*, p. 270.

31. *Ib.*

32. Marc Loris, « Problèmes de la Révolution italienne », *Quatrième Internationale*, janvier-février 1945, n° 14/15, pp. 19-22.

33. Une note de présentation de l'article de Loris fait des réserves à cause de la date de sa rédaction, six mois auparavant. On peut relever que l'article de Loris se retrouve presque entièrement dans celui de Logan cité ci-dessous.

« La révolution italienne en est encore à ses tout premiers pas, mais elle grandira, luttera, s'éduquera et vaincra. Personne n'a plus d'illusions quant à la stabilité du régime présent »³⁴.

La question centrale à ses yeux est celle de la monarchie : qu'il s'agisse du roi ou du prince héritier récemment proclamé lieutenant-général du royaume avec la bénédiction du P.C.I. de Togliatti, la monarchie demeure, comme du temps de Mussolini qu'elle a si longtemps porté dans ses bras, le centre de la réaction. van Heijenoort écrit :

« A tous les monarchistes, aux cadavres ambulants du libéralisme et aux stalino-royalistes, le parti révolutionnaire doit répondre par le mot d'ordre : *Proclamation immédiate de la République, arrestation du roi, du prince héritier et de la famille royale, confiscation immédiate de tous leurs biens au profit du peuple !* »³⁵.

Il commente :

« Le parti qui, durant les semaines présentes diffusera inlassablement ces mots d'ordre parmi les masses, attirera infailliblement leur attention et les préparera à des mots d'ordre plus avancés : à un stade ultérieur, ce parti bénéficiera d'une autorité pour avoir prévu la marche du développement et avoir été aux côtés des masses dans leurs luttes les plus élémentaires »³⁶.

Au mot d'ordre central de « république », il joint ceux d'« assemblée constituante », et d'élections des fonctionnaires par le peuple, seul mode correct d'« épuration », de droit de réunion, liberté de presse, de réunion, d'association, la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la confiscation des biens de l'Eglise.

Rompant avec une position qui avait été la sienne au début de la guerre, il propose, sur la question des soviets, d'en populariser l'idée sous une forme plus « italienne ». Poursuivant de toute évidence une polémique interne au SWP, il écrit :

« L'opposition entre l'assemblée nationale et les soviets est à l'heure actuelle complètement artificielle. Elle ne comporte quelque réalité qu'à un niveau plus élevé de la lutte — en fait à sa conclusion. Si des soviets font leur apparition en Italie dans le proche avenir, ce sera en mobilisant les masses sur la base de mots d'ordre démocratiques [...] La formule ne doit pas être "assemblée constituante ou soviets" mais "créer des soviets et développer leur conscience politique »³⁷.

34. *Quatrième Internationale*, n°14/15, p. 19.

35. *Ib.* p. 20.

36. *Ib.*

37. *Ib.* p. 21.

Le travail sur les problèmes de la révolution italienne se termine par une longue mise en garde contre « le danger de l'ultra-gauchisme » et un avertissement qui montre où se situe le noeud de la discussion :

« L'histoire met à l'ordre du jour tous les enseignements du bolchevisme, plus impérativement que jamais. Et l'un de ces enseignements, c'est le mépris du bolchevisme pour la simple propagande visant à éclairer sur les vertus du socialisme, c'est sa capacité à sentir les aspirations des masses, à exploiter le côté progressiste de ces aspirations, et, sur ce point, à mener une action susceptible de détacher les masses de leur parti et de leurs chefs conservateurs. Puisse cette leçon ne pas être oubliée dans les temps présents »³⁸.

Rien d'étonnant donc à ce que le dernier article, signé Daniel Logan, qui paraisse sur cette question en général dans *Fourth International*, en 1945, soit un article daté du 1er octobre 1944 intitulé « La Situation européenne et nos tâches »³⁹, critique serrée de la résolution du congrès du SWP de novembre 1944, présenté par la rédaction comme un article de discussion émanant d'un minoritaire.

L'intervention est ponctuelle. Elle permet au moins à l'auteur de souligner quelques inconséquences et que la ligne qui les sous-tend n'est pas particulièrement claire. Il guerroie cependant avec une ironie dévastatrice contre l'affirmation de la direction du SWP selon laquelle le gouvernement de coalition d'Ivanoe Bonomi comprenant notamment des ministres socialistes et communistes serait seulement la couverture et la « dictature militaire ouverte » des occupants anglo-américains.

Il souligne aussi la confusion qui prévaut dans la résolution majoritaire quant à la possibilité de voir resurgir en Europe des régimes de démocratie bourgeoise, la seule alternative réelle étant, selon elle, après la guerre, la dictature du prolétariat ou la plus brutale des dictatures policières ou militaires.

Relevant que la résolution majoritaire ne parle ni du mot d'ordre de « république », ni de celui de « constituante », se contentant de « l'élection des fonctionnaires » et de la « liberté de la presse », il suggère le lancement du mot d'ordre de « Gouvernement Togliatti-Nenni » (P.C.-P.S.). Il l'explique :

« Des milliers, des dizaines de milliers peuvent apprendre par la propagande directe [...]. Mais des millions, des dizaines de millions devront venir au socialisme par leur expérience propre. Ils ont à écarter l'un après l'autre les régimes sur lesquels ils ont des illusions. Il leur faut écarter les faux dirigeants à qui ils ont fait confiance. La tâche du parti révolutionnaire est d'accélérer et de faciliter autant que possible ce processus, mais il ne peut pas sauter par-dessus. C'est précisément à quoi servent les programmes de revendications démocratiques ou transitoires »⁴⁰.

38. *Ib.* p. 22.

39. *Fourth International*, V, n°1, pp. 27-31 et V, 2, pp. 61-63.

40. *Ib.* p. 31.

Les amendements présentés par Van au congrès national avaient été repoussés par 51 voix contre 5. Quelques semaines plus tard, il se prononçait pour le transfert des pouvoirs du S.I. de New York au S.E. de Paris, mettant un terme à cet épisode. Sa lutte dans la minorité du SWP avec Goldman et Morrow appartient à un autre chapitre de l'histoire de la IV^e Internationale.

Le meilleur analyste du SWP, Alan Wald, dans les quelques allusions qu'il fait à Goldman, Morrow et van Heijenoort, très sévère à leur égard, reconnaît cependant qu'ils avaient largement raison quand ils ont ouvert la discussion et quand ils ont soulevé les problèmes de méthodes, mais leur reproche d'avoir sérieusement dévié et d'être devenus des adversaires, reprenant à leur compte les moyens qu'ils avaient pourtant condamnés ⁴¹.

Tel qu'il est, avec les coupures, les tournants invisibles, les interruptions, les lacunes de notre information, l'itinéraire de Jean van Heijenoort entre 1940 et 1944 est passionnant. On y trouve finalement très peu d'incantation et d'actes de foi, de langue de bois et de formules creuses, mais en revanche une tentative permanente d'analyser les faits en développement comme l'eût fait Trotsky. A cet égard, cette réflexion est parfois impressionnante, ouvrant des horizons que les professionnels de l'histoire et de la politique semblent avoir ignorés.

Sa pensée semble devenir plus concrète au fur et à mesure que disparaissent les formules et références qu'il juge d'abord obligatoires pour rassurer sur son orthodoxie, mais qu'aucune réalité n'est venue épauler. De ce point de vue, il semble que van Heijenoort ait évolué en s'éloignant et même en s'opposant à Cannon, dont les formules plus rigoureuses s'insèrent parfois difficilement dans une réalité complexe.

Reste une terrible lacune. A la référence rituelle des premières années répond à la fin de cette période la constatation, pas tout à fait désabusée cependant, qu'il n'existe pas ce « parti révolutionnaire » que la crise révolutionnaire n'a pas attendu et sans lequel elle est vouée à retomber.

Comme tous les trotskystes de sa génération, Van n'était-il pas convaincu que, sans un tel parti, la révolution n'avait pas la moindre chance de vaincre ?

Est-ce là, en dernière analyse, la cause d'un certain désespoir perceptible tant dans les textes que ses confidences ultérieures ? Le dernier texte politique de van Heijenoort, son adieu au marxisme, rejetait la responsabilité de la « faillite » de la cause révolutionnaire sur la classe ouvrière qui n'aurait pas joué son rôle de classe révolutionnaire, ce qui obligeait les révolutionnaires exigeants à admettre que leurs croyances avaient été des illusions et leurs analyses des constructions abstraites ⁴².

41. Alan Wald, *The New York Intellectuals*, NY, 1987, pp. 254-256.

42. Jean Vannier (JvH), « A Ceury's Balance Sheet », *Partisan Review*, mars 1948, pp.288-296.

Dans ces conditions, en effet, on ne peut continuer longtemps un combat dans le domaine politique, si l'on a le sentiment, comme l'eut sans doute van Heijenoort, de pouvoir « servir » et se passionner sur un autre terrain. Mais je garde la conviction que le trotskyste français isolé qui tentait à New York de dénouer et d'empoigner la chaîne qui menait de l'oppression nationale à la révolution prolétarienne, n'a pas perdu son temps et que son effort d'interprétation du cours de la guerre servira bien, un jour ou l'autre, d'une façon ou d'une autre, à la compréhension et à la transformation du monde.

Sam Levy

A nouveau sur la Politique militaire prolétarienne (PMP) ¹

La discussion est née de l'interprétation d'une période, l'impérialisme, dans laquelle Lénine voyait le stade suprême du capitalisme. C'était une interprétation erronée que nous mélangions avec la certitude qu'il s'agissait de « l'agonie du capitalisme ». Mais elle comportait aussi l'affirmation fondamentalement juste selon laquelle le capitalisme avait cessé d'être une forme progressiste de la société et que la transformation socialiste de cette dernière était à l'ordre du jour de l'Histoire — la lutte pratique pour le socialisme, dont l'application pratique était le concept de programme de transition. Je veux dire par là non un ensemble de revendications établies une fois pour toutes, mais des revendications reposant sur des circonstances spécifiques et une compréhension des mécanismes fondamentaux du capitalisme, avec l'objectif d'élever la conscience et la lutte de la classe ouvrière au niveau de la dualité de pouvoirs.

Fondamentalement, la PMP était l'application du programme de transition à une période de guerre et de militarisme universel, cette notion s'appliquant à la lutte pour le cœur et l'esprit, de même que les actes, de millions d'hommes mobilisés dans la machine militaire ou sur le point de l'être. Elle était centrée autour de la revendication de la formation militaire obligatoire pour la classe ouvrière, sous la surveillance d'officiers élus, dans des écoles spéciales d'entraînement fondées par l'Etat, mais sous le contrôle des institutions du mouvement ouvrier. Comme corollaire, les champs en question — la nation dans son ensemble — faisaient de ce concept un concept plus profond et plus large que ceux qui avaient été utilisés pendant la Première Guerre mondiale, car

1. L'article du vétéran britannique Sam Levy a paru dans *Revolutionary History*, 3, 1988, sous le titre « The Proletarian Military Policy Revisited ». Pour des raisons d'espace nous avons coupé un certain nombre de développement. (CLT).

son objectif final était le renversement du capitalisme, à la différence de la Première Guerre mondiale où, au mieux, la possibilité en était espérée.

Alors que le concept était présenté de façon globale dans le Programme de transition, Trotsky lui donna son expression la plus aiguisée et la plus claire après la chute de la France ².

Utilisant l'effondrement de l'impérialisme français comme une arme de propagande pour montrer la décomposition de l'impérialisme, il constituait une arme pour susciter et développer la lutte des classes dans les forces armées et à travers elles. L'Etat, comme l'a postulé Engels, est, en dernière analyse, des groupes d'hommes armés. De plus, les forces armées elles-mêmes sont la plus étroite, la plus rigide et la plus bureaucratique des structures contrôlées par quelque classe dirigeante que ce soit et la classe capitaliste n'échappe pas à cette règle. La lutte pour la destruction du contrôle capitaliste sur les forces armées est donc l'essence de la lutte pour le pouvoir en temps de guerre. La formulation de revendications démocratiques et révolutionnaires, au côté de la dénonciation fondamentale de la nature de la guerre, faisaient de la Politique Militaire Proletarienne une partie importante du programme de transition.

La lutte était d'abord et avant tout dans les pays démocratiques bourgeois, même si la lutte pour les groupes d'hommes armés était également nécessaire dans les pays fascistes, quoique sa substance et sa forme soient à déterminer selon les circonstances, les difficultés rencontrées, etc. De second ordre par rapport à tout cela, était la question de l'engagement

de l'Union soviétique dans la guerre, mais je ne vais pas la traiter, car cela a été fait ailleurs, seulement répéter que, bien qu'important, c'était secondaire par rapport à l'application de la PMP.

Il est vrai que Trotsky prévoyait l'élimination presque totale de la démocratie bourgeoise dans les pays belligérants. Il est vrai aussi que, pendant la guerre, alors qu'on détruisait sur une grande échelle les droits démocratiques bourgeois, d'importants éléments en subsistaient, en fonction du rapport des forces de classes dans chaque pays. En France, la démocratie bourgeoise fut presque entièrement détruite ³ tandis qu'aux Etats-Unis, le pouvoir d'Etat agissait de façon plus libérale. Comme Trotsky fut assassiné par Staline en 1940, il n'a pas pu prendre en compte les modifications d'ordre politique qui devenaient évidemment nécessaires. Le S.W.P. était néanmoins la pierre de touche fondamentale du programme de transition pendant la guerre. Elle déterminerait une politique, non de « peut-être », « sans doute » ou « possible », mais une politique précise pour la révolution socialiste.

2. Voir P. Broué « Trotsky et les trotskystes face à la deuxième guerre mondiale », *CLT* n°23, septembre 1985, pp. 35-60. (CLT)

3. L'allusion n'est pas seulement, semble-t-il, au régime de Vichy et de Pétain, car Trotsky avait souligné la suppression des libertés démocratiques sous Daladier en 1939-1940. (CLT)

Après la mort de Trotsky, le S.W.P. des Etats-Unis, porte-drapeau du mouvement, prit en charge la promotion de la PMP. La déclaration politique la plus importante à ce sujet fut faite par Cannon, le 28 septembre 1940, à une réunion plénière de la conférence du S.W.P. Déclaration solide, elle souffrait cependant, selon moi, de deux défauts majeurs. Un, elle traitait comme équivalentes la PMP et l'activité syndicale dans un milieu nouveau, et, deuxièmement, la chute de la France n'était pas vue dans sa dimension programmatique, mais comme un concept implicite pour le rôle de la classe capitaliste américaine ⁴.

C'est dans ce contexte que se déroule, dans la W.I.L., le débat sur la PMP. Les articles dans *Youth for Socialism* et *Workers International News* tendaient aussi vers la direction indiquée par Cannon, mettant sur le même plan le rôle de la classe capitaliste britannique et celui de la classe capitaliste française qui, par peur de la classe ouvrière, était défaitiste contre-révolutionnaire. Cela permettait de passer par-dessus la ligne de démarcation entre défensisme et défaitisme révolutionnaire, c'est-à-dire le caractère réel de la guerre. Fondamentalement, cette position était juste, mais les revendications et la façon de poser la question étaient de nature à créer la confusion.

Ce n'est pas la première fois que se produisait ce genre de confusion. Lénine, rendant compte, lisant et critiquant la brochure de Rosa Luxemburg, *La Brochure Junius*, écrivait :

« Cependant Junius, tout en dénonçant brillamment le caractère impérialiste de la guerre actuelle comme distinct d'une guerre nationale, commet l'étrange erreur d'essayer de fourrer un programme national dans l'actuelle guerre non nationale. Cela semble presque incroyable, mais c'est ainsi ».

C'est, selon nous, cette confusion qui a été à la base de la polémique. Le premier coup tiré a été une petite feuille de critique des articles parus dans les journaux des groupes, écrite par Millie Lee et moi, mais le grand échange politique a eu lieu entre Jock Haston, porte-parole de la Minorité et Ted Grant et Gerry Healy ⁵, représentant la Majorité. L'argument sur la démocratisation des forces armées, comme la revendication d'officiers issus de la classe ouvrière formés et entraînés dans des institutions sous contrôle des organisations ouvrières, était accepté par les deux fractions de la W.I.L., mais il fut obscurci par l'argument des Majoritaires selon lequel les capitalistes britanniques avaient

4. James P. Cannon « Military Policy of the Proletariat », 28 septembre 1940, *Socialist Appeal*, 12 octobre 1940. Il se contente de dire qu'il ne faut pas permettre à la classe dirigeante américaine de faire ce que fait la classe dirigeante française. (CLT)

5. Ted Grant et Millie Lee venaient d'Afrique du Sud, Jock Haston (1913-1986) et Gerry Healy (1914-1990), venus de l'International Workers League devaient marquer l'histoire du trotskysme en Grande-Bretagne. (CLT)

peur d'armer les ouvriers. C'était dans une période où le patriotisme était à son apogée et où les troupes allemandes étaient de l'autre côté de la Manche.

Le débat mit au centre le rôle de la Home Guard, car Haston souligna qu'elle pouvait jouer un rôle double à la fois contre l'impérialisme allemand et contre la classe ouvrière en Grande-Bretagne, si cette dernière essayait de mener une quelconque lutte révolutionnaire. Il donnait des exemples de patrons qui utilisaient les Home Guards de leur entreprise contre les syndicalistes trop actifs. Du fait du caractère déséquilibré de leurs textes de propagande, les Majoritaires semblaient déprécier à la fois les arguments et les faits.

Cependant, comme le développement des événements échappait à leur contrôle, la question elle-même entra dans l'Histoire. D'abord, la fièvre de l'invasion allemande se dissipa, surtout après l'attaque de la Russie soviétique. Deuxièmement, en liaison avec cela, un groupe peu nombreux mais grandissant d'ouvriers commença à lutter à la fois contre leurs conditions de travail et pour leurs salaires. Bien que minuscules, nous étions l'unique force organisée prête à les soutenir dans ce combat, le Labour Party étant intégré dans la machine officielle et les staliniens vociférant pour l'augmentation de la production, les autres trotskystes étant fragmentés et inactifs. Cette implication grandissante dans les luttes industrielles, aussi faible fût-elle, aida à surmonter les divergences et on trouva un compromis.

En ce qui concerne la Politique Militaire Proletarienne, que je considère comme ayant été fondamentalement juste, deux facteurs jouaient contre notre capacité à l'appliquer intégralement. D'abord et avant tout, malgré quelques progrès, nous étions incapables de devenir une force importante pour être capables de l'appliquer. Deuxièmement, le centre du bain de sang passa au Front de l'Est — l'armée britannique, par exemple, eut beaucoup moins de pertes que pendant la première guerre mondiale.

Pourtant, l'importance de la polémique sur la PMP allait bien au delà de la politique : elle était le symbole de l'indépendance et de la maturité croissantes de la W.I.L. Au début de la publication des *News*, nous plaisantions en disant que nous n'avions que deux auteurs, Léon Trotsky et Ralph Lee⁶. A l'époque où la polémique naquit, Léon Trotsky avait été assassiné et Ralph Lee, malade, était revenu en Afrique du Sud. Dans ce contexte, d'autres camarades éprouvés commencèrent, bien que fortement influencés et à certains égards dominés par Cannon, à émerger en tant que dirigeants.

La structure organisationnelle de base commença à apparaître à l'époque, son caractère organisationnel étant déterminé par Haston, qui, à la différence de Healy et de Grant, était un démocrate au sens organisationnel du terme [...] Je

fus appelé à l'armée en mai 1941 et ne pris aucune part ultérieure à la discussion.

La genèse de la Politique

Un mouvement est plus qu'une question d'individus. C'est avant tout une question d'idées, de principes, de tactique, de création d'un mouvement qui réalise l'idéal démocratique des idées principales. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la P.M.P.. Elle a divisé le mouvement trotskyste international : par exemple, la Revolutionary Socialist League, le groupe trotskyste britannique majoritaire, a été divisée sans remède sur la P.M.P., la grande majorité étant opposée à elle, bien que ce fût la section officielle. Pour consolider son opposition, elle a célébré et mal compris le défaitisme révolutionnaire de Lénine, l'opposant aux positions de Trotsky pendant la Première Guerre mondiale notamment. [...].

Le résultat fut que le défaitisme révolutionnaire de Lénine devint la question brûlante du jour, afin d'être opposé à la P.M.P. Les discussions les plus récentes des arguments de Lénine et Trotsky montrent l'étroitesse des connaissances et de la compréhension de nos camarades à cette époque⁷. Pendant la Première Guerre mondiale, il y avait eu trois divergences fondamentales entre Lénine et Trotsky : le caractère de la révolution à venir, la question du parti et l'application d'une politique étrangère anti-impérialiste. Celui qui étudie cette période et ne comprend pas l'interaction de ces trois facteurs ne comprend rien. Sur un point, chacun est resté ferme — Lénine sur le parti, Trotsky sur le caractère de la révolution à venir. Les deux premiers points furent résolus dans le cours de la lutte. Les événements obligèrent Trotsky à passer à la position de Lénine pour un parti révolutionnaire dur — le parti bolchevique — et non un parti lâche, englobant tout.

Dans la première partie de la guerre, Lénine avait dit nettement et clairement que la révolution russe serait une révolution bourgeoise : il accusait Trotsky de « sous-estimer la paysannerie », attribuait à cette dernière un rôle indépendant qui s'exprimait dans le mot d'ordre de « dictature révolutionnaire-démocratique du prolétariat et de la paysannerie ». A la différence des mencheviks, Lénine reconnut cependant toujours le rôle du prolétariat dans la révolution qui venait et s'adapta très vite à la réalité. Les Thèses d'avril, la défense par Lénine de ses nouvelles positions contre le vieux bolchevisme de Kamenev, exprimaient la nouvelle ligne dans le mot d'ordre de « Tout le Pouvoir aux soviets », qui fut la base sur laquelle Trotsky entra dans le parti bolchevique. Ces changements de position, de Trotsky sur le parti, et de Lénine sur le caractère

6. Ralph Lee, venu d'Afrique du Sud en 1937, était considéré comme le théoricien de la W.I.L. (CLT)

7. Allusion notamment aux débats entamés dans les *CLT* que Sam Levy a résumés dans le passage précédent que nous n'avons pas retenu; (CLT)

de classe de la révolution, furent la base de l'union entre Lénine et Trotsky. Quant à la troisième partie, le caractère de la lutte contre la guerre, il fut résolu par les événements historiques.

Le mot d'ordre du défaitisme révolutionnaire reparut pendant la deuxième Guerre mondiale, mais essentiellement comme critique et attaque contre la P.M.P. de Trotsky ⁸, utilisant les arguments du passé, tenant pour acquises la précision et la justesse de la politique de Lénine, ce qui, à l'examen, pourrait être discuté : de même que toute lutte pour l'indépendance nationale a ses propres caractères distinctifs et doit être étudiée séparément et de façon concrète, de même, chaque guerre impérialiste a ses caractéristiques propres et doit être étudiée dans son contexte.

Il existe une idée fautive, exprimée par nombre d'adversaires de la P.M.P., pour qui le parti bolchevique en tant que parti dur et solide, a réagi très vite et presque automatiquement à la guerre impérialiste. Les faits contredisent cette interprétation. D'abord, le rôle et l'action de la social-démocratie allemande le surprisent, ce qui est vrai pour Lénine, mais plus encore pour d'autres dirigeants. Kamenev s'opposa à certains aspects de la politique du défaitisme révolutionnaire. Le « comité d'organisation » se désintégra : sur cinq, deux s'engagèrent dans l'armée française, un démissionna et seuls Lénine et Zinoviev demeurèrent comme représentants du C.C. bolchevique, pour élaborer le programme de guerre du parti ⁹.

Lénine présenta le défaitisme révolutionnaire en deux éléments distincts. Le premier était qu'il fallait mener jusqu'au bout la lutte de classes, même au prix de la défaite de son propre oppresseur. Il fut plus ou moins accepté par tous les groupes révolutionnaires.

Mais des divergences de fond apparurent sur le second. Il s'agissait de l'idée selon laquelle la défaite militaire de votre propre Etat impérialiste pouvait être un moyen d'amener la révolution. Or ce n'était pas également valable pour la Russie arriérée et réactionnaire et pour d'autres Etats impérialistes.

Quand les troupes allemandes marchaient sur Petrograd en août-septembre 1917, les généraux de Kerensky étaient défaitistes contre-révolutionnaires, alors que les troupes influencées par les bolcheviks étaient des défenseurs militaires [...]. Mais, comme Trotsky aimait à le dire, la vérité est concrète et la politique de Lénine à cette époque l'exprimait clairement, alors que les soi-disant défaitistes révolutionnaires, qui avaient dans la tête que la Deuxième Guerre mondiale était une répétition de la Première, en étaient fort loin [...]. Il apparut très vite que, sur le front principal, il y avait une guerre de positions avec un massacre massif, une guerre d'extermination, des millions de morts.

L'opposition à la guerre grandit, il y avait un état d'esprit de révolte non seulement chez les révolutionnaires, mais les soldats et marins comme les civils [...] Dans ce contexte de mutineries, le défaitisme révolutionnaire prenait un sens. La défaite militaire avait un sens, mais l'idée n'était valable que pour un cas particulier, pas comme tactique universelle. Le cadre de la Deuxième Guerre mondiale fut différent avec le gros de la lutte et des victimes sur le front de l'Est, ce qui créait des conditions et des sentiments qu'il fallait aborder différemment.

La Politique pendant la deuxième guerre mondiale.

Le tableau est bien différent avec la Deuxième Guerre mondiale. D'abord, les conceptions des révolutionnaires étaient différentes. En janvier 1917, Lénine disait que les gens de sa génération ne verraient sans doute pas les batailles décisives de la révolution qui venait. Mais les révolutionnaires de la Deuxième Guerre mondiale avaient mis la révolution qui venait à l'ordre du jour. L'état d'esprit de la population était profondément différent. Il y avait des grèves massives et la montée d'un sentiment révolutionnaire en juin et juillet 1914 à Petrograd, mais, avec la déclaration de guerre, l'état d'esprit révolutionnaire et militant disparut. Dans la Deuxième Guerre mondiale, il n'y a pas eu de sentiment de fête et la fièvre chauvine a été très basse ; et puis, il y avait d'autres facteurs spécifiques, comme l'existence de la Russie soviétique et la nature du fascisme allemand en particulier, mais ils étaient secondaires par rapport aux sentiments et conceptions universels.

C'est dans ces conditions qu'a été proposée la P.M.P. et que la polémique s'est développée dans le mouvement. Partant de la nature réactionnaire de l'impérialisme, pensant qu'il s'agissait de l'agonie du capitalisme et que la guerre trancherait la question du capitalisme, la P.M.P. établissait clairement une politique pour le pouvoir qui était l'application et l'extension de la politique antérieure du Programme de Transition. C'était ce programme en temps de guerre, avec ses propres caractères particuliers — le militarisme universel etc. Le concept était lié à la question du pouvoir, alors qu'aucun des dirigeants révolutionnaires dans la première guerre mondiale ne l'avait fait, ne faisant au mieux que l'espérer. Il supposait le caractère réactionnaire de la guerre, que la transformation de la société était à l'ordre du jour et qu'il fallait pour cela une politique, la P.M.P.

C'était rationnel et, je crois, juste. Le grand révolutionnaire établit les principes de base et la direction générale, mais la tactique est destinée à être modifiée, de même que le capitaine d'un navire agit conformément aux conditions de l'opération. Les marxistes l'ont de tout temps admis. Lénine parle d'une « deuxième guerre impérialiste ». Trotsky, dans *L'U.R.S.S. en guerre*,

8. Sur ces problèmes, voir Prager, *Les congrès de la quatrième Internationale*, vol. 2. (CLT)

9. C'est sur cette base que les deux hommes ont rédigé les textes contenus dans les volumes *Contre le Courant*. (CLT)

mentionne la possibilité d'un monde bureaucratique-collectiviste, le rôle des révolutionnaires étant de se battre pour des réformes afin de protéger les opprimés. Ils n'ont ni l'un ni l'autre accepté ou cru en ses possibilités, mais aucun d'eux ne les a totalement exclues dans le cas où la classe ouvrière ne réaliserait pas pratiquement sa lutte.

Les difficultés ont surgi dans le mouvement avec la mort de Léon Trotsky. Vu rétrospectivement, on peut dire qu'alors que les problèmes qui surgissaient étaient insurmontables — car les trotskystes ne pouvaient espérer réaliser la révolution socialiste —, de petits partis implantés dans la classe ouvrière pouvaient accomplir des tâches moins importantes. C'est à cette aune qu'il faut juger le mouvement international. Ce fut précisément notre incapacité à évaluer le processus quand il commença, la substitution de clichés à la pensée, qui exagéra notre faiblesse et empêcha le mouvement de décoller.

La capitulation de la France déclencha une ère de bons sentiments. Les défaitistes révolutionnaires la prirent comme s'il ne s'était rien passé. Le défaitisme révolutionnaire, le souhait de la défaite de sa propre bourgeoisie, se révélait une faillite, car les conséquences de la défaite étaient le renvoi à des années de toute lutte révolutionnaire. Ironiquement, le S.W.P.américain, qui se proclamait lui-même force dominante et dirigeante du mouvement, considéra aussi, pour quelque obscure raison, que la défaite de la France était partie intégrante du processus révolutionnaire. Le Manifeste qu'il publia en novembre 1940 sous le drapeau du comité exécutif international de la IVe Internationale n'avait aucun lien avec la réalité. Cela jetait, bien entendu, les bases d'un conflit à l'intérieur du S.W.P. et la W.I.L., et du Revolutionary Communist Party en Grande-Bretagne.

La réalité, en France, au début de la guerre, était que la majorité de la bourgeoisie était défaitiste contre-révolutionnaire, la classe ouvrière était démoralisée et des mesures dictatoriales furent appliquées contre elle. Les articles écrits plus tard par Sherry Mangan¹⁰ soulignaient qu'il y avait fraternisation entre Allemands et Français, pas entre ouvriers allemands et français, mais entre officiers allemands et français, et que nombre de capitalistes importants et réactionnaires soutenaient en secret les Allemands. En ce qui concerne la classe ouvrière, Harry Ratner montre que les révolutionnaires étaient persécutés, que les soldats étaient démoralisés, qu'il y eut quelques mutineries mineures sur la ligne Maginot, qui furent réprimées, que toute information à leur sujet fut supprimée¹¹. Les conditions de travail et les salaires ouvriers furent brutalement abaissés. Par peur d'une révolution dans une période où, pourtant, la classe

ouvrière était démoralisée comme conséquence du Front populaire, la bourgeoisie était défaitiste. C'était la même bourgeoisie française qui, vingt-six ans auparavant, lors de la bataille de la Marne, avait envoyé ses troupes en taxis pour arrêter l'offensive allemande.

Si l'on considère la défaite et les actions de la bourgeoisie française, il faut les relier à la politique antérieure du Front populaire des social-démocrates et communistes français. Il semble qu'il y ait une loi selon laquelle, si la classe ouvrière ne réussit pas à saisir les occasions révolutionnaires, elle en paie les conséquences, comme en Allemagne en 1923, en Espagne en 1936, en France en 1936-1937. Il n'est pas moins ironique que, dans ce contexte, une partie du mouvement qui avait soutenu la P.M.P. ne soit pas arrivée à comprendre ce processus et en ait tiré la conclusion que tous les Etats bourgeois étaient défaitistes. Ce fut le cas du S.W.P. américain aussi bien que des défenseurs de la Majorité de la P.M.P. en Grande-Bretagne pendant les événements de la première partie de la guerre.

Il en découla une situation nouvelle : toute l'Europe, sauf quelques pays relativement mineurs, connut l'oppression nationale et, de plus, sous le talon de fer d'une dictature. Toute la conception d'un programme de transition réside en ce que, dans une période où la classe capitaliste a cessé d'être progressiste, est devenue réactionnaire et tire en arrière le nécessaire développement rationnel de l'existence humaine, la conscience et les actions de la classe progressiste — la classe ouvrière — doivent être élevées au niveau de la lutte pour le pouvoir, laquelle exige précisément un programme de transition.

Cette approche fondamentale de la situation nouvelle en Europe sembla d'abord avoir été oubliée et les trotskystes furent jetés par-dessus bord. D'abord, la défaite était comprise comme une route vers la révolution, et, quand on eût réalisé l'ampleur de la défaite de la classe ouvrière, les sociétés occidentales non fascistes furent inondées d'idées, de politiques et de programmes. *Les Trois Thèses* des membres de l'I.K.D. aux Etats-Unis, écrites le 19 octobre 1941, reflétaient la politique la plus pessimiste et la plus réformiste dans le mouvement et elles déclenchèrent un débat sur la politique à mener face à l'Europe occupée par les nazis.

Cette importante période de l'histoire, dans laquelle les trotskystes des pays occupés aussi bien que ceux de Grande-Bretagne et des Etats-unis se trouvaient dans un état de faiblesse totale sur le plan théorique, sera étudiée plus tard, car tous les développements politiques ont été déterminés par des événements extérieurs.

Le premier événement important et, en un sens, décisif, fut l'invasion de l'Union soviétique par Hitler. Le Pacte nazi-soviétique de 1939 (avec ses clauses secrètes) avait réalisé ses objectifs, du point de vue de Hitler, et la dé-

10. Sherry Mangan (1904-1961), militant du SWP était correspondant de presse à Paris. Ses articles « trotskystes » étaient signés Terence Phelan. (CLT)

11. Harry Ratner « With the Molinier group » *Revolutionary History*, 1, 1988, pp. 4-7. Harry Ratner, né en 1919, membre de la W.I.L., a vécu en France de 1938 à 1940. (CLT).

capitation de l'Armée rouge nécessitait la construction d'un nouveau commandement de l'armée. Pour gagner le temps de le faire, Staline se comporta donc en valet d'Hitler. L'insuffisance du délai comme la médiocrité des hommes dont il dût faire les nouveaux commandants montrèrent le niveau auquel était tombée l'Armée rouge. Ce fut démontré dans la pratique par la guerre finno-soviétique. En fait, c'est seulement pendant la Deuxième Guerre mondiale que fut enfin réalisée une direction de commandement d'un niveau élevé.

Ce ne fut en soi ni une surprise, ni un choc pour le mouvement trotskyste. Trotsky l'avait envisagé avant la guerre. Il avait même élaboré à l'avance la tactique à l'égard de la guerre en référence à l'Union soviétique et les pays qui la combattaient. Il avait même souligné que l'Allemagne nazie serait l'ennemi principal. Les problèmes concernant le caractère de l'Union soviétique apparurent plus tard. Personne, pas même Trotsky, n'envisagea le caractère héroïque ni la longueur de cette lutte, alors même qu'il avait souligné que la lutte de la population soviétique, dans la défense de son propre pays, était d'une essence bien différente de celle des autres Etats [...]

Les Russes subirent, au cours des premiers mois, toute une série de défaites massives. Les soldats étaient mal entraînés et démoralisés et c'était encore plus vrai de la caste des officiers, qui craignaient pour leur vie après que Staline eût fait passer par les armes les officiers qui avaient appliqué sa politique, par exemple le Guderian soviétique, le général Pavlov ¹². Dès 1936, Toukhatchevsky avait indiqué le caractère des débuts de la guerre. Les masses pouvaient résister à des coups terribles, qui auraient éliminé tout autre Etat en Europe, sinon dans le monde, du fait de l'espace, d'une main d'oeuvre apparemment inépuisable et, ironiquement, de l'appareil dictatorial de Staline. Il abaissa en effet le niveau de vie, augmenta horaires et intensité du travail pour la production d'armes de guerre etc, d'une façon qui n'était à la portée d'aucun autre pays. Tout lui était bon et il joua aussi du patriotisme. Les nazis ont trouvé des soutiens locaux lors de leur entrée en Russie, en réaction au régime brutalement oppressif des nations de Staline. Dans bien des régions d'Ukraine, le peuple a accueilli les Allemands avec des fleurs, le pain et le sel. Mais ils ont eux-mêmes vite détruit ce soutien populaire, de sorte que, quand ils ont dû battre en retraite, ils avaient contre eux non seulement l'armée, mais aussi la population civile.

Alors que, pendant la Première Guerre impérialiste, le front occidental était le centre principal et décisif de la lutte, au cours de la Deuxième, ce centre fut le Front de l'Est. Ce fut le facteur décisif des développements à venir et les structures et conflits mondiaux actuels sont largement déterminés par ce fait.

12. D.G. Pavlov (1897-1941), chef des tankistes en Espagne sous le nom de Pablo, fut exécuté après les premières défaites de l'Armée rouge. Heinz Guderian (1888-1953), général allemand, préconisa l'emploi massif des chars et fut le père de la *Blitzkrieg*. (CLT)

La politique des bourgeois les plus compétents était de fournir aux Russes suffisamment d'armes et d'équipement pour saigner en même temps à mort Russie et Allemagne. D'un point de vue historique, ce calcul fit long feu et il y eut de plus un conflit de politique stratégique entre l'impérialisme britannique et l'impérialisme américain qui aida Staline dans ses manoeuvres.

Staline n'était pas un agent de l'impérialisme : trahisons et accords n'avaient qu'un objectif, sa propre préservation et celle de la bureaucratie, ce que Trotsky avait expliqué depuis longtemps [...]

Stalingrad

Cette indépendance de Staline se manifesta bien dans un épisode connu, mais pas tellement souligné. Après l'encerclement et la destruction d'une armée allemande tout entière à Stalingrad au début de 1943, Hitler lui-même eut des arrière-pensées et commença à négocier avec Staline. En juin 1943, Molotov rencontra Ribbentrop à Kirovograd, à l'intérieur des lignes allemandes, pour discuter des possibilités de mettre un terme à la guerre ¹³. Tandis qu'en 1939 Staline était un partenaire subordonné, en 1943, les rapports avaient changé et ils négociaient en égaux. On ne put se mettre d'accord. Chacun exigeait une concession que l'autre ne pouvait faire. Tout de suite après, en juillet, se déroula la grande bataille de Koursk, qui fut décisive pour la suite de la guerre. Après leur défaite, les Allemands avaient perdu tout espoir de gagner la guerre et ne pouvaient au mieux que retarder leur inévitable défaite.

A partir de là et peut-être d'abord inconsciemment, tous les rapports de l'Union soviétique changèrent non seulement avec l'Allemagne, mais aussi avec les Alliés occidentaux. En dépit de l'affirmation de la direction du S.W.P. américain en particulier, selon laquelle le stalinisme capitulait devant le capitalisme, la réalité était autre. Les manoeuvres et actions secondaires de Staline étaient traitées avec exagération de « capitulation » : des choses comme les médailles et les uniformes, le caractère réactionnaire du patriotisme, la libéralisation des conditions faites à l'Eglise en échange de son soutien inconditionnel dans la guerre, etc. Un exemple bien connu est l'envoi par Staline, pour une tournée en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, d'intellectuels et artistes juifs dont il massacra la plupart après la guerre.

Dans les négociations qui suivirent avec les Alliés, Staline fut de plus en plus agressif, créant des zones d'influence, des ajustements territoriaux etc. Mais il n'avait avec ses alliés capitalistes qu'un seul point d'accord fondamental, l'anéantissement de la révolution et des mouvements révolutionnaires indépendants. La différence d'interprétation est résumée dans l'insurrection de Var-

13. B. Liddell Hart, *History of the Second World War*, 1970, p. 488.

sovie. Quand les troupes russes marchaient sur Varsovie, l'armée intérieure du gouvernement réactionnaire semi-féodal en exil, l'A.K., se souleva contre les nazis, espérant contrôler la capitale pour la tenir à l'entrée des troupes russes. L'Armée rouge demeura délibérément sur place, sur les rives de la Vistule, attendant que les Allemands anéantissent ce soulèvement et modifient ainsi le rapport de forces en Pologne en faveur de leur « gouvernement de Lublin ». Ce n'était pas un problème de morale, de droit ou de justice, puisqu'après tout, l'A.K. avait, elle aussi, attendu l'arme au pied que les nazis aient fini d'exterminer le soulèvement du ghetto de Varsovie : c'était une question de pouvoir, en même temps qu'un avertissement aux Alliés sur ce que signifiaient les « sphères d'influence ». Les Britanniques pouvaient bredouiller des protestations, mais les Américains savaient ce que cela voulait dire. L'accord premier et fondamental de Staline avec les Alliés portait sur la destruction et l'élimination de toute activité révolutionnaire et de tout parti révolutionnaire indépendant. C'était aussi un avertissement aux partis capitalistes dans la sphère d'influence soviétique d'avoir à coller à la ligne.

La clé, le problème brûlant, c'était pourtant l'Allemagne. C'est la peur de la révolution en Allemagne qui détermina la politique et la stratégie la concernant. Déjà les discussions de 1939 entre Hitler et l'ambassadeur de France montraient que la peur de la révolution était avouée des deux côtés¹⁴. Que l'Allemagne ait été la clé de la révolution, tout le monde l'acceptait, et pas seulement la bourgeoisie. Le R.C.P. le croyait et même les deux fractions du S.W.P.. Pendant la polémique sur l'avenir de l'Europe, un document présenté au XI^e congrès du S.W.P. le 14 novembre 1944, assurait : « La Révolution allemande est la clé de la Révolution européenne ». C'est donc dans le contexte de cette croyance et de cette peur universelles que la stratégie et la tactique à appliquer en Allemagne furent décidées d'un commun accord entre les impérialistes alliés et la bureaucratie stalinienne — la destruction de toute possibilité d'une révolution allemande.

L'exigence sur laquelle ils s'accordèrent, la reddition sans conditions de l'Allemagne, n'était pas un mot d'ordre, mais une politique activement menée par tous les Alliés. En ce qui concerne la France, ils firent un compromis entre l'amiral Darlan et le général Giraud, par lequel ils essayaient de remplacer de Gaulle par Giraud, car ils croyaient — à très juste titre — que de Gaulle reflétait de façon trop indépendante les intérêts des militaires et de la bourgeoisie française. En Italie, ils s'entendirent avec le maréchal Badoglio et le roi Victor-Emmanuel III et il n'y eut là aucune demande de capitulation sans conditions : au contraire, il y eut des négociations secrètes et un accord avec des éléments du régime contre lequel ils étaient censés mener une guerre pour la démocratie. En Allemagne, leur attitude fut tout à fait différente. Personne n'avait dit que les seuls bons Français et les seuls bons Italiens étaient morts et personne

14. Cité in *On Defence of Marxism*, 1975, pp. 10-40.

n'avança de plan pour supprimer ou démembrer la France ou l'Italie ; mais ce fut le cas pour l'Allemagne.

Tous ceux qui ont vécu à cette époque se souviennent de la façon dont Ehrenbourg forgea son mot d'ordre : « Les seuls bons Allemands sont les Allemands morts », ce qui fut répété ensuite dans les moyens de communication un million de fois. On oubliait que les Allemands avaient été les premiers à souffrir sous Hitler. On fit porter à la population allemande la barbarie de Hitler. Dans le domaine économique, cela devint le fameux et infâme plan Morgenthau¹⁵ qui proposait le démembrement de l'Allemagne, la destruction de sa base économique et sa ruralisation. Ce n'étaient pas de simples mots à prendre à la légère, mais le véritable centre de la politique alliée. Cette destruction de l'économie allemande, la classification de tout Allemand comme un paria, constituaient leur politique contre-révolutionnaire commune pour s'assurer qu'il n'y aurait pas de révolution allemande. Même après la fin de la guerre, il subsistait des instructions interdisant aux troupes alliées toute fraternisation avec les Allemands.

La différence d'approche se reflète dans la façon dont échoua le coup, très populaire et aux bases très solides, du 20 juillet 1944. Malgré le large soutien dont il jouissait dans la caste des officiers et dans la bourgeoisie allemande, il fut incapable d'allumer ne fût-ce qu'une étincelle, parce que la masse de la population était démoralisée et apathique. Non qu'elle soutenait Hitler, mais elle se sentait prise au piège. Dans le cas de l'Espagne et de l'Italie, un accord a été possible ; dans le cas allemand, le plan Morgenthau n'était pas un accord et, très logiquement, on redoutait l'entrée de troupes russes, car le comportement barbare des forces russe, surtout les Waffen S.S., en Russie, faisait redouter l'avance allemande. Staline poursuivit en fait une politique délibérée en remplaçant, après l'occupation d'une région, les troupes d'assaut par des unités provenant des régions les plus arriérées avec les conséquences, pillages, viols, meurtres, etc. La politique de capitulation inconditionnelle atteignit son but, la destruction de toute possibilité de révolution allemande, une politique dans la formulation de laquelle Staline joua un rôle capital. Des problèmes surgirent plus tard : Staline et les Alliés impérialistes étaient contre-révolutionnaires, mais sur une base différente et pour des raisons différentes. Mais ça, c'était l'avenir.

Le mouvement trotskyste ne réussit pas à comprendre la pleine signification du processus : il était sur un terrain solide quand arrivèrent les victoires en Union soviétique, mais, pour la majorité, la politique contre-révolutionnaire de Staline n'apparaissait que comme faiblesse et capitulation devant les impérialistes. Peut-être certains capitalistes ont-ils commencé avec semblables illu-

15. Harry Morgenthau (1856-1946) était secrétaire d'Etat au trésor américain. (CLT)

sions, mais, à la différence des trotskystes, ils ont très vite compris qu'ils avaient tort : le scénario de la Guerre Froide allait sortir de cette reconsidération.

En 1942-1943, la P.M.P. avait disparu en tant que pièce centrale de la politique trotskyste, tant en Grande-Bretagne qu'aux Etats-Unis. Il est vrai qu'une résolution timide fut présentée par la W.I.L. et l'Opposition trotskyste ¹⁶ à la nouvelle Opposition unifiée, mais c'était plus une geste formel et une approbation de la P.M.P. qu'une déclaration politique active. Comme les bolcheviks avaient abandonné le défaitisme révolutionnaire après 1917, de même, l'élément actif dans la P.M.P. fut abandonné en 1943. Les raisons de cet enterrement résidaient dans le changement des conditions et du caractère de la lutte.

La sagesse superficielle à ce sujet consiste à dire que les bolcheviks ont pris le pouvoir, donc que le défaitisme révolutionnaire était juste, mais que les trotskystes, après la Deuxième Guerre mondiale, n'ont pas pu prendre le pouvoir et donc que la P.M.P. n'était pas juste. C'est insoutenable, même sous la forme la plus abstraite. Si la P.M.P. était un échec, le défaitisme révolutionnaire en était un autre, plus grave encore, comme ce fut prouvé en France en 1940. C'est ainsi que nous en sommes venus à penser qu'ou bien il existait une politique réaliste, mais qu'aucun d'entre nous ne savait quelle elle était, ou, plus absurde encore, qu'il n'y avait aucune politique praticable et par conséquent que nous aurions dû ne rien faire. C'est précisément une image unilatérale de la réalité qui provoque ces suppositions.

Une conception positive

Il y a trois éléments de base dans toute position politique et la lutte pour sa réalisation : la politique et le programme, l'organisation et les conditions dans lesquelles le programme et l'organisation opèrent tous les deux. Nous savons que le défaitisme révolutionnaire était fondamentalement un concept négatif, alors que la P.M.P. était positive, l'un comme l'autre découlant des conceptions d'avenir qu'ils traduisaient. La deuxième question est l'organisation pour appliquer cette politique. Il y eut malheureusement une sous-estimation délibérée de la force du parti bolchevique dont Trotsky est largement responsable. C'est très bien de citer la déclaration de Zinoviev sur l'isolement de Lénine et lui, de souligner scissions et divisions, mais à la fin du compte le parti bolchevique était bien enraciné dans la classe ouvrière russe. Pour commencer, le mouvement était enraciné dans la tradition révolutionnaire russe et dans la classe ouvrière infiniment mieux que les mencheviks, comme l'a souvent répété Lénine. Ils avaient pour le prouver des représentants parlementaires et le fait qu'à la

Douma ils étaient une minorité insignifiante, masquait celui, plus important, qu'ils représentaient la classe historiquement progressiste, la classe ouvrière.

Quand on compare avec la représentation et la force du mouvement trotskyste, on commence à voir la question dans sa perspective convenable. Le mouvement trotskyste hors de Russie était en gros non seulement très petit et fragmenté, mais aussi petit-bourgeois. Il existait des poches à composition prolétarienne, pas un mouvement. Cela s'explique, mais n'aidait pas. Les forces à affronter étaient malheureusement plus grandes que celles qu'affrontaient les bolcheviks. Les bolcheviks luttèrent en tant que grand parti, tandis qu'il n'y avait pendant la deuxième guerre que de petits groupes en lutte contre deux forces essentielles dans la classe ouvrière dont l'une se réclamait des traditions de la révolution russe.

Trotsky espérait que les événements se développeraient en notre faveur en détruisant les forces toutes puissantes de la social-démocratie et du stalinisme, et que la question de la Russie soviétique serait réglée et avec elle celle des partis staliniens, que la guerre créerait des conditions, qui ou bien détruiraient ou bien démasqueraient la social-démocratie — l'une et l'autre voie créant les conditions pour la croissance massive du mouvement trotskyste. Le développement historique a montré que ce pronostic était faux, mais tous les marxistes ont vu certains de leurs pronostics démentis par l'Histoire. Une lecture des écrits de la myriade de commentateurs politiques de ce temps montre qu'ils se trompaient plus lourdement encore que Trotsky. Bien qu'en 1942-1943, la P.M.P. ait été retirée du fourneau par le mouvement trotskyste aussi bien britannique qu'américain, elle aurait pu être remise au four avec la fin de la guerre si les conditions qui la rendaient applicables étaient apparues. Ce ne fut pas le cas.

Problèmes derrière la Politique militaire

Au lieu de cela surgirent [...] deux problèmes nouveaux ; le premier, l'oppression nationale en Europe marqua tout ce qui devait se produire après-guerre en termes de marche à la révolution. L'occupation de la France en 1940 a marqué dans le développement de la guerre impérialiste la fin d'une phase et le début d'une autre. Elle constitua un coup d'arrêt pour le mouvement révolutionnaire et posa la question du programme nécessaire pour s'occuper du changement de situation et de la tactique à appliquer. Je ne peux pas entrer dans la discussion de la politique en Europe, car je connais pas les détails, mais il me semble qu'il existe maintenant les matériaux qui permettent d'étudier l'activité des groupes trotskystes en Europe occupée, notamment en France. On connaît un schéma général : en France, extrême division du mouvement, depuis ceux

16. L'opposition trotskyste était une fraction pro-PMP de la R.S.L.

qui s'étaient immergés profondément dans les usines pour la durée de la guerre jusqu'à ceux qui étaient séduits par la propagande chauvine des staliniens et des gaullistes. On a pourtant fait du bon travail, comme la sortie épisodique de journaux et autres matériaux, surtout à destination de l'armée allemande d'occupation, avec une approche de classe très nette de la classe ouvrière allemande sous l'uniforme.

Mais, en conséquence de cette nouvelle période, de nouvelles divergences sont apparues dans le mouvement trotskyste, d'abord et avant tout dans le S.W.P. Comme il était, de loin, la section la plus importante et même dominante, c'est lui qui détermina le cadre de la lutte pour le mouvement trotskyste. Le premier coup tiré pour la révision de l'image rose des développements en Europe le fut par les *Trois Thèses*, d'un groupe de trotskystes allemands émigrés aux Etats-Unis. Ce document fut écrit en octobre 1941, au sommet de la pénétration victorieuse des nazis au cœur de l'Union soviétique, et, bien que les trois points n'aient occupé qu'à peine deux pages imprimées (2000 mots), le pessimisme de sa conclusion remettait en question non seulement la politique et le programme de la IVe Internationale, mais la validité du trotskysme lui-même. Pour être juste, plus d'un an s'écoula avant que les *Trois Thèses* fussent publiées dans les principaux organes trotskystes, peu après que se soit dissipée l'atmosphère dans laquelle elles avaient été élaborées¹⁷. Leur empirisme pur peut les avoir exposées à la contradiction dans les événements qui se déroulaient, mais elles formulaient également la base du conflit qui commença par éclater dans le S.W.P.

Bien que des articles aient été écrits auparavant, essentiellement par Marc Loris (Jean van Heijenoort qui écrivit aussi plus tard sous le nom de Daniel Logan), sur la situation en Europe occupée, particulièrement en France, les illusions ont été dissipées par les événements dans les territoires occupés. Le besoin apparut d'appliquer au phénomène une politique révolutionnaire et un programme — ce que je considérerais comme l'application à l'Europe du Programme de transition. La question de l'oppression nationale et par conséquent la question nationale elle-même fut posée non comme répétition de la position des colonies et pays arriérés, parce que la France et même la Belgique et la Hollande étaient elles-mêmes des pays impérialistes exploitant des colonies. La lutte pour l'indépendance nationale devait être suscitée en même temps que la lutte pour le socialisme. Après l'invasion de l'Europe, les staliniens européens devinrent des partisans actifs et dirigeants d'une lutte unifiée contre les nazis sous le drapeau de la bourgeoisie, particulièrement des gouvernements bourgeois en exil. Leur habileté politique leur enseignait que, tout en étant sous la protection globale de la couverture de la bourgeoisie, ils avaient à maintenir aussi longtemps que possible leurs propres forces de résistance. Les social-démocrates, quoique nulle part aussi actifs que les staliniens, opéraient fondamentalement comme fraction de la firme de la bourgeoisie. Des mouvements

de résistance, certains minuscules, émergeaient déjà dans l'Europe entière avec le changement de caractère de la guerre et le problème du mouvement trotskyste devint de savoir comment réagir et utiliser cette force en train de naître. D'après ce que je sais, il ne l'a fait ni très bien ni avec succès. Hors des territoires occupés, la question s'est posée aussi de la politique et du programme à formuler sur la question de l'oppression nationale. *Les Trois Thèses* ont été l'étincelle, bien que répudiées par les fractions adverses; elles ont offert le terrain sur lequel s'est engagée la polémique : la lutte contre l'oppression nationale et la façon de lutter pour son succès.

Les Trois Thèses présentaient la théorie d'une lutte nationale sans classe ou de toutes les classes, conduisant à une révolution démocratique abstraite. Le S.W.P. tout entier les rejeta comme une capitulation devant la bourgeoisie. La divergence fondamentale, à l'intérieur du S.W.P., tourna autour de la politique alternative à proposer pour l'Europe occupée, une divergence qui ne fit que s'aggraver avec le développement des événements en Europe. La majorité, conduite par Cannon et E.R. Frank (Bert Cochran) formula la revendication des Etats-Unis-socialistes d'Europe — et rien d'autre. La minorité, Morrison (Albert Goldman), Cassidy (Felix Morrow) et Marc Loris (Jean van Heijenoort) se divisa. Loris posait la question nationale comme la question-clé, développant des mots d'ordre autour de la libération nationale, tout en traçant une ligne de démarcation avec les *Trois Thèses*, soulignant le rôle de la classe ouvrière et de son parti pour marquer la lutte d'un caractère ouvrier. Goldman et Morrow réaffirmaient que la principale revendication et les principaux mots d'ordre devaient être pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, mais ils soulignaient également l'importance de la lutte pour la libération nationale. Cependant, tandis que les idées de van Heijenoort, Goldman et Morrow se rapprochaient, leurs divergences avec la majorité du S.W.P. s'aggravaient rapidement. Tandis que la minorité, selon moi, essayait de maîtriser le processus et proposait aux trotskystes une issue, la majorité, faisant référence à l'« ordre nouveau » de Hitler en Europe, substituait à une analyse sérieuse de longues citations de Trotsky sur le caractère réactionnaire des Etats européens dans la période de l'impérialisme — un truisme historique, mais aussi une vérité qui ne tenait pas compte des autres facteurs en Europe. Hitler lui-même, malgré son « ordre nouveau », a dû maintenir des Etats séparés et les divisions entre eux.

Ce conflit d'idées et de politique s'est développé et élargi avec l'effondrement du nazisme et de l'occupation nazie en Europe. Il me semble tout à fait clair que la revendication principale devait être en faveur de la libération nationale sous un drapeau socialiste. Dans ce contexte, la voix du progrès fut montrée par les actions de Tito en Yougoslavie. Il n'y a pas d'excuses à chercher à Tito pour sa brutalité, ses actions opportunistes, cyniques et barbares — la façon dont il a traité les trotskystes est un reflet de cette attitude — pour admettre que la façon dont il a abordé la libération nationale était la bonne. Cet argument est en fait exprimé dans la section 7 de la Résolution sur

17. *Les Trois Thèses* parurent pour la première fois en décembre 1942 dans *Fourth International*.

la question nationale en Europe publiée par le comité central du R.C.P. quand elle dit que, « en opposition aux formations militaires des mouvements de Résistance inspirés et dirigés par la bourgeoisie, le parti prolétarien doit opposer et organiser des formations militaires indépendantes »¹⁸. En d'autres termes, il fallait établir une conception de base sur l'attitude et l'action des ouvriers dans la lutte pour la libération nationale, même dans un pays impérialiste occupé.

Mais la réalité en Europe était que les trotskystes étaient extrêmement faibles et pas vraiment capables de créer une telle force, bien que de telles formations fussent possibles dans des pays comme le Vietnam, tangentiellement aux problèmes européens. La question de la faiblesse du trotskysme par rapport au mouvement de libération était à mon avis traitée dans une certaine mesure par la section 8 de la résolution citée ci-dessus affirmant que « comme partie de sa tactique, le parti révolutionnaire doit envoyer des membres dans le mouvement de Résistance afin d'y créer une opposition prolétarienne consciente aux dirigeants bourgeois et petits bourgeois »¹⁹ bien que cette revendication ait été formulée après coup. Mieux, cette résolution ne discute pas et ne traite pas de la question des forces staliniennes à l'intérieur du mouvement de libération, ce qui était pourtant d'une extrême importance, comme l'ont prouvé les événements du Vietnam, où les trotskystes avaient quelque réalité.

Mieux, dans quels mouvements de résistance les trotskystes devaient-ils entrer et participer de façon secrète, ceux que contrôlait la bourgeoisie ou ceux que contrôlaient les staliniens ? Il n'en était pas question — et ce n'était pas un problème académique. Ce pouvait être une question de vie ou de mort, mais il n'était possible de répondre à ce problème que dans le contexte donné de chaque mouvement de libération ou chaque section de ce mouvement. Par exemple, fallait-il faire partie des forces staliniennes, surtout si on risquait de se faire assassiner, si on n'était pas adroit, ou tenter de profiter de l'opposition grandissante à la politique stalinienne, comme en Grèce où Staline et ses hommes de main locaux vendirent leurs propres forces ? Je pense que le palmarès des trotskystes en Europe occupée n'a pas été brillant — non faute d'héroïsme individuel, mais sur le terrain de la compréhension, ce qui affectait notre capacité à sortir de la très difficile situation dans laquelle nous étions.

Cette situation de faiblesse a eu des conséquences, car, avec l'effondrement de l'occupation nazie essentiellement par des moyens militaires, le mouvement trotskyste, encore petit et faible, bien que croissant lentement, s'est trouvé confronté à un énorme problème. Les réponses apparurent à l'étape suivante du conflit, et d'abord entre la majorité et la minorité du S.W.P., dans laquelle le mouvement britannique fut de plus en plus impliqué, la majorité du R.C.P. soutenant Goldman, Morrow et van Heijenoort, et la minorité,

18. *Workers International News*, juillet/août 1945.

19. *Ibidem*.

autour de Healy, soutenant la majorité du S.W.P. autour de Cannon et de Cochran. Personne ne remettait en question la perspective de l'explosion de la révolution européenne, bien qu'à l'époque d'importants éléments de doute aient commencé à prendre forme quant au cadre dans lequel elle apparaîtrait et quant à la tactique à adopter.

La fraction Cannon partait des opinions de Trotsky en 1940 comme si elles étaient le dernier mot, proclamant que la révolution était là et affirmaient presque que les trotskystes européens étaient déjà apparus comme une force capable de diriger la lutte révolutionnaire. D'un autre côté, la minorité du S.W.P. et la majorité du R.C.P. soulignaient la réapparition d'une social-démocratie renforcée et du stalinisme, posant la question d'une période brève et probablement instable de démocratie bourgeoise, opposant la nécessité de lutter pour la plus grande démocratie possible dans la société capitaliste, de construire le mouvement trotskyste, de dénoncer les limites de cette démocratie pour que le mouvement la dépasse. Cette conception s'exprimait par exemple dans la revendication de la République en Belgique et en Italie, au lieu de la monarchie. Réalisant qu'ils étaient totalement en-dehors de la réalité, les gens de la majorité du S.W.P. embarquèrent, sans modifier le moins du monde leurs positions fondamentales, quelques-uns des mots d'ordre et revendications de la minorité. Cette politique de Cannon et compagnie d'essayer de confisquer le mordant d'une critique de leur politique sans réellement rien y modifier, a marqué cette période [...] Or ce sectarisme n'était pas confiné au S.W.P. Avec la reconquête de l'Europe, on vit reparaître un phénomène identique avec la grandiose « théorie du bonapartisme » de Pierre Frank pour l'Europe et l'argument selon lequel le stalinisme, plus faible que jamais, capitulait devant l'impérialisme occidental, théories que l'on présentait comme l'essence du trotskysme, avec lesquelles seuls des révisionnistes pouvaient être en désaccord. On oubliait même l'argument de Trotsky répliquant à la fraction Shachtman qui le citait pour prouver qu'il avait tort :

« Tout pronostic historique est toujours conditionnel et plus il est concret, plus il est conditionnel. Un pronostic n'est pas une traite qui puisse être honorée à une date donnée. Un pronostic ne fait que dessiner les tendances principales du développement. Mais, avec ces tendances, il opère un ordre différent des forces qui, à un moment donné, cherchent à s'imposer »²⁰.

La polémique s'est engagée sur le type de régime qui sortait de la victoire impérialiste alliée, la force ou la faiblesse de l'Union soviétique, le rôle et la puissance du stalinisme et de la social-démocratie, le futur potentiel de l'économie européenne, boom cyclique ou effondrement complet, et, un peu plus tard, la nature des régimes des pays occupés et contrôlés par le gouvernement soviétique. C'est précisément dans la compréhension et le règlement de ces problèmes qu'est apparue la faiblesse du mouvement trotskyste : sans le

20. *Fourth International*, mai 1946.

génie de Trotsky, nous n'étions qu'une bande ordinaire de révolutionnaires incapables de comprendre le processus dont nous prétendions être les experts.

Le legs de la confusion

D'un point de vue historique, même s'il est négatif, le fait que le trotskysme demeure et grandit tandis que l'Opposition de droite, le maoïsme, le titisme, etc. ont disparu, prouve la solidité de la fondation construite par Trotsky. Mais un exemple de la qualité de notre pensée a été donné par la discussion entre Mandel et Tony Cliff sur la question de savoir s'il y avait un boom — précisément au moment où commençait le boom d'après-guerre. Mandel assurait qu'il n'en était rien et essayait de justifier sa position en affirmant que l'original du Capital n'avait pas le sens de sa traduction anglaise. Malheureusement pour lui, il discutait contre Cliff qui connaît sans doute l'allemand aussi bien que lui. Quand on arrive à ce qu'un économiste compétent essaie de démontrer qu'il n'y a pas de boom, alors qu'il naît sous nos yeux, on réalise la crise intellectuelle du trotskysme.

La question du boom était à sa manière liée à la possibilité d'un régime démocratique bourgeois, sa durée et sa stabilité. Et, pour commencer, les arguments sur les régimes de démocratie bourgeoise étaient liés à la situation politique après guerre. La minorité du S.W.P., puis la majorité du R.C.P., soulignaient l'existence de semblables régimes après la Première Guerre mondiale, où ils reposaient, non sur une base matérielle solide, mais sur la superstructure politique, et opposaient cette analyse au concept de bonapartisme qui, généralement accepté par le S.W.P., trouvait son expression extrême avec Pierre Frank.

L'idée primitive était qu'il sortirait après la guerre une économie très inférieure à celle de la période 1918-1939 et que les régimes de démocratie bourgeoise ne seraient qu'un simple spasme, ne donnant aucune base future solide pour une démocratie bourgeoise. La polémique devint donc une discussion sur la réapparition de 1918-1919 sous une forme différente et pas seulement sur le type de régime qui allaient apparaître après la guerre, mais aussi sur leurs fonctions. La minorité soutenait que, du fait du rapport de forces, un régime bourgeois-démocratique apparaîtrait, bien que très instable, dont la fonction serait d'arrêter le processus révolutionnaire et de mener à bien la contre-révolution sous une forme démocratique, dans la mesure où l'établissement d'une dictature militaire était impossible. L'expression la plus aiguë de cette formule bien que reposant sur les arguments de la minorité du S.W.P., était celle de la majorité du R.C.P., une « contre-révolution bourgeoise-démocratique dans la période du déclin de la bourgeoisie ». Bien qu'elle fût infiniment supérieure à la position du S.W.P. et du comité exécutif de la IV^e Internationale, dans la me-

sure où elle correspondait mieux à la réalité, cette position avait une faille interne. L'essence de la faillite de la conception de la majorité se manifesta dans un incident qui tenait plus de la farce que du réalisme : la conférence d'avril 1946 à Paris fut organisée de façon illégale — dans une société pourtant relativement démocratique.

La crise fondamentale du trotskysme sortit de la confusion et de l'incapacité à comprendre la guerre et le monde de l'immédiat après-guerre. C'était crucial. Il est vrai que les années cinquante ont porté à notre mouvement un coup sévère : comme aucun mouvement ne peut éviter d'être frappé par des événements extérieurs, la façon dont il en sort est une mesure de sa qualité. Le parti bolchevique reçut lui aussi de rudes coups et commit en outre de grosses erreurs comme le boycottage de la Douma, mais il réussit à les surmonter, car ses bases étaient fondamentalement saines et il connut dès 1914 un gros progrès, lors de l'augmentation du nombre de ses députés. C'est le contraire qui est vrai pour le mouvement trotskyste : au lieu de continuer à construire sur les fondations données par Trotsky, il les a obscurcies et dilapidées.

Les deux points fondamentaux sur lesquels notre échec est le plus manifeste sont la question russe, y compris l'Europe orientale, et le développement de l'économie capitaliste .

Alors que la thèse de la contre-révolution bourgeoise-démocratique semblait être adéquate et bien supérieure à celle de la dictature militaire bonapartiste exposée par la majorité du S.W.P., il apparut bientôt clairement qu'elle ne l'était pas en elle-même. La contre-révolution, après tout, est l'image de la révolution dans le miroir, pour ainsi dire, et donc limitée dans le temps et l'espace.

Il fut très vite clair qu'une situation toute nouvelle était née après la guerre. Felix Morrow releva que la période d'après-guerre n'était pas la réédition de 1918-1919. La politique et les actions du réformisme en particulier étaient florissantes parce qu'elles reposaient sur une base matérielle saine. Ce nouveau phénomène n'a pas seulement détruit nombre d'organisations incapables de comprendre qu'il y avait eu changement. Il a détruit aussi les meilleurs et les plus capables — non seulement Morrow, qui est devenu antitrotskyste, ou van Heijenoort qui nous a quittés et est devenu sur le plan théorique anti-marxiste, mais aussi toute la direction de la majorité du R.C.P., dont les dirigeants capitulèrent devant le réformisme bourgeois.

La destruction du R.C.P. reflète cet effondrement théorique de sa direction : la banqueroute de la direction officielle de la IV^e Internationale prit une forme différente, bas niveau de pensée et tournant empirique, après l'événement.

Nouvelle époque

Les problèmes auxquels ils avaient à faire face n'étaient pas en eux-mêmes nouveaux, même si la période était fondamentalement différente de celle de 1918-1919. Déjà, au cours des années vingt, les bolcheviks avaient été engagés dans ces problèmes, comme l'attestent l'intervention de Boukharine dans le débat sur le rôle de l'Etat et la polémique entre Trotsky et Kondratiev sur la courbe du développement capitaliste [...].

(Faute de place et malgré leur intérêt, nous n'avons pu reproduire ici les dernières pages de l'article de Sam Levy qui sortent d'ailleurs tout à fait du cadre de ce numéro. Notre ami développe en effet son idée suivant laquelle l'idée de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme serait fautive et nous serions entrés dans une nouvelle époque, celle de l'Etatisme. Nous lui redonnons cependant la parole pour sa conclusion, sur notre sujet.)

Tout cela peut paraître bien éloigné du coeur originel de notre sujet, la Politique Militaire Prolétarienne. Mais c'est pendant la Deuxième Guerre mondiale que sont apparus le caractère et la faiblesse du mouvement trotskyste et la P.M.P. ne peut être étudiée en-dehors du reste de la politique du mouvement. Les problèmes rencontrés avec la P.M.P. sont très représentatifs des problèmes généraux rencontrés à l'époque par notre mouvement. Peut-être n'étions-nous pas assez forts pour appliquer la Politique Militaire Prolétarienne, mais c'est notre incapacité à réellement comprendre les événements qui se déroulaient sous nos yeux pendant la guerre qui est au coeur de nos faiblesses actuelles.

Wim Bot

Généralistes sans troupes, les trotskystes néerlandais sous l'occupation

Sous l'occupation allemande des Pays-Bas, une petite minorité seulement a été impliquée dans des activités politiques illégales.

De Jong ¹, qui a essayé de donner une définition claire des deux concepts de résistance active et passive, compte comme activistes ceux qui étaient engagés dans une résistance clandestine dans une organisation distincte. Ainsi, ceux qui se cachaient et les familles qui les aidaient, étaient engagés dans une activité illégale, mais, selon De Jong, ne pouvaient être inclus dans la résistance. Selon son estimation prudente et provisoire, il y eut jusqu'en septembre 1944 environ 25 000 activistes de la Résistance dans les Pays-Bas occupés, un chiffre qui monta ensuite à 45 000 environ.

Dans cette minorité de la population néerlandaise, les socialistes révolutionnaires n'étaient qu'une petite fraction. De juillet 1940 à avril 1942, ils étaient organisés dans ce qui était la continuation du RSAP (parti ouvrier socialiste révolutionnaire), le Front-MLL (Front Marx-Lénine-Luxemburg) ². Au début de 1942, les dirigeants du Front-MLL furent arrêtés et, après un procès, fusillés le 13 avril. Le reste de l'organisation se scinda alors en deux groupes, le CRM (comité des marxistes révolutionnaires) et la Ligue communiste Spartacus. De Jong évalue le nombre des personnes actives dans ces trois organisations à 400, bien que ce soit sans doute au plus bas et qu'ils étaient entre 500 et 600. Mais cela ne change rien au fait que les socialistes révolutionnaires étaient une minorité réduite à l'intérieur de la résistance.

Cette minorité d'une minorité se distinguait politiquement du reste de la résistance. Pour elle, la lutte contre fascisme et nazisme était la poursuite de ce qu'ils avaient déjà fait pendant les années trente. Dans la lutte contre le na-

1. I. de Jong est l'auteur d'une monumentale histoire des Pays-Bas pendant la Deuxième Guerre mondiale, ouvrage de référence incontournable.

2. Le Front-MLL avait entre 400 et 600 membres.

zisme, ils refusaient de se ranger du côté des Alliés. Les socialistes révolutionnaires ne considéraient pas la Deuxième Guerre mondiale comme un conflit entre démocratie et dictature, mais comme une guerre impérialiste entre « brigands affamés et brigands repus ». Tant que le capitalisme existerait, il y aurait des guerres mondiales et seule la révolution socialiste internationale pourrait mettre un terme à la menace de guerre permanente. Les socialistes révolutionnaires espéraient et attendaient qu'à cause de la Deuxième Guerre mondiale une vague révolutionnaire balaie le monde comme cela avait été le cas, dans une certaine mesure, à la fin de la Première Guerre mondiale. Ils essayaient de susciter une résistance indépendante des ouvriers et, dans ce but, leur principale activité était de faire de la propagande dans des publications illégales. Les socialistes révolutionnaires des Pays-Bas ne se livrèrent à aucune activité violente ou armée sous l'occupation.

Ce travail est consacré au CRM. Aussi faut-il souligner avant tout que les remarques ci-dessus concernant la position minoritaire des socialistes révolutionnaires dans la résistance s'appliquent dans une bien plus large mesure au CRM qu'au Front MLL. Des partis politiques d'avant-guerre, seuls le R.S.A.P. et le CPN (parti communiste des Pays-Bas) passèrent dans la clandestinité où le RSAP entra le premier. Ses publications illégales parurent dès juillet 1940. En janvier 1941 parut le premier numéro du très important journal du Front MLL *Spartacus* ; c'était le premier journal illégal imprimé dans les Pays-bas occupés. *Spartacus* tirait à 5000 exemplaires. L'importance de ce fait apparaît clairement quand on considère que la presse illégale de cette époque ne tirait pas à plus de 57 000 exemplaires au total. Pendant la première phase de l'occupation, au moment où régnait une grande confusion, aucun courant dans les Pays-Bas occupés n'exposa aussi nettement la politique et les objectifs des nazis. Le Front-MLL contribua aussi à la propagande et à l'agitation pour la grève de février 1941, une grève de solidarité contre l'anti-sémitisme.

Le CRM et la Ligue communiste *Spartacus*, l'autre organisation issue du Front-MLL, avaient beaucoup moins de signification. *Spartacus* fut incapable d'imprimer un vrai journal pendant le reste de la période d'occupation. Par ailleurs, à eux seuls, les autres grands journaux clandestins tiraient à environ 450 000 exemplaires en décembre 1943. Alors que De Jong, dans son rapport, mentionne la presse illégale du Front-MLL, en ce qui concerne le CRM et la Ligue *Spartacus*, il se borne à ceci : « Ce n'étaient que des sectes politiques dans lesquelles, plus réduite était l'influence et plus vivement brûlait la flamme de la conviction ». Un des membres du CRM m'écrivit : « Ce que nous avons fait, c'était un coup d'épée dans l'eau ».

L'objectif de cet article est de résumer le développement d'un petit groupe qui faisait reposer ses activités illégales sur un jugement socialiste révolutionnaire à propos de la guerre. Quelles étaient, sous l'occupation, les possibilités pour les groupes qui partaient d'une telle perspective ? Comment analysèrent-ils le cours de la guerre et l'occupation ? Quelles formes de résistance préconisèrent-ils ? Quels rapports avaient-ils avec les autres groupes de gauche ? Comment en venaient-ils à leur prédiction hautement optimiste de l'avenir ?

Il n'y a pas eu jusqu'à présent d'enquête séparée sur le CRM. Dans un article inédit sur le mouvement trotskyste aux Pays Bas entre 1938 et 1946, Pieter-Jan Mol a consacré un chapitre au CRM, presque entièrement basé cependant sur l'étude de sa publication *De Rode October* (Octobre rouge). En outre, Mol n'a pas disposé de nombreux numéros entre l'été 1942 et l'automne 1943, puisqu'ils manquent dans les collections. C'est par Herman Drenth, membre de la direction du CRM, que j'ai obtenu des photocopies de cette première période. En définitive, il ne m'a manqué que quatre numéros sur les quarante-quatre publiés sous l'occupation. J'ai également consulté le bulletin de discussion du CRM, *Het Kompas*, découvert un journal de discussion pour les jeunes du CRM et trouvé dans les collections et archives de Piet van't Hart et Georges Vereeken une quantité limitée de brochures, circulaires et documents du CRM.

Ne pouvant m'appuyer sur un travail antérieur, il m'était indispensable d'avoir des informations d'anciens du CRM pour me faire une idée du fonctionnement organisationnel du CRM. J'ai eu beaucoup de contacts, parmi eux les trois dirigeants encore vivants, pas toujours d'accord entre eux.

La naissance du CRM

« C'est un rude coup qui vient d'être infligé aux rangs de l'avant-garde prolétarienne. Rude certes, mais pas fatal. Car, à peine la sentence était-elle exécutée que l'opposition s'organisait à nouveau et maintenant, moins de deux mois après, nous paraissions avec notre première publication qui, tout imparfaite qu'elle soit, prouve que le fascisme aussi, comme tant de ses prédécesseurs, se trompe quand il pense qu'il peut, par le meurtre et la terreur de masse, briser la résistance qui l'entraîne à l'abîme... »

Il est vrai que, dans de nombreuses circonstances, nous menions, dans le parti, contre les camarades qui sont tombés, en particulier en ce qui concerne l'attitude à l'égard de l'Union soviétique, une lutte dans laquelle nous continuerons à proclamer notre propre opinion, mais nous avons toujours eu ensemble la conviction que seule la classe ouvrière, par sa lutte commune, peut atteindre la victoire, la société socialiste. C'est pourquoi nous n'avons pas pris et ne prendrons pas une attitude anti-allemande, mais antifasciste. Ce n'est pas en combattants pour la libération nationale des Pays-Bas, mais en combattants pour la libération internationale du prolétariat mondial par la révolution socialiste que nos camarades sont tombés. C'est dans cet esprit que notre nouveau journal *De Rode October* sera rédigé et la classe ouvrière remportera la victoire ».

Avec cet article, écrit par Wout Tieleman, les socialistes révolutionnaires qui venaient de former le CRM s'exprimaient pour la première fois après l'exécution de Henk Sneevliet et des autres dirigeants du Front-MLL le 13 avril 1942. En plus, était issue du Front-MLL la Ligue communiste *Spartacus*. Pour comprendre pourquoi deux organisations sont nées du Front-MLL, il faut ac-

corder un peu d'attention aux divergences qui avaient surgi dans le Front-MLL.³

La première divergence portait sur la façon d'évaluer l'Union soviétique. Sneevliet pensait qu'il n'existait plus en Union soviétique de conquête essentielle de la révolution de 1917. Influencé par le pacte entre Staline et Hitler, il découvrait aussi une convergence entre le système totalitaire en Union soviétique et celui d'Allemagne et pour cette raison, niait la possibilité d'une invasion de l'Union soviétique par l'Allemagne. Quand elle se produisit néanmoins le 22 juin 1941, Sneevliet mit simplement l'Union soviétique au même niveau politique que ses alliés capitalistes occidentaux. Une partie du Front-MLL protesta et réclama une défense révolutionnaire de l'Union soviétique, indépendamment de sa dégénérescence stalinienne, opérant la distinction entre cela et les buts de guerre de l'Angleterre et des Etats-Unis.

La querelle fractionnelle fut vive, surtout quand Sneevliet essaya d'interdire toute discussion là-dessus. Ce n'est qu'à partir d'un ultimatum, principalement de Willem Dolleman qui, avec Sneevliet et Ab Menist, constituait le triumvirat dirigeant du Front-MLL que Sneevliet céda. Dans une lettre intitulée « Mon adieu »⁴, Dolleman annonça qu'il construirait une nouvelle organisation dans laquelle il y aurait la liberté démocratique de discussion. La restriction de cette liberté dans une organisation se disant anti-stalinienne était totalement inacceptable pour Dolleman. Après son intervention, il y eut un bulletin intérieur de discussion dans lequel furent développés les différents courants d'opinion. L'arrestation et l'exécution des dirigeants du Front-MLL mirent fin à la discussion sur l'Union soviétique.

Un second domaine en discussion était la politique syndicale. Avant la guerre, le RSAP était principalement centré sur le NAS (secrétariat national du Travail), petit syndicat révolutionnaire. Les opposants trotskystes à l'intérieur du RSAP pensaient que, par cette tactique, le parti s'était coupé de la masse des travailleurs organisés. Le NAS disparut au début de l'occupation : sur ordre des nazis, il dû se dissoudre et rejoindre le NVV, la centrale syndicale social-démocrate. Une partie de sa direction, pour poursuivre son existence avait immédiatement capitulé politiquement dès le début de l'occupation en invoquant l'auto-limitation. Ils assuraient qu'il était inutile de s'opposer à la suppression des grèves et des réunions.

Ce développement plaçait les dirigeants du Front-MLL devant la disparition d'une partie importante de sa base socio-politique. Il fut décidé de s'orienter vers les ouvriers qui, avant l'occupation, soutenaient la social-démocratie et un aspect de cette orientation était de travailler dans le NVV, désormais « gleich-geschaltet » (normalisé) par les nazis. Le Front-MLL s'en tint à cette option jusqu'en août 1941 et combina son travail dans le NVV à des ap-

3. Voir W. Bot, *Tegen fascisme, kapitalisme en oorlog Het Marx-Lenin-Luxemburg Front*, Juli 1940 - april 1942 - 1983, Amsterdam, et F. Tichelman, *Henk Sneevliet*, 1988, La Brèche, pp 111-121.

4. Voir la traduction en F. Tichelman, *Henk Sneevliet*, p. 147-149, La Brèche.

pels à constituer des comités illégaux sur les lieux de travail. En août 1941, le Front-MLL appela ses membres à quitter le NVV, mais une partie de l'organisation était déjà arrivée à la conclusion qu'aucun travail significatif n'était plus désormais possible à l'intérieur du NVV.

Stan Poppe, un membre de la direction du Front-MLL, développa des idées « communistes conseillistes ». Selon lui, le mouvement syndical de masse avait perdu son objectif clair et les révolutionnaires devaient donc s'axer uniquement sur les comités ouvriers et les conseils ouvriers.

Compte tenu de l'importance politique de ces deux divergences, il est tout à fait douteux que l'unité du Front-MLL aurait été préservée si la vague d'arrestation du début de 1942 n'avait pas mis fin à l'existence de l'organisation. En tout cas, ces conflits constituèrent le socle à partir duquel émergèrent du Front-MLL ces deux organisations. A l'époque, la question de l'Union soviétique jouait un rôle très important et cela transparaît dans la citation du premier numéro de *De Rode October*. Le second point passa au premier plan dans le développement politique ultérieur du CRM et de la Ligue communiste Spartacus, car le CRM devint une organisation spécifiquement trotskyste tandis que Spartacus devint une organisation communiste conseilliste.

La reconstitution des origines de la scission de l'été 1942 n'est pas simple. Piet van't Hart⁵, membre de la direction du CRM et, après-guerre, historien du mouvement socialiste révolutionnaire, affirma dans la période d'après-guerre que la fondation du CRM fut une réaction à celle de Spartacus. Spartacus fut fondée sans que les partisans de la défense de l'Union soviétique dans le Front-MLL aient été appelés à la rejoindre. De plus, les fondateurs du CRM avaient peu de confiance dans le caractère clandestin de l'organisation de Spartacus. C'était là l'explication donnée par le CRM en août 1943. En février 1944, le dirigeant de Spartacus Stan Poppe avança une version entièrement différente : selon lui, les « officiels », adhérents à la IVe Internationale trotskyste, étaient « entrés » dans le Front-MLL et, après les exécutions, avaient tenté de s'emparer de l'organisation. Selon Poppe, cette tentative avait échoué parce que les membres se méfiaient. Qu'est-ce qui s'est produit en réalité ? On trouve une partie de la réponse à La Haye, quand Andries, un des fils de Willem Dolleman, dit : « En faisant mes adieux à mon père, je lui murmurai dans l'oreille « Nous continuons ». Je l'ai fait (à ce moment, cinq semaines après les arrestations) sachant que « nous » en avions discuté. ». Bien sûr, ce n'était pas si simple de continuer. C'est ainsi que le jeune frère d'Andries, Willy, m'a écrit :

« Je ne pense pas avoir réagi tout de suite avec enthousiasme. Les arrestations et les exécutions m'ont fait naturellement une profonde impression, surtout le soir de l'arrestation de mon père. En lui disant adieu dans la prison sous la surveillance des SS, je ne doutais pas de la nécessité de continuer, mais pourtant... »

5. Piet van't Hart (1910-1975), militant socialiste, à l'OSP en 1932, avait rejoint le RSAP et combattu en Espagne ; il avait été membre de l'Opposition trotskyste dans le RSAP puis du GBL ; il avait rejoint le Front. Il devait abandonner toute activité politique en 1946 ; il est sous le nom de M.Perthus l'auteur d'une biographie de Sneevliet.

Willy Dolleman fait référence ici à une visite de son ami Wout Tieleman en mai ou juin 1942, lequel prit l'initiative et vint le voir. Willy avait été engagé dans la fabrication des publications clandestines du Front-MLL. Sa mère, Meta, essaya de les en empêcher, Wout Tieleman et lui, mais finalement les envoya à Dolf Langkemper qui, au temps de l'invasion allemande, avait été le secrétaire à l'organisation du RSAP. Langkemper n'avait pas été d'accord avec eux, ce qui n'a rien d'étonnant puisque déjà, avant guerre, il s'était prononcé contre le travail clandestin et il ne rejoignit donc pas le Front-MLL. Tieleman et Willy Dolleman revinrent également bredouille de chez l'homme du Front-MLL à La Haye, Aaldert Ymkers. Les jeunes de La Haye n'avaient aucun contact avec d'autres localités et ils avaient décidé de continuer par eux-mêmes sur la base de leur point de vue, à savoir la nécessité de la défense de l'Union soviétique. A la fin de mai, il y eut une rencontre entre Antoine Dolleman, Theo Jansen et Wout Tieleman et ils décidèrent de publier un nouveau journal. C'est ainsi qu'en juin 1942 parut le premier numéro de *De Rode October*.

A Rotterdam, à l'été 1942 (on n'a pas de date plus précise), la direction de la Ligue communiste Spartacus fut constituée. Poppe, avec un autre camarade, fut l'initiateur et il avait établi les contacts. Poppe était le seul membre de la direction du Front-MLL qui n'avait pas été arrêté. Il vivait à Rosendaal et Sneevliet avait été dans son appartement avant d'être arrêté à Bergen op Zoom⁶. C'est pour cette raison que van't Hart pensait que Poppe ne devait pas jouer plus longtemps un rôle dirigeant dans une organisation illégale. Il en suivit des discussions déplaisantes et non conclues. Là-dessus il y eut un contact entre van't Hart qui n'avait pas été engagé dans la sortie du premier numéro de *De Rode October*, les jeunes de La Haye et Harry Combrink. Ce dernier, après l'arrestation de la direction, s'était rendu à Amsterdam et là, pour parler de la nécessité de construire une nouvelle organisation, il avait rencontré Sal Santen, trotskyste « officiel » qui, en 1941, avait été refusé par Sneevliet d'adhérer au Front-MLL.

Le 22 août 1942 eut lieu la fondation du CRM dans l'église de la Société Swedenborg à La Haye : le père d'un membre de la jeunesse du Front-MLL à La Haye, Frits Zeggelink, y était pasteur. Il y avait probablement à cette fondation Harry Combrink, Andries Dolleman, Antoine Dolleman, Piet van't Hart, Wout Tieleman et Frits Zeggelink. Qu'est-ce qui fut décidé à cette conférence de fondation ?

Dans une publication interne du CRM de l'automne 1942, il est mentionné une décision de rompre définitivement avec Spartacus et de fonder un groupe indépendant. Après la guerre, Piet van't Hart donna la même version ; pourtant, selon lui, il fut aussi décidé de lutter à l'avenir pour l'unité.

Tel est l'état de nos connaissances sur la naissance des deux groupes. La principale incertitude c'est la question de savoir si, lors de la fondation de

6. Après la guerre, plusieurs organisations créèrent une commission d'enquête sur le rôle de Poppe dans l'arrestation de Sneevliet : elles conclurent à l'unanimité que Poppe n'avait rien à se reprocher.

Spartacus, il fut décidé de ne pas s'adresser aux partisans de la défense de l'URSS. Piet van't Hart était avec Poppe l'unique survivant du Front-MLL. Si van't Hart n'était pas contacté pour former une nouvelle direction, on pouvait rejeter sur Spartacus la responsabilité de la scission. Il est pourtant également possible que la fondation de Spartacus ait eu lieu en même temps que la discussion entre Poppe et van't Hart. En ce cas, il n'est guère possible d'indiquer qui fut à l'origine de la scission.

En tout cas la version de 1944 de Poppe sur ces événements n'est pas convaincante. Quelques membres du groupe de la IVe Internationale aux Pays-Bas, le GBL, étaient effectivement entrés dans le Front-MLL. Au début l'opposition à la politique de Sneevliet n'avait pas été leur fait. Les gens qui soutenaient le point de vue de Dolleman et Piet van't Hart sur l'Union soviétique dans le Front -MLL, sympathisaient avec Trotsky mais n'avaient pas quitté le RSAP. Les initiateurs du CRM n'avaient pas été membres du GBL.

Le CRM et Spartacus commencèrent, à l'été 1942, avec à peu près le même nombre de membres ayant milité dans le Front-MLL. Les deux groupes continuèrent à exister pendant le reste des années d'occupation. Aucun des deux cependant n'atteignit la dimension ni l'importance du vieux Front-MLL. En fait, alors que la résistance et l'activité clandestine croissaient avec la poursuite de l'occupation, il semble que, pour la fraction socialiste révolutionnaire de la résistance, le sommet de son influence ait été atteint pendant les deux premières années de l'occupation.

Développement organisationnel

On a indiqué plus haut que la fondation formelle du CRM fut l'affaire d'un très petit groupe de La Haye, Delft et Rotterdam. Le terme de « comité » a été aussi choisi consciemment : ils se considéraient comme un groupe qui avait encore à construire une organisation.

Il n'apparaît pas clairement si les contacts avec Herman Drenth qui, après la vague d'arrestations qui avait frappé le Front-MLL, avait quitté La Haye et s'était réfugié à Groningue, existaient déjà à l'époque de la fondation ou s'ils furent rétablis juste après. Dès 1942 il y eut des contacts avec Flip Grave à Eindhoven. Vers la fin de 1942 ou au début de 1943, Sal Santen également rejoignit le CRM, après quoi la construction du mouvement à Amsterdam pouvait commencer⁷. Santen et Tieleman estiment que, vers la fin de l'occupation, le CRM avait environ 50 membres. Sur la base du matériel que j'ai réuni, j'estime qu'il comptait 75 membres, concentrés surtout dans les trois grandes villes :

7. Quand Santen rejoignit-il ? Lui dit 1942, van't Hart 43. Il était juif, donc menacé, gendre de Sneevliet et toute sa famille était sous les verrous, ainsi que sa belle-famille. Né en 1915, venu au RSAP par l'OSP, il avait dirigé ses jeunes et a rejoint le GBL après son expulsion du RSAP en 1935.

Rotterdam (25)), Amsterdam (20) et La Haye (10). Il y avait d'autres groupes d'ouvriers dans les villes du Nord, de Delfzyl, Groningue et Leeuwarden (environ 10 au total) et à Eindhoven. Il y avait des gens isolés ou des diffuseurs de *De Rode October* à Arnhem, Dordrecht, Leiden, Lutjewinkel et Nieuwewinkel. A Aalsmeer, Deventer, Sliedrecht et Zutphen, le journal était diffusé par des militants d'autres villes⁸.

Probablement le nombre de 75 membres est-il un peu excessif, et la démarcation entre membres et sympathisants n'était pas toujours tracée avec trop de précision. Six mois après la libération, le 1er décembre 1945, le CRM comptait 84 membres ; plus tard, ce chiffre monta à 150 le 25 janvier 1946.

En comparaison avec le Front-MLL, sa petite dimension ressort de ces chiffres. Le CRM parlait lui-même d'une « vague de désertions » dont il attribuait, en termes très durs, la responsabilité tant à la confusion à l'intérieur du RSAP et du Front-MLL qu'à la sous-estimation des dangers du travail clandestin. A mon avis, d'autres facteurs importants ont été la disparition du champ d'activité du NAS, ainsi que la mort de Sneevliet et des autres dirigeants qui avaient joué un rôle extrêmement important. Combiné à cela, il y avait en outre un autre élément qu'il ne faudrait pas sous-estimer. Pour la clandestinité tout entière, 1942 a été une année difficile. Si grands que furent les revers, l'écrasante majorité des clandestins savaient qu'ils avaient les forces militaires alliées derrière eux. Un groupe comme le CRM fut rejeté sur ses ressources propres et l'armée qu'il espérait, celle des ouvriers révolutionnaires, ne se leva pas en Europe en 1942.

En outre, le CRM appliqua des critères très rigides à son propre recrutement, pour des raisons tant politiques que pratiques. On soulignait sans cesse la nécessité de construire un parti révolutionnaire homogène qui serait nécessaire pour les luttes ouvrières directes et massives qu'on attendait : aussi la formation des cadres était-elle la tâche la plus importante pour le CRM. Il est clair également que le choc des exécutions eut un effet sur tous ceux qui étaient conscients des difficultés et des dangers d'un travail politique plus ouvert.

Wout Tieleman, regardant rétrospectivement la première période de l'occupation, dit :

« Finalement nous étions (et tout groupe illégal était, au début) une bande d'amateurs qui osaient affronter une police professionnelle spécialement entraînée et un appareil à enquêter qui avait, en huit années et plus, accumulé en Allemagne une grande expérience. Nous n'avions d'expérience qu'en théorie et, pour l'acquérir dans la pratique, il fallait en payer le prix. Il fut, hélas, payé et plus élevé qu'il n'était nécessaire ».

La rigidité de l'organisation peut apparaître à travers les directives données dans l'organe interne *Het Kompas*. Aucun matériel ne pouvait être donné à qui que ce soit sans la permission des organismes dirigeants, l'appartenance devait être gardée secrète et aucune question ne devait être posée à son sujet

8. Le 1er décembre, les effectifs étaient : Amsterdam, 16 ; Rotterdam, 20 ; La Haye, 15 ; Delft 11 ; Eindhoven, 4 ; Groningue 13, Maastricht et Emmen 1 chacune.

surtout en ce qui concernait des personnes extérieures à sa cellule ou à son unité. On ne pouvait tenir des soirées de discussion avec d'autres qu'avec la permission de la direction, permission qui était également nécessaire pour établir des contacts, même quand il s'agissait d'anciens camarades du parti. Il y avait des appels incessants à la prudence, avec des mises en garde particulières contre les organisations nationalistes. Van't Hart pensait que, pendant sa détention à Scheveningen, ces dernières avaient été trop curieuses. Il affirme dans une conversation qu'il aurait mis en garde contre le traître notoire Van der Waals. Les dirigeants du CRM avaient du cyanure de potassium, fourni par le fils aîné du révolutionnaire d'Amsterdam, Barend Luteraan⁹. En cas d'arrestation, ils voulaient éviter une répétition du drame du Front-MLL.

Les Tâches

Il est clair que les directives n'étaient pas toujours suivies à la lettre, mais le CRM devint une organisation travaillant avec prudence. Autant qu'on sache, aucun membre du CRM ne fut arrêté pour ses activités dans l'organisation. Leen Reedijk, de La Haye, qui fut arrêté en octobre 1944 après avoir été compromis dans une affaire de faux papiers qui n'avait rien à voir avec le CRM, fut l'unique victime parmi ses membres dont j'aie pu avoir connaissance. Reedijk mourut lors du bombardement du train qui le transportait de Vught à Buchenwald.

La conséquence logique de la sévérité des exigences était qu'on demandait beaucoup aux membres. Dans *Het Kompas*, l'un d'eux écrivait qu'on pouvait demander deux ou trois soirées par semaine. Un autre correspondant réagit : des militants qui ne font que diffuser des journaux, cela ne suffit pas, un révolutionnaire doit se donner entièrement, « sept soirées par semaine s'il le faut ». Les exemples fournis étaient ceux des révolutionnaires professionnels illégaux sous le tsarisme. Dans *De Rode October* de février 1943, la sélection rigide des membres était rédigée de façon positive : « Les tempêtes de la Guerre impérialiste ont chassé la paille et il reste les purs grains dorés ».

Dans les grandes villes, le CRM était organisé en groupes de cinq qui étaient en contact avec les directions nationale et locale par un dirigeant de cellule. C'était la règle que les publications du CRM étaient diffusées clandestinement : seulement à des contacts de confiance, on pouvait, après avoir consulté la cellule, les remettre de la main à la main. Le CRM n'avait pas de problème financier, l'un de ses dirigeants ayant trouvé le moyen de se procurer illégalement de l'argent grâce à son emploi.

La direction du CRM était composée de Harry Combrink, Herman Drenth, Piet van't Hart, Sal Santen et Wout Tieleman ; la direction constituait aussi le comité de rédaction de *De Rode October*. Il n'apparaît pas clairement que la direction fut élue à la conférence de fondation du 22 août ou constituée par co-

9. Barend Luteraan (1878-1970) ;, social-démocrate avant 1914, communiste « de gauche » avec Gorter en 1921, avait rejoint le RSAP puis le GBL avant la guerre.

optation. Il n'existe pas d'accord entre ses anciens membres quant à la fréquence ou la localisation des réunions de direction. La majorité des articles de *De Rode October* étaient écrits par van't Hart et Santen ; Tieleman était chargé de la fabrication du journal. Cor van't Hart assurait une grande partie du réseau de communications. Elle allait chez Drenth à Groningue et, en route, livrait les journaux à Arnhem, Deventer et Zutphen et rapportait des choses de La Haye avant de rentrer à Rotterdam.

Dangereux

Elle assurait aussi le contact avec Santen à Amsterdam. Pendant l'hiver de la famine (1944-1945), son rôle devint plus important encore. Cor van't Hart n'était pas membre de la direction, mais elle prenait « la plus grande partie du travail dangereux », pour utiliser les termes de Tieleman.

En comparaison avec le Front-MLL, la jeunesse et le relatif manque d'expérience des dirigeants du CRM étaient plus frappants. Piet van't Hart était le seul qui avait plus de trente ans. Tant par cette différence d'âge que du fait de sa participation comme volontaire à la Guerre civile espagnole et son appartenance passée à la direction du Front-MLL, van't Hart était celui qui possédait de loin la plus grande autorité politique à l'intérieur de la direction. Pour le reste, la jeunesse des dirigeants ne faisait que refléter la structure d'âge du groupe dans son ensemble. A La Haye, c'étaient les jeunes qui avaient continué après les exécutions et, à Amsterdam, la construction du travail du CRM était généralement l'oeuvre de membres des organisations de jeunesse du RSAP avant-guerre. On souligna dans *De Rode October* que désormais la jeune génération avait repris le travail des anciennes.

Le premier numéro de *De Rode October* avait été tapé par Tieleman sur des copies au carbone dans un bureau de vente de plomb et de zinc où il travaillait à Zieken, La Haye. Cela illustre bien combien le CRM dut partir à zéro, sans même le commencement d'un appareil. Le deuxième numéro du journal parut après la conférence de fondation du 22 août. Les premiers numéros étaient fabriqués de la même façon primitive. Une des copies au carbone allait à Rotterdam où elle était retapée. On ne sait pas jusqu'à quand se poursuivit ce mode de fabrication, mais en tout cas, les numéros furent ronéotypés à partir d'août 1943. Il était bien difficile en fait de considérer comme un duplicateur correct la première machine du CRM :

« Une boîte à miméographier serait une meilleure expression. C'était une espèce de boîte, à l'intérieur de laquelle il y avait une grille sur laquelle on pouvait fixer un stencil. En-dessous, il y avait un tas de papier et en faisant aller et venir un rouleau — comme certains rouleaux de peinture modernes —, on obtenait une impression. L'inconvénient était qu'il fallait prendre séparément chaque copie ».

Après la boîte à miméographier vinrent quelques autres gadgets, jusqu'à ce que le CRM se procure un miméographe à main Edison Dick avec lequel fu-

rent fabriqués la majorité des numéros de *De Rode October*. Grâce à ces améliorations, le tirage grandit, de quelques dizaines d'exemplaires à 2000 ou 2500 en 1943. A partir du n°13, le journal parut avec un titre rouge :

« Pour faire un titre, nous avons acheté une boîte de lettres avec d'énormes lettres de caoutchouc avec lesquelles nous avons composé les mots *De Rode October*. En plus, nous avons le tampon encreur le plus gros possible, avec de l'encre rouge, mais il était trop gros pour la boîte, ce qui fait que, pour chaque titre, il fallait imbiber deux fois le tampon ».

Le papier était fourni par vant Hof, de La Haye, un membre de l'ARP (parti antirévolutionnaire, un parti chrétien protestant)¹⁰ qui travaillait pour le journal clandestin *Trouw*. Avant guerre, il fournissait le RSAP et, pendant toute l'occupation, il fournit en papier le Front-MLL et le CRM.

Pendant l'occupation, il parut 44 numéros de *De Rode October*. Jusqu'en septembre 1944, c'était un mensuel, mais ensuite, quand la fin de l'occupation sembla proche, il parut tous les quinze jours. Pendant tout l'hiver de famine, et même pendant la période chaotique de la *razzia*¹¹, ils ont réussi à le sortir deux fois par mois. Du fait de la libération du Sud du pays, le contact avec les militants d'Eindhoven était coupé. Bien que, juste avant, un miméographe ait été apporté à Eindhoven, autant que je sache, il n'y eut pas là d'édition de *De Rode October* pour la zone libérée. La grève des chemins de fer rendait impossible le contact avec Herman Drenth à Groningue ; il n'y eut pas de publication séparée. A l'automne 1944, à Rotterdam, les camarades locaux miméographèrent *De Rode October* au moins trois fois. A Amsterdam également, on produisit du matériel de façon indépendante.

La responsabilité de la fabrication était entre les mains de Wout Tieleman qui, avec Antoine Dolleman, fabriqua la plus grande partie des numéros. On utilisa la miméographie d'août 1943 à novembre 1944 dans la mansarde d'Antoine Dolleman sur Herderinestraat ; ensuite, la fabrication fut transférée dans la maison des parents de Tieleman, Oltmansstraat. Si besoin, le duo Tieleman-Dolleman se faisait aider par d'autres. Rein van der Horst et Thea Bloemsma étaient régulièrement engagés dans la production du matériel et Lena Dolleman-Schenk, avec Antoine Dolleman, fabriqua un numéro de *De Rode October* pendant les grandes *razzias* de novembre 1944.

Tous ceux qui travaillaient dans la fabrication investissaient, souvent dans une température glaciale, une énorme quantité d'énergie dans la fabrication du journal, l'utilisation de l'encre, de stencils et de papier de qualité de guerre, et manquaient en outre de pièces pour l'entretien et la réparation de la machine. Il était donc tout à fait compréhensible que le comité de rédaction et Antoine Dolleman aient réagi avec indignation quand un des militants, dans une contribution interne, se plaignit de la parution des publications.

10. Le parti antirévolutionnaire hollandais s'opposait aux principes de la Révolution française.

11. On appela *razzias* les rafles dans les rues d'hommes pour le travail en Allemagne.

Evolution

On peut discerner une claire évolution dans le contenu de *De Rode October*. Les premiers numéros ne contenaient que quelques articles généraux sur le cours de la guerre et la stratégie et la tactique des socialistes révolutionnaires. Pendant la grève d'avril-mai 1943, on imprima quelques informations exactes et il y eut plus d'articles. Selon le CRM lui-même, *De Rode October* était devenu plus un véritable journal politique, « un organe d'agitation ». Cette conception ne me semble pas tout à fait correcte, car le gros du journal continua à être consacré à des articles d'analyse dans lesquels on exposait la ligne politique générale du groupe.

Le comité de rédaction lui-même soulignait régulièrement que, faute de contacts dans l'appareil d'Etat comme en avaient tant d'autres journaux illégaux, il ne disposait que d'une information insuffisante. On pressait les militants d'envoyer moins de polémiques et plus d'articles ayant valeur d'information, avec une introduction théorique. Le comité de rédaction lui-même dépendait beaucoup de la presse nazie et de la radio étrangère et un article contre la remise aux autorités nazies des récepteurs de radio privés les qualifiait de « possession sans prix ». Il est clair qu'on maîtrisait l'art d'interpréter ces sources, car les articles ont donné une sérieuse analyse de la situation tout au cours de la guerre.

Le contenu du journal était entièrement déterminé par le seul comité de rédaction : les articles qui n'étaient pas en totale harmonie avec la ligne n'étaient pas publiés. Les articles refusés, avec les arguments pour ne pas les imprimer, étaient publiés dans l'organe de discussion interne du CRM, *Het Kompas*. Ce dernier parut de novembre 1942 à la fin de 1944, quand il fallut arrêter la publication pour des raisons de communications : au total, treize numéros parurent. Dans le Front-MLL, il n'avait paru un tel bulletin qu'après une discussion acharnée, mais la direction du CRM écrivait qu'un tel journal était toujours nécessaire pour une organisation révolutionnaire. Aussi, en dépit des conditions d'illégalité, le CRM produisit un journal où tous les membres pouvaient discuter la politique de l'organisation. Outre les articles refusés par *De Rode October* (quelqu'un dont on avait refusé un article écrivit qu'il était devenu le domaine privé du comité de rédaction), *Het Kompas* publiait des articles sur certaines questions et le travail de l'organisation. Le comité de rédaction insistait pour qu'on envoie plus d'articles de discussion.

Aux environs du début de 1944 apparut à La Haye un groupe de discussion d'environ cinq jeunes proches du CRM. Au CRM lui-même appartenaient Leen Reedijk, le centre du groupe, Rein van der Horst, le contact avec la direction et Thea Bloemsma. Il publia quatre fois l'organe de discussion *De Pionier*. Il est remarquable qu'il fut beaucoup écrit dans ce journal sur des questions comme l'art et la sexualité, ce qui était inhabituel à l'époque dans le mouvement socialiste révolutionnaire. Peut-être peut-on en trouver l'explication dans le fait que les membres du CRM en question venaient de l'AJC, l'organisation d'avant guerre de la jeunesse de la social-démocratie qui était résolument tour-

née vers les questions culturelles. En outre, à la différence des membres du CRM, les gens de ce groupe ne venaient pas de la classe ouvrière. En fait, ces jeunes avaient besoin d'une discussion sur les questions qui avaient été séparées du courant principal de la vie culturelle ; par exemple, ils n'allaient pas au cinéma parce que c'était interdit aux Juifs.

Du fait de ses centres d'intérêt, le groupe était un animal étrange et les dirigeants du CRM eurent à son égard une attitude ambivalente. Ils réagirent deux fois assez rudement à des articles de discussion du groupe, le premier sur les normes d'appartenance à un parti révolutionnaire et le second sur la conception de Wilhelm Reich concernant la sexualité¹². Les réactions de la direction, probablement pour des raisons de sécurité, furent publiées dans *De Pionier* sous le pseudonyme de Rein van der Horst, Barbarossa. Aussi écrivit-il une lettre irritée à la direction dans laquelle, *inter alia*, il lui reprochait d'avoir mentionné « le parti marxiste révolutionnaire ». Selon lui, il n'aurait pas fallu mettre cela en avant, parce que ces jeunes ne s'étaient réunis que pour construire un mouvement socialiste de jeunes.

Le 21 novembre 1944, deux jours après avoir écrit cette lettre, van der Horst fut arrêté dans une gigantesque rafle à La Haye. Leen Reedijk avait été arrêté un mois auparavant. Le groupe alla un peu plus loin à l'époque. En janvier 1945, le quatrième et dernier numéro de *De Pionier* parut sous l'autorité d'un nouveau rédacteur en chef qui utilisait le pseudonyme de H. Blommers. Il soulignait le manque de clarté du caractère du groupe. La clarté qu'il souhaitait vint avec la parution du journal *Revolutionnaire Jeugd* (Jeunesse révolutionnaire) dont trois numéros parurent entre février et avril 1945 avec une diffusion de 500 à 1000 exemplaires. Le journal avait deux pages et paraissait sous le contrôle de Pict van't Hart. Antoine Dolleman écrivit le premier numéro, van't Hart le deuxième. *Revolutionnaire Jeugd* différait de *De Pionier* en ce qu'il apparaissait comme l'organe jeune du CRM et que les aspects culturels de la lutte pour le socialisme disparaissaient.

Finalement, en avril 1944, le CRM publia une brochure avec six articles de Trotsky sur le stalinisme. Dans l'introduction, ils annonçaient leur intention de publier *Le Programme de transition* de Trotsky et quelques textes de lui sur la montée du nazisme en Allemagne : ces publications ne parurent pas pendant l'occupation.

Naturellement le CRM avait besoin de maisons « sûres », de faux tickets, de fausses cartes de rationnement et autres papiers pour sa propre organisation. Ils purent satisfaire en partie leurs propres besoins. Andries Dolleman coopérait avec Leen Molenaar, membre de la direction de Spartacus : sous le nom de Zwarte Kees, Molenaar était très actif dans le domaine de la sécurité et c'est par lui que le CRM obtenait des cartes de tickets. Thea Bloemsma et Rein van der Horst avaient régulièrement des fugitifs de leur propre cercle chez eux. Les dirigeants coopéraient avec quelques groupes de résistance spécialisés dans la fourniture aux clandestins de cartes et de tickets, de papiers d'identité et

12. Drenth et Combrink étaient également intéressés par les travaux de Reich.

d'adresses « sûres ». Combrink, Cor van't Hart entre autres, étaient engagés dans ce travail.

Collaboration

Un des groupes avec lequel ils collaboraient était celui de Rinus Pelgrom, un communiste des conseils qui était aussi actif dans le groupe de résistance socialiste de gauche *De Vonk*. Son groupe faisait partie des Groupes-Francis d'Amsterdam, un cercle qui ne voulait pas rejoindre la LO (Organisation nationale pour l'aide aux fugitifs), parce qu'ils voulaient conserver leur autonomie d'organisation. La collaboration avec ce groupe devint si étroite qu'une partie, comprenant Pelgrom, rejoignit le CRM. Un autre contact important était Bertus ten Dam, qui, avant guerre, était membre du BRS (Ligue des socialistes révolutionnaires), une scission du RSAP. Ten Dam avait combattu en Espagne avec Piet van't Hart. Il travaillait dans le groupe de Daan Baruch et Eli van Tijn ; Ab Oeldrich était le faussaire très doué de ce groupe, qui se consacrait à la falsification des cartes d'identité et l'obtention de cartes de rationnement. Ce groupe collaborait avec la PBC (centre des cartes d'identité) de Gerrit van der Veen. En outre, le CRM, par Sal Santen, avait le contact avec le psychanalyste Coen van Emde Boas. Herman Drenth, de Groningue, collaborait dans le domaine de la sécurité avec les gens d'autres groupes. Des groupes Pelgrom et Ten Dam, le CRM obtenait des cartes de tickets et de faux papiers. Pelgrom avait pris sous sa protection plusieurs membres du CRM. De son côté, le CRM, à La Haye, procurait parfois à Pelgrom des cartes de rationnement et des tickets et l'aidait à trouver des adresses sûres.

Les cartes de rationnement obtenues par le CRM étaient réservées aux gens qui en avaient réellement besoin. Outre les fugitifs, il y avait les emprisonnés et les membres qui travaillaient en Allemagne. Pour eux, Cor van't Hart préparait des colis de ravitaillement. Sur une suggestion de Piet van't Hart, il fut décidé, afin d'empêcher bureaucratisme et favoritisme, que les membres du CRM n'auraient pas le droit d'utiliser des tickets de rationnement supplémentaires, un exemple de la rigide morale prolétarienne de van't Hart. Pendant l'hiver de la famine, cette règle fut délibérément violée : Thea Bloemsma reçut des tickets supplémentaires de Wout Tieleman afin de pouvoir continuer à fonctionner comme courrier.

Les contacts décrits ci-dessus étaient la responsabilité de la direction. Pour des raisons de sécurité, on désapprouvait les contacts locaux. Mais la réalité était plus complexe. Rein van der Horst travaillait au Bureau de l'Enregistrement à La Haye et était engagé dans le sabotage de l'administration allemande. En automne 1944, Thea Bloemsma se trouva engagée par hasard dans le sauvetage d'enfants juifs. Frits Zeggelink parfois « fit un petit détour ». De telles activités étaient inconnues de l'organisation.

On peut discerner trois phases dans son développement. La première va du début, à l'été 1942, aux grèves d'avril-mai 1943, pendant lesquelles fut développée une structure nationale. La deuxième alla de mai 1943 à septembre

1944, pendant laquelle *De Rode October* commença à paraître miméographié et où son caractère se définit mieux. A cette époque aussi *Het Kompas* parut plus régulièrement. De Jong caractérise cette période pour l'« illégalité » en général, comme le plus pur déroulement de la résistance.

La troisième phase, de septembre 1944 à la libération, est la plus difficile à évaluer. Le partage des Pays-Bas entre la partie contrôlée par les Alliés et la partie encore occupée par les nazis, le non fonctionnement des trains du fait de la grève des chemins de fer, le démantèlement de l'industrie, les *razzias* de population mâle et la famine de l'hiver tendaient à désintégrer la société. Dans ces circonstances, il n'était pas si simple, pour « l'illégalité », de continuer à oeuvrer et certainement pas pour un petit groupe comme le CRM.

Après la guerre, Piet van't Hart écrivit qu'à cette époque un petit groupe de militants du CRM accomplit une tâche inhumaine. Dans cette phase, Wout Tieleman et Antoine Dolleman réussirent à fabriquer *Rode October* deux fois par mois dans la mansarde qui n'était pas à l'épreuve du bruit de la maison des parents de Tieleman. Selon les paroles de Wout Tieleman :

« Dès que j'avais tapé tous les stencils, je commençais avec le timbre et le coussin d'encre à imprimer les titres sur la première page. Quel travail ! Pendant ce temps, Antoine maniait le rouleau. Quand j'avais fini, je commençais à réunir les feuilles et en faisais de petits tas. Antoine faisait le travail le plus fatigant, le passage du rouleau. Je ne le remplaçais pas souvent parce qu'il avait la machine tellement en mains qu'il était capable de sentir quand il y avait deux feuilles à la fois. Laisser sécher l'encre était un problème à part, car, dans la mansarde, l'encre restait trop visqueuse et Antoine devait souvent réchauffer les tubes à la chaleur de son corps nu pour pouvoir travailler ».

Après le début des grandes *razzias* à l'automne 1944, il était presque impossible pour un homme de descendre dans la rue : la direction du CRM appela ses plus vieux militants et les femmes à prendre le travail. Thea Bloemsma commença à assurer la fourniture de papier et d'encre à La Haye. Elle dit :

« Pour moi, c'était un jour de travail en soi, je mettais le papier dans ma poussette et mon bébé par-dessus, ce qui était un lourd chargement dans la neige. Cela fonctionnait très bien et on passait ainsi les postes de contrôle les plus serrés. Un jour, j'avais des lettres très importantes à faire parvenir à Wout Tieleman. Je les enroulai dans une couche sale et, avec bébé et poussette, je me mis en route. Au poste de contrôle, ils m'ont demandé : « Was ist das ? » (Qu'est-ce que c'est ?) et j'ai répondu « Das is Stront » (C'est de la merde). Je savais instinctivement que si on disait ça à un homme, on passerait le poste de contrôle ».

Dans des vêtements usagés, sur une bicyclette avec, comme pneus, des morceaux de tuyaux d'arrosage, Cor van't Hart, dans un froid glacial, allait à La Haye, Amsterdam et la Hollande du Nord. « J'avais peu de temps pour lire le journal, je revenais à la maison pour peu de temps et je repartais sur ma bicyclette ». Harry Combrink jouait aussi un rôle dans le maintien des communi-

cations et, sans tenir compte des *razzias*, faisait des « promenades » entre Amsterdam, La Haye et Rotterdam.

Lignes principales de la position politique

Comme le Front MLL, le CRM considérait la Deuxième Guerre mondiale non comme une lutte entre démocratie et fascisme, mais avant tout comme un conflit entre divers pays capitalistes pour le contrôle du marché mondial. Les Alliés occidentaux essaieraient d'étouffer toute activité indépendante importante des travailleurs. La victoire des Alliés ne pouvait briser l'impasse du capitalisme mondial et de nouvelles crises économiques et une nouvelle guerre mondiale étaient inévitables. Que l'Union soviétique ait choisi aussi l'aspect politique de ses alliés militaires occidentaux était pour le CRM une preuve supplémentaire de la politique réactionnaire nationaliste de la bureaucratie stalinienne gouvernante. Selon le CRM, l'Union soviétique était un Etat ouvrier dégénéré qu'il fallait défendre contre l'agression de l'Allemagne capitaliste. Il considérait que les développements révolutionnaires en Europe se répandraient en Union soviétique, tandis que la défaite de l'URSS signifierait que la réaction, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, saisirait cette occasion de détruire à jamais les conquêtes de la Révolution russe. Pour cette raison, le CRM pensait que sa position en faveur de la défense de l'URSS était directement opposée à la politique de Staline.

Dans le premier numéro de *De Rode October*, on reconnaissait que la situation n'était pas encourageante. Du fait de la profondeur de la crise du mouvement ouvrier, « contre toute attente », il n'y avait pas eu de résistance révolutionnaire à la guerre. En décembre 1942, on assurait que le chaînon le plus faible du système résidait dans les satellites allemands, en Italie et dans les Balkans. Une percée révolutionnaire pouvait commencer là, mais elle serait saignée à mort si la classe ouvrière allemande n'entrait pas en lutte. La résistance nationale en Europe était jugée de façon négative : des sentiments « pro-anglais » ne pouvaient engendrer une résistance révolutionnaire. Selon *De Rode October*, un tel développement n'était possible que s'il y avait des soulèvements révolutionnaires dans d'autres pays.

En février 1943, il y avait une réaction négative à la possibilité d'une invasion de l'Europe occidentale : semblable « second front » ne pouvait être établi que si l'Allemagne avait été considérablement affaiblie, ce qui signifiait que ce serait le moment le plus probable de quelque développement révolutionnaire. Ils se cramponnèrent, jusqu'à l'invasion de juin 1944, à cette perspective qu'il y avait une course à qui serait le premier, la révolution allemande ou l'invasion. L'issue pouvait être soit une vague révolutionnaire générale — soit la victoire de la contre-révolution.

L'invasion alliée de l'Italie en juillet 1943 confirma le CRM dans son opinion. Si l'avance alliée réussissait et si l'Allemagne était occupée, les possibi-

lités révolutionnaires s'évanouiraient pour nombre d'années. Dans la mise à l'écart de Mussolini par les cercles dirigeants d'Italie, le CRM voyait une tentative de tenir en échec la révolution. Ils accordaient beaucoup d'attention au développement de la résistance ouvrière en Italie et au rôle contre-révolutionnaire de l'administration militaire alliée et du parti communiste italien. Ils saluèrent chaleureusement les importants mouvements grévistes en Angleterre et aux Etats-Unis et dénoncèrent les mesures anti-démocratiques et anti-grèves des gouvernements de ces pays.

Une déclaration politique d'août 1943 donne l'idée la plus complète que se faisait le CRM de la Deuxième Guerre mondiale. La direction attachait beaucoup d'importance à ce texte qui fut soumis aux adhérents : elle écrivait que, dans une situation de légalité, on aurait dû tenir une conférence. Après consultation, le texte final fut publié dans le numéro 14 de *De Rode October*. La Déclaration politique est probablement le texte le plus fondamental du mouvement socialiste révolutionnaire dans les Pays-Bas sous l'occupation. *Inter alia*, elle donnait un résumé de l'évolution de la résistance en Italie, en Grèce, dans les Balkans, les pays occidentaux occupés et les pays alliés occidentaux. Pour le CRM, une renaissance du mouvement ouvrier allemand était au premier plan :

« Les mots d'ordre justes pour le renforcement de la résistance aux Pays-Bas contre l'impérialisme allemand contribueront à cet objectif. Un sain esprit de résistance vit dans le prolétariat hollandais. Les événements à venir décideront si c'est la révolution allemande ou la contre-révolution alliée qui utilisera cet esprit ».

Il apparaît d'après cette citation que, sous l'influence des événements, leur appréciation de la résistance dans les pays européens occupés avait subi certains changements : elle était jugée moins négativement maintenant en comparaison des premiers mois qui avaient suivi la fondation du CRM.

Après l'invasion de juin 1944, le CRM corrigea sa perspective de façon plus pessimiste :

« Dans la sixième année de la guerre, aucune vague de résistance révolutionnaire ne roule en Europe, mais les prolétaires et paysans mécontents s'allient avec leur bourgeoisie dans le soulèvement, la lutte de partisans, la guerre contre l'impérialisme allemand et mettent tous leurs espoirs dans la victoire de l'impérialisme allié ».

Pour le CRM, l'invasion signifiait que la révolution allemande prendrait longtemps à mûrir et que l'initiative révolutionnaire passerait à l'Italie et aux territoires européens occupés.

En décembre 1944, il semblait qu'on était arrivé à un tournant par le développement et la croissance de la résistance ouvrière dans la France libérée et en Belgique et par l'explosion de la guerre civile en Grèce. Le jugement sur la résistance nationale dans nombre de pays d'Europe connut un nouveau changement plus nuancé :

« Particulièrement en France, Belgique et dans les Balkans, le mouvement de résistance a pris un caractère radical à cause de ses partisans en majorité prolétariens et de l'activité collaborationniste d'une grande partie des classes possédantes [...]. La lutte des prolétaires qui soutiennent le mouvement de résistance a pris un caractère aussi aigu parce qu'elle est couplée avec certaines illusions quant à la libération sociale et nationale supposée être inhérente à la victoire des puissances « démocratiques » et de l'Union soviétique ».

En février 1945, on put observer une seconde vague de résistance à travers laquelle l'Europe devenait « un volcan révolutionnaire ». Le CRM continuait, cramponné à cette perspective : même dans le tout dernier numéro de *De Rode October* paru sous l'occupation, on s'attendait à un nouveau développement de la résistance en Allemagne. Cet espoir d'une renaissance des sentiments révolutionnaires des travailleurs allemands ne signifiait pas que le CRM ne gardait pas l'oeil sur les énormes problèmes qui se posaient à lui. En février 1943, il soulignait en ces termes la grande importance de la défaite du mouvement ouvrier allemand en 1933 quand Hitler vint au pouvoir sans coup férir, et les années qui suivirent, de terreur et de destruction du mouvement ouvrier.

« Ainsi, jeunes camarades, si le prolétariat allemand, malgré cette guerre énorme et sanglante, ne s'est pas encore soulevé et s'il prend tant de temps avant de s'engager dans l'opposition, ce n'est pas que le prolétariat allemand ait changé ou qu'il préfère jouer au soldat, mais à cause de cette terrible défaite — et rien d'autre »

Encore et encore, le CRM soulignait ce point. En plus, la politique des Alliés était mentionnée comme un facteur d'inhibition sur la conscience révolutionnaire allemande. Le CRM se tournait avec véhémence contre toute théorie de responsabilité collective du peuple allemand pour le nazisme et contre l'accord de Yalta qui ramena les ouvriers allemands une fois de plus dans les mains de Hitler. Dans les publications du CRM, il y a toujours une distinction nette entre les Allemands fascistes et antifascistes, et on n'utilise pas de terme comme « Boche » : « Ce n'est pas dans la Londres de Churchill et de Gerbrandy¹³ mais dans les prisons et camps de concentration d'Allemagne que sont nos alliés ». Il n'est pas exagéré de dire que le CRM essayait de graver cela dans la tête de ses lecteurs - contre le courant.

Par-dessus tout, l'Union soviétique se voyait reprocher sa politique nationaliste et son soutien du partage de l'Europe en sphères d'influence, agissant ainsi en opposition à une renaissance du mouvement ouvrier allemand. Aux yeux du CRM, la dissolution du Comintern en mai 1943 fut un symbole de cette politique : ils consacrèrent un long article et un manifeste spécial à la dissolution qui comblait les vœux des Alliés occidentaux. Néanmoins ils considéraient que les possibilités révolutionnaires seraient améliorées si l'Armée rouge libérait l'Allemagne des nazis ; les succès militaires de l'Armée rouge étaient une « rubrique glorieuse ». A cet égard, le CRM pensait que les soldats de

l'Armée rouge ne se tourneraient pas contre les forces révolutionnaires. Pour la même raison, Hitler préférerait une avance des Alliés occidentaux.

Conviction

Ainsi, malgré la reconnaissance des facteurs qui handicapaient leur cause, ils continuaient à croire en la venue de la révolution allemande. Ils ne pouvaient cependant pas donner beaucoup d'exemples concrets de leurs espérances. Ils soulignaient régulièrement l'existence d'une lassitude de la guerre générale dans la population allemande et croyaient ainsi que, du fait de la situation militaire désespérée, les soldats se démoraliseraient. Le coup d'Etat avorté contre Hitler du 20 juillet 1944 fut interprété en ce sens : « Les coups à l'intérieur des classes possédantes sont les préludes classiques des révolutions ».

Bien des gens vont penser que la place centrale du mouvement ouvrier allemand dans la pensée politique du CRM était utopique. Dans le CRM, un lecteur formula une critique dans *Het Kompas* à la fin de 1942 et au début de 1943, à l'époque de la bataille de Stalingrad. Il soulignait qu'il y avait une combinaison de discipline de fer, d'obéissance servile et d'une technologie hautement développée en Allemagne. Que la révolution puisse venir d'abord en Allemagne lui semblait « hautement improbable ».

« Aussi dur que ce soit, c'est le devoir de tout révolutionnaire de dire ce qui est : la classe dirigeante allemande a trouvé une très grande partie du peuple allemand prête à jouer au soldat, au policier ou au bourreau ».

Selon l'auteur (sans doute Theo Jansen), les masses allemandes devaient être libérées et c'était la tâche de la révolution européenne de purifier l'Allemagne. Ainsi était esquissée une perspective révolutionnaire différente de celle de la direction du CRM :

« Hitler ne peut pas résister à la fois aux révolutions dans les territoires occupés et aux « Alliés », qui se sont alliés à la résistance héroïque des ouvriers et paysans russes, d'autant plus que de tels soulèvements renforceraient la résistance russe et que, à partir de la guerre révolutionnaire de l'Union soviétique se développerait une guerre révolutionnaire européenne contre la citadelle de la contre-révolution Hitler-Allemagne ».

La direction réagit avec beaucoup d'irritation à cet article qui, selon elle, allait dans le sens de la politique tant décriée de la social-démocratie et des partis communistes. Un renforcement du nationalisme en Europe mènerait les ouvriers allemands un peu plus encore vers Hitler. Selon la direction, ce qui était décisif, ce n'était pas où la révolution commencerait, mais le fait que, sans le soutien de la classe ouvrière allemande, aucune percée révolutionnaire n'était possible. Selon les dirigeants, les révolutionnaires devaient énergiquement résister à la partition de l'Allemagne et « un second Versailles », c'est-à-dire une paix aux dépens de l'Allemagne. L'auteur de l'article réagissait avec un nou-

13. Pieter S. Gerbrandy (1885-1961) présidait le gouvernement royal en exil à Londres.

veau texte sous le titre « Des Politiciens souffrant d'artériosclérose ». Le danger d'un nouveau traité de Versailles était posé et on réclamait une politique de défense de l'Union soviétique plus active. La direction répliqua à cette deuxième contribution avec encore plus de véhémence, l'auteur fut accusé de « brutalité, distorsions et insinuations ». On répéta que ses conceptions étaient diamétralement opposées à celles du RSAP et du Front-MLL.

Dans les numéros suivants de *Het Kompas* apparurent de nouvelles contributions de lecteurs qui pensaient que *De Rode October* était trop optimiste sur les développements en Italie et surtout en Allemagne. Le comité de rédaction cependant pensait que cela témoignait d'un pessimisme superficiel et d'impatience ». Finalement Frits Zeggelink m'écrivit qu'après 1933, il ne croyait plus à une révolution allemande. Dans tout cela, il ne faut pas oublier combien avait été grand avant 1933 le prestige du mouvement ouvrier allemand. Selon les termes de Rein van der Horst : « Nous connaissions cette histoire, il n'est pas étrange que nous ayons eu des espoirs ». Sal Santen appelait la confiance dans le mouvement ouvrier allemand une « conviction profondément enracinée ».

La conception du CRM sur la situation aux Pays-Bas faisait partie de son analyse politique générale de la Deuxième Guerre mondiale comme guerre impérialiste. De petites nations comme les Pays-Bas n'étaient que des jouets dans les mains des puissances impérialistes. Depuis que les Pays-Bas étaient traités par les nazis comme une « colonie », la question de l'oppression « nationale » était posée. La bourgeoisie néerlandaise avait choisi dans la guerre le camp de l'Angleterre et des Etats-Unis. Ils ne voulaient cependant que créer une nouvelle « liberté » d'exploiter la classe ouvrière néerlandaise et les peuples coloniaux. Comme la classe dirigeante néerlandaise était aussi la victime de l'occupation et soutenait la lutte contre l'occupation, la lutte contre leur propre bourgeoisie devait être menée comme une lutte idéologique. En d'autres termes, les véritables buts de guerre de la classe gouvernante devaient être clarifiés.

Selon le CRM, l'oppression nationale avait pour effet de radicaliser les ouvriers :

« Il serait ridicule de se fermer les yeux devant le rôle énorme joué en ce moment par l'oppression nationale dans la vie politique des ouvriers néerlandais. Ce problème occupe tout ouvrier aujourd'hui et, de ce fait, les gens commencent maintenant à prendre maintenant un intérêt dans les problèmes politiques alors qu'auparavant ils ne pensaient rien ».

Il fut affirmé à plusieurs reprises qu'ils appréciaient le courage des organisations nationalistes. Toute collaboration politique avec une organisation qui voulait la victoire alliée était cependant fermement répudiée par le CRM :

« La tâche du prolétariat dans un pays opprimé est de lutter à la fois contre toute sorte d'oppression sociale et nationale et pour le droit d'auto-détermination nationale en coopération avec le prolétariat du pays oppresseur (...). La véritable force libératrice dans

la lutte contre l'oppression nationale et pour le droit à l'auto-détermination des nations, ne peut être que le prolétariat révolutionnaire ».

Naturellement, le CRM avait conscience que cette tâche était extrêmement difficile du fait de la misère de l'occupation :

« Les larges masses veulent d'abord se débarrasser de l'oppression nazie. Parce que leur haine est si grande, tout jugement critique sur les Alliés se transforme en peur que l'ennemi en tire profit, aussi leur sentiment national joue-t-il ici un grand rôle. L'oppression par un maître étranger est ressentie plus durement que l'exploitation par sa propre bourgeoisie ».

Autour du Mardi fou¹⁴, du 5 septembre 1944, où une libération rapide de tout le pays sembla proche, ils devaient conclure qu'ils étaient « impuissants au milieu d'une mer d'Orange »¹⁵. Selon le CRM, une réelle percée aux Pays-Bas ne pouvait sortir que de développements révolutionnaires dans d'autres pays d'Europe. Dans la situation néerlandaise, deux questions étaient à cet égard centrales.

En premier lieu, la reconstruction économique de l'Europe ravagée n'était possible qu'au détriment de la classe ouvrière : bas salaires et longues journées de travail seraient inévitables. Du fait de leur dépendance à l'égard des prêts de l'Angleterre et des E.U., nourriture et équipement ménager feraient défaut. On s'attendait à ce que, pour cette raison, l'Etat joue un plus grand rôle et prenne un caractère plus centralisé et plus autoritaire. Compte tenu de l'importance du problème économique après l'occupation, toute promesse d'une société plus juste n'avait aucune valeur aux yeux du CRM. Les plans en discussion à l'époque d'annexions de morceaux de l'Allemagne après l'occupation furent interprétés par le CRM comme un moyen de reconstruire le capitalisme et rejetés. Les grèves dans la partie libérée des Pays-Bas, à Eindhoven et dans les mines du Limbourg, dans le « profond Sud catholique » donnèrent une grande confiance au CRM. Il les vit aussi comme une partie de la vague prolétarienne de résistance qu'il observait en Europe.

Le deuxième point concernait l'avenir de l'Indonésie. Quoique des organisations de gauche comme le CPN et *De Vonk* fussent en train d'utiliser la promesse de la reine Wilhelmine d'une plus grande indépendance pour l'Indonésie, dans le cadre d'une sorte de statut de dominion, comme point de départ de leur politique, le CRM voyait dans cette promesse la simple annonce d'une « nouvelle expédition de pillage » et d'une guerre coloniale qui serait la conséquence inévitable de la libération des Pays-Bas. Le CRM s'en tint au vieux mot d'ordre du mouvement ouvrier révolutionnaire « Libérez l'Indonésie de la Hollande ! Maintenant ! »

Après l'invasion, ce problème fut discuté dans presque chaque numéro de *De Rode October*. On accordait de l'attention à l'argument selon lequel le

14. Le vendredi fou est le jour de l'échec de l'offensive britannique à Amhem.

15. Rappelons qu'Orange est le nom de la dynastie qui règne aux Pays-Bas.

combat des troupes hollandaises en Indonésie visait à la libération de l'Indonésie du fascisme japonais ou à empêcher sa domination par l'influence des Etats-Unis :

« Tout d'un coup, tout le monde est ému aux larmes par l'oppression japonaise en Indonésie, ce pays, qui, à travers les siècles, a été pressé comme un citron, où tout libre développement national et culturel a été empêché par la domination hollandaise et où les braves qui ont réclamé le droit d'auto-détermination nationale ont péri dans les fièvres des marais du camp de Digoel ».

Le CRM s'attendait à ce que la jeunesse ouvrière ne soit pas enthousiaste pour une guerre coloniale et voyait là une grande possibilité de recrutement massif pour lui. Autant qu'on le sache, sa position sur l'Indonésie n'entraîna aucun contact avec les Indonésiens qui vivaient aux Pays-Bas pendant l'occupation.

Du fait de l'énorme importance de ces deux questions, le CRM ne croyait pas à un retour automatique, pacifique, à la démocratie parlementaire. Il pensait même que l'ère de la démocratie parlementaire était passée pour de bon, parce que le capitalisme se trouvait dans une période de déclin structurel. Après la libération, le CRM n'attendait pas liberté d'organisation et de presse pour les organisations révolutionnaires. Et au temps du Mardi fou, la direction appela donc à garder une clandestinité totale.

Le CRM était contre l'introduction de l'état de siège et contre tout report des élections d'après-guerre. Les arguments pratiques apportés à cet égard par le ministre-président Gerbrandy, ne tenaient pas la route, selon le CRM : on demandait le report pour pouvoir commencer la reconstruction et préparer la guerre en Indonésie. A cause des « changements énormes » dans les masses, des élections immédiates permettraient de déjouer la classe dirigeante. Bien que le CRM ne fût pas un champion de la démocratie parlementaire, il réclamait beaucoup d'importance à cette question. De tout temps, il réclama des élections générales immédiates, et la liberté d'organisation et de presse¹⁶.

La démission du gouvernement des ministres social-démocrates en février 1945 et la formation d'un nouveau gouvernement confrontèrent le CRM dans son idée : du fait des plans politiques de la bourgeoisie, il n'y avait plus de place pour la social-démocratie dans le gouvernement. Selon le CRM, la composition du nouveau gouvernement prouvait qu'il y avait un mouvement conscient vers la réaction, et le « coup de marteau » fut la nomination au ministère de la Guerre de De Quay — qui avait été le dirigeant de la très controversée Union néerlandaise au début de l'occupation. Dans *De Rode October* du début janvier 1945, on considérait la possibilité d'un gouvernement de la social-démocratie et du CPN : le CRM espérait qu'un tel gouvernement détruirait la confiance des ouvriers dans ces partis.

16. Le CRM n'avait pas de programme d'action : Barend Luteraan en proposa un, mais l'affaire n'eut pas de suite.

De ce qui vient d'être dit, il apparaîtra clairement que toute idée de « libération » n'avait pour le CRM qu'un sens limité : dans le dernier numéro de *De Rode October* qui parut sous l'occupation, on écrivait, bien que tout le monde fût soulagé par la fin de la terreur nazie, qu'il ne fallait pourtant pas détourner son attention des problèmes mentionnés ci-dessus.

Résistance, théorie et pratique

Nombre de conséquences claires du domaine de la stratégie et de la tactique découlent de la position de principe internationaliste défendue par le CRM. L'une des plus importantes était qu'ils ne considéraient pas les soldats allemands aux Pays-Bas comme des ennemis mais comme des frères de classe avec lesquels il fallait encourager la fraternisation. Le CRM ne réussit pas à établir des contacts organisés mais il s'adressa directement de façon propagandiste aux « travailleurs allemands sous l'uniforme ». A La Haye, des bandes de papier gommées sur lesquelles on avait tamponné des mots d'ordre furent collées sur les murs des casernes. A Rotterdam, des tracts spéciaux en allemand furent faits et, entre autres, placés sur les escaliers du pont Maas par Piet et Cor van't Hart qui, pour le faire, adoptaient la vieille tactique du « couple d'amoureux ». Plus tard, Rein van der Horst appela ces activités « tirs dans le noir ». Il n'y a dans *De Rode October* aucun article sur une résistance explicitement antifasciste dans l'armée allemande ; tout ce qu'on peut trouver, c'est une tentative d'établir une augmentation du nombre de désertions à la fin de l'occupation et la remarque de l'attitude souvent peu agressive des soldats pendant les *razzias* de 1944. « Il est même arrivé qu'ils renvoyaient des dénonciateurs ». Dans le cours d'un développement de cette position sur les soldats allemands, il y eut la dénonciation véhémement de la pratique qui consista à tondre les « filles à Boches » à la libération, et que le CRM appela « pogrom nationaliste ». Pour lui, l'unique critère était la conviction fasciste ou antifasciste. Il soulignait qu'il y avait deux poids, deux mesures, puisqu'on n'avait pas touché un cheveu des hommes qui avaient eu des amies en Allemagne. « Cette sorte de chose ne peut se produire que dans la tête d'un petit-bourgeois hypocrite qui est pieux en public et pêche en secret ».

Intégral

Le CRM dirigea aussi ses attaques contre les bombardements alliés massifs de destruction. Le bombardement de La Haye, en mars 1944, qui fit plus de 500 morts, ne pouvait selon lui se justifier d'un point de vue militaire : il publia un pamphlet là-dessus à La Haye. Le bombardement de Dresde fut décrit comme « une horrible partie de meurtre ». « On fait silence dans le camp des

Orange sur Dresde... Dresde, ce tas brûlant de ruines, fut la ville de la partie la plus antifasciste d'Allemagne, la Saxe ». La majorité de la Résistance soutenait les bombardements alliés et, au mieux, critiquait des opérations où les conséquences pour la population civile l'emportaient sur les aspects positifs du point de vue militaire. Pour le CRM, ces bombardements étaient partie intégrante de la guerre impérialiste. Le CRM, à de nombreuses reprises, s'éleva aussi contre l'assassinat politique de personnes importantes. Il considérait comme négatives ces formes de terreur individuelle ; on remplaçait simplement les victimes et les repréailles de l'occupant faisaient nombre de victimes. Le CRM pensait que la terreur individuelle ne menait pas à la résistance de masse. Ce n'était pas la même chose que de tuer les traîtres et les agents de l'appareil de répression allemand, ce qui, pour le CRM, était une simple question d'« auto-protection »¹⁷.

Le CRM ne préconisait pas non plus le sabotage économique. Il pensait que cette méthode équivalait aux attaques terroristes ; on admettait cependant que le sabotage économique, sous la forme du ralentissement du travail était « d'une certaine manière une action de masse ». Il était opposé au sabotage militaire du ravitaillement, parce qu'il faisait partie de l'effort de guerre des Alliés et qu'il atteignait avant tout les populations des territoires occupés. Comme dans le cas des assassinats, le CRM ne faisait qu'une exception, avec le sabotage comme action défensive dans le contexte de la défense de l'Union soviétique.

« Puisque 90 % de l'armée allemande a été lancée contre l'armée soviétique, les travailleurs ont le devoir d'affaiblir délibérément la production de guerre allemande, par ce qu'on appelle « le sabotage économique » dans les usines d'armes et de munitions et dans les transports vers le front russe ».

Ce point de vue avait été développé dans le contexte de la guerre où la résistance nationaliste appelait au sabotage économique. On peut se demander dans quelle mesure la conception du CRM avait été bien réfléchi. Deux articles de *De Rode October*, l'un traitant des ouvriers étrangers en Allemagne et l'autre des travailleurs néerlandais travaillant pour les Allemands à Rozenburg, proposèrent la résistance passive sous la forme du ralentissement du travail. L'un et l'autre cas répondaient au critère de la production de guerre formulé par le CRM, mais les articles ne mentionnaient pas l'argument de la défense de l'URSS. Au contraire, dans l'article sur Rozenburg, on utilisait l'argument (correct selon moi) selon lequel cette forme de résistance ouvrière était la plus efficace sous la terreur de l'occupation.

Il n'y avait pas de divergences importantes sur la question des attentats armés et du sabotage économique. Il n'apparut de dissension qu'à propos d'un article de *De Rode October* dans lequel la participation des ouvriers aux démo-

litions était rejetée, lorsque, à l'automne de 1944, une grande partie de l'appareil économique fut démantelée par l'occupant. Un membre écrivit dans *Het Kompas* que cet article contredisait la politique du CRM puisqu'il appelait à un refus individuel d'obéissance. Le comité de rédaction répondit qu'il y avait certaines limites dans l'opération qui consiste à forcer les travailleurs à vendre leur force de travail ; dans certaines questions touchant directement leurs intérêts vitaux (comme le déménagement de tout ce qui se trouvait dans les appartements des Juifs déportés, la démolition des quartiers ouvriers, l'enlèvement du ravitaillement et la démolition des usines), chaque travailleur devait résister. Lorsqu'il s'agissait de la destruction de moyens de production, il fallait distinguer une démolition consciente du travail des ouvriers dans l'industrie de guerre. La rédaction de *De Rode October* admettait que la distinction n'avait pas été assez claire dans l'article discuté.

En comparaison avec le reste de l'Europe occupée, la résistance armée aux Pays-Bas fut relativement peu importante. Néanmoins et en dépit de l'opinion de la direction, il est difficile de répondre à la question de savoir si la résistance armée n'eut pas quelque force d'attraction pour les membres du CRM. Theo Jansen, de La Haye, probablement celui qui plaida dans *Het Kompas* pour une défense plus active de l'Union soviétique, voulait se battre comme il l'avait fait pendant la guerre d'Espagne. Il quitta les Pays-Bas et, en passant par la Scandinavie, finit dans l'armée néerlandaise. Frits Zeggelink m'a écrit :

« Pendant la guerre, j'ai été contacté environ trois fois par des groupes qui n'étaient pas de gauche. Ces orangistes bavards et confus me répugnaient, mais la lutte armée me tentait. Pour des raisons de loyauté, je refusai et dis que j'étais déjà occupé ».

La position du CRM sur l'envoi en Allemagne d'ouvriers néerlandais était étroitement liée aux conceptions qui viennent d'être exposées. En ce qui concerne ses propres membres, le CRM avait une position claire : leur place était avec les ouvriers. Quand on était appelé à travailler en Allemagne, il fallait y aller et essayer de construire politiquement, en collaboration avec les révolutionnaires allemands. Aux yeux du CRM, les millions d'ouvriers étrangers devaient jouer un rôle-clé dans le développement révolutionnaire en Allemagne. Cette position était également exposée dans *De Rode October*, quoique peut-être sous une forme plus nuancée : l'article s'adressait aux ouvriers travaillant déjà en Allemagne et qui étaient en permission aux Pays-Bas. Mais le CRM soutint sans réserve la grève d'avril-mai 1943 qui était une protestation contre l'envoi en Allemagne de 300 000 anciens prisonniers de guerre néerlandais : le CRM préconisait refus de masse et évasion. L'appel ne se limitait pas aux anciens soldats pour qui l'élément de compulsion était en fait très présent. Selon le CRM, les ouvriers entre 18 et 35 ans qui devaient s'enregistrer pour le service du travail, devaient également résister.

17. Le CRM s'exprima dans ce sens lors de l'attentat contre le bourreau Rauster.

Conscription

Cependant la question ne fut pas abordée dans les numéros suivants de *De Rode October*. En février 1944, il semblait qu'ils étaient revenus à leur ancien point de vue : un article sur la nouvelle mobilisation ouvrière affirmait que ceux qui étaient envoyés en Allemagne devaient contacter les antifascistes allemands. A l'époque des *razzias* de 1944 qui étaient une sauvage chasse à la main d'oeuvre néerlandaise, le CRM appela à l'évasion. Dans ces circonstances, aucun autre point de vue n'était désormais possible. Un nombre considérable de membres du CRM travaillèrent en Allemagne. D'Amsterdam, trois travaillèrent en Allemagne et un en Finlande ; nombre de militants de Rotterdam travaillèrent aussi en Allemagne. *De Rode October* donnait régulièrement des informations sur les sentiments des ouvriers étrangers et allemands en Allemagne. Après la guerre, Piet van't Hart écrivit que le CRM avait eu des contacts avec des groupes allemands clandestins. Sur ce point, nous n'avons pas de preuve concrète. Peter Drenth, de Groningue, fut impliqué dans une courte grève à Bremerhaven. Après la guerre, Toon Kwawegen raconta à Cor van't Hart qu'il avait eu des contacts politiques en Allemagne. Le militant qui travaillait en Finlande, avec une cuisinière, fit passer de la nourriture aux prisonniers de guerre russes, mais on ne le crut pas quand il dit qu'il était trotskyste : n'avaient-ils pas tous été exterminés ?

En fait, ces directives sur le travail en Allemagne n'ont pas été toujours suivies. Dans un article de *Het Kompas*, il fut affirmé que nombre de militants n'étaient pas partis. La direction pensait que seuls ceux qui étaient indispensables à l'organisation devaient passer dans la clandestinité. Un argument utilisé à cet égard était que ceux qui échappaient au travail en Allemagne en s'évadant devaient aller dans la clandestinité, ce qui leur interdisait le travail politique.

Avant-Garde

Sur la question du travail en Allemagne, le CRM défendit une tactique socialiste révolutionnaire classique qui convenait à une petite avant-garde de révolutionnaires. A mon avis, pendant l'occupation, cette position entra en conflit avec les besoins de la stimulation de la résistance de masse. L'occupation était caractérisée par une combinaison de répression nationale et sociale. Refuser de travailler en Allemagne était le moyen de résistance le plus important de la classe ouvrière néerlandaise contre la super-exploitation nazie.

Le CRM attachait peu d'importance à la défense de cette forme de résistance, ainsi qu'on peut le déduire du fait qu'on ne trouve aucun article dans *De Rode October* sur la grande résistance des étudiants à leur envoi en Allemagne en 1942 et 1943¹⁸. Sous l'influence de l'action de masse de la grève d'avril-

mai, le CRM fit une exception importante à sa règle générale. L'argument selon lequel, pour la classe ouvrière, la fuite n'était pas possible, ne semble pas convaincant, puisque, après que la victoire des Alliés apparut possible, de très importantes fractions de la classe ouvrière réussirent à échapper à la mobilisation du travail¹⁹. La ligne conséquente du CPN à cet égard pendant toute l'occupation joua certainement un rôle important dans la croissance de la popularité de ce parti²⁰. On doit se souvenir qu'à la différence du CPN, le CRM n'adopta pas une attitude hautement morale à l'égard des ouvriers qui partaient pour l'Allemagne. Et ces remarques critiques ne signifient pas que les révolutionnaires ne pouvaient pas faire en Allemagne un travail utile, même si ce travail n'était certainement pas facile.

En mars 1944, Piet van't Hart souleva dans *De Rode October* la question du marché noir. Il le rejetait par principe parce qu'il aggravait le niveau de vie des ouvriers. Van't Hart était ennuyé parce que certains ouvriers étaient infectés par le marché noir qui signifiait qu'ils prospéraient sur la misère du prolétariat et se dégradèrent au niveau de *lumpenproletariat*. Il y eut dans *Het Kompas* une réaction à cet article ; l'auteur parlait de l'importance du marché noir et de ses effets sur l'inégalité sociale. Il réclamait des mesures de classe contre les gros trafiquants. La ligne de van't Hart était qualifiée de « moraliste » et on disait que son application signifierait que ceux qui ne feraient pas de marché noir mourraient de faim. Van't Hart répondit sous le titre « Nous devons être irrécconciliables à l'égard du marché noir », dans lequel il disait que les révolutionnaires auraient peut-être à mourir de faim dans la lutte. Il refusait de formuler des revendications concrètes, parce qu'elles n'étaient pas réalisables ; à ses yeux, donner de bonnes informations sur ce qu'on pouvait se procurer était inutile, puisque ces informations seraient accessibles à tous. Il écrivait que son article avait été mal compris, car il s'agissait de moralité de classe. Il ne s'intéressait pas au fait qu'on puisse par hasard acheter ou vendre une fois en passant au marché noir, mais aux trafiquants et particulièrement aux ouvriers qui, en se livrant à cette activité, changeaient leur position de classe.

Pendant l'hiver de la famine, le CRM décrivit encore et encore ses horreurs. A plusieurs reprises, il affirma que les différences de classe avaient été aiguisées par la faim, que les gens aisés s'en sortiraient et que les plus atteints étaient avant tout les enfants, les malades et les vieux. Il faisait quelques critiques d'un appel, dans *Het Oranje Bulletin*, journal de plusieurs groupes de résistance, à ne pas aller à la campagne pour trouver de la nourriture ; pour le CRM, c'était de la folie d'attendre que les ouvriers acceptent de mourir de faim.

19. Dans la troisième année de l'occupation, il y eut 160 000 départs d'ouvriers en Allemagne, dans la quatrième, après la grève, 107 000 seulement; de ce 107 000, 93 000 étaient partis dans la première moitié de l'année, seulement 14 000 dans la deuxième; en fait c'était la fin du travail obligatoire.

20. *De Waarheid* écrivait le 10 mai 1942 qu'il n'y avait pas « plus grand crime contre la patrie que de travailler dans les usines de guerre allemandes ».

18. Drenth pense que les étudiants n'étaient pas dans la sphère d'intérêt du CRM.

« Notre mot de passe pour les ouvriers est cependant d'avoir des relations de camarades, de solidarité envers les camarades moins favorisés et de dénoncer tous ceux qui trafiquent des pommes de terre à des tarifs de marché noir »

L'un des effets de la famine que le CRM souligna fut que le nombre augmenta de ceux qui s'adressèrent aux nazis pour travailler : la faim apparaissait comme une arme plus efficace que la terreur et l'intimidation. L'arrivée des colis de ravitaillement de la Croix Rouge était saluée, mais le CRM niait que la Croix Rouge fût une agence neutre et soulignait le caractère particulier de la distribution des colis :

« Heureusement, nous avons aussi rencontré de nombreuses femmes ouvrières (et elles peuvent vraiment bien utiliser le pain) qui parlent d'un pourboire, d'une sucette qu'on nous jette ».

Selon *De Rode October*, la clandestinité bourgeoise comptait sur la famine, le CRM lui, voyait dans la misère de la famine de l'hiver une illustration de la barbarie de la guerre impérialiste.

Quelle attention le CRM accorda-t-il aux déportations massives des Juifs et à leur sort dans les camps ? Dans *De Rode October* de novembre 1942, les conceptions raciales des nazis étaient discutées et démolies. Une revue de 1942 notait les déportations massives de cette année. Puis le journal garda le silence très longtemps sur cette question. En octobre 1944, dans un aparté, il s'aventura à écrire que les Juifs déportés reviendraient de « leur misère et de leurs tortures ». En février 1945, il y eut une réaction à la nouvelle selon laquelle trois millions de Juifs avaient été assassinés en Pologne :

« Nous avons frissonné en lisant cela. Nous qui avons eu des amis juifs et peut-être des liens familiaux, nous nous sommes abusés du vague espoir que ce n'était peut-être pas aussi mauvais, qu'un peu plus ont été sauvés et que c'est de la propagande ».

Cela montrait alors clairement ce qu'avait été le raisonnement derrière la remarque d'octobre 1944. Le CRM interprétait le génocide comme une preuve de la barbarie de l'impérialisme déclinant et soulignait l'hypocrisie de la propagande nazie sur les « ploutocrates ». Il était dit plus loin dans l'article :

« La destruction des Juifs en Europe sera l'une des pages les plus noires de l'histoire mondiale. Il est stupéfiant que maintenant, même après cette tristesse, un antisémitisme sournois, routinier, prenne ici aussi, mais nous jurons que nous, qui voyons dans le prolétariat allemand aussi bien que dans les Juifs, les dupes et les victimes de la barbarie nazie, nous haïrons et combattons jusqu'à notre dernier souffle les assassins de nos amis, des membres de nos familles et de nos camarades ».

Selon De Jong, l'aide aux Juifs évadés fut le fait de socialistes, de communistes et, un peu plus tard, de chrétiens de l'Eglise réformée. Le CRM contribua aussi pour sa modeste part. De ce qui vient d'être indiqué, il est clair que les publications du CRM n'accordèrent pas une grande attention au sort des

Juifs. Bien qu'auparavant des journaux illégaux aient déjà publié des informations sur l'holocauste, le processus de répression noté par le CRM était presque général dans la résistance, bien que certains aient été plus conscients du sinistre destin des déportés juifs que de celui de la masse de la population. La presse illégale écrivit peu sur les déportés. Le CRM n'est pas à cet égard une exception positive.

Massif

Le 30 avril et le 1er mai 1943, pour la première fois depuis la grève de février, il y eut une résistance ouvrière ouverte massive aux Pays-Bas. Le vendredi 29 avril, on annonça que les anciens prisonniers de guerre (300 000 personnes) seraient envoyés travailler en Allemagne. Cette annonce était de la part de l'occupant une grosse erreur tactique : aucun type d'exception n'était mentionné et tout suggérait qu'ils allaient être envoyés tous en même temps. La grève de deux jours naquit spontanément à Twente et prit un caractère général dans bien des endroits. Dans le Randstad (en gros entre Amsterdam et Rotterdam) la grève fut moins marquée. Elle fut brisée par une terreur sauvage. 80 personnes furent exécutées après avoir été sommairement jugées. 95 furent abattues dans les rues. 400 personnes furent grièvement blessées et 900 des personnes arrêtées furent envoyées en camp de concentration. *De Rode October* appela cette grève « une réaction magnifique aux mesures répressives de l'impérialisme allemand... jamais aux Pays-Bas, on n'a connu semblable vague de grèves qui s'est étendue en quelques jours ».

Il y eut une grande discussion pour savoir pourquoi il y avait eu la grève à la campagne et dans les petites villes, mais pas dans les grandes cités. Selon le CRM, le facteur principal était que, dans les grandes cités, la répression et la terreur étaient bien plus grandes. Pourtant les grandes cités seraient entrées dans la grève si l'on n'avait pas annoncé ensuite que les ouvriers des usines travaillant pour l'Allemagne seraient exempts. Le personnel des chemins de fer ne s'était pas mis en grève. On conclut qu'en février la campagne avait laissé les villes toutes seules, mais que maintenant un vent frais venait de la campagne et des petites villes et soufflait vers les grandes cités :

« La nouvelle coalition entre le citadin et le paysan reconstruira la direction politique des grandes cités. Un mouvement de résistance sans elles est voué à l'échec ».

Selon le CRM, Angleterre et Etats-Unis avaient saboté la grève parce qu'aucune attention ne lui avait été accordée sur les radios²¹ ; cela prouvait que les Alliés avaient peur de l'action indépendante des ouvriers et des paysans et ne voulaient qu'un soulèvement général dans le cadre du second front. On prédisait que les plans de déportation seraient appliqués peu à peu : on appelait à l'évasion en masse pour empêcher l'enregistrement pour l'emploi des hommes

21. Selon De Jong, le gouvernement de Londres ne savait rien de la grève ; quand il demanda assistance le 2 mai, Churchill répondit que c'était hors de question.

entre 18 et 35 ans. Le CRM était d'avis cependant qu'évasion et dissimulation à une telle échelle étaient impossibles. Il défendait une résistance passive de masse et appelait particulièrement les fonctionnaires à saboter l'exécution de cette mesure. Cette idée fut exprimée non seulement dans *De Rode October*, mais dans un tract. Selon le numéro de *De Rode October* dans lequel le tract était inséré, c'était le troisième tract du CRM sur la grève. Autant que je sache, les deux premiers n'ont pas été conservés.

On assura que nombre de membres du CRM avaient participé à la grève « en persuadant les grévistes et en encourageant la lutte ». D'autres distribuèrent des tracts appelant à la grève. Les seuls exemples connus sont ceux de La Haye, une des trois grandes cités, la seule où la grève se répandit. Compte tenu de la concentration du CRM sur les grandes cités, il paraît probable que la contribution directe du CRM se limita à La Haye. Rein van der Horst fut impliqué dans un arrêt de travail au Bureau d'Enregistrement. Plus importantes furent les grèves aux Chèques Postaux et au Service Virement où le personnel surtout féminin fit grève deux jours. Les membres du CRM Antoine Dolleman et Frits Zeggelink y travaillaient et y avaient des contacts. Ils prirent très vite l'initiative de sortir un tract qui fut tapé à son travail par Wout Tieleman et tiré chez lui par Antoine Dolleman. Ainsi le CRM fut-il le premier groupe illégal à réagir à la grève au Service du Virement. Après la grève, Antoine Dolleman fut au nombre des grévistes arrêtés : il n'y avait que des hommes, car les femmes grévistes étaient, selon les autorités allemandes, de « lächerliche Jungfrauen » (de ridicules jeunes filles). Une semaine après la grève, Dolleman fut convoqué par l'administration et interrogé par les hommes du SD, Schmidt et Bark ; le 27 mai, alors que le CRM en fait ne s'y attendait pas, il fut arrêté. Il resta en prison à Scheveningen pendant dix semaines.

Au début du premier jour de grève, Antoine Dolleman prit le tract qui avait été distribué à La Haye à bicyclette, et le porta à Piet van't Hart à Rotterdam. Van't Hart exultait comme s'il avait attendu une action des militants de La Haye. L'effet de la grève sur le CRM apparaît dans cette réaction. La contribution du CRM à la grève fut très réduite, mais le fait que certains des siens y aient participé et qu'ils aient été capables de réagir dans une certaine mesure par des tracts était important pour ceux du CRM. Le numéro de *De Rode October* paru après la grève se caractérise par un ton inspiré. Le CRM était convaincu qu'il avait fait ses preuves et il lança un appel à renforcer les rangs de l'organisation. La résolution et la confiance en soi du CRM avaient considérablement grandi et la passivité pendant la grève de larges fractions du milieu révolutionnaire d'avant-guerre renforçait le CRM dans cette résolution. Dans le numéro de *De Rode October* déjà mentionné, une volée de bois vert adressée à ces cercles révélait le mécanisme psychologique qui opérait ici.

Pression

Dimanche 17 septembre 1944, le gouvernement néerlandais, sous la pression des Alliés, appela le personnel des chemins de fer à faire grève pour sou-

tenir l'offensive militaire alliée. L'administration des chemins de fer, qui, en étroite collaboration avec les dirigeants syndicaux d'avant guerre, avait lutté contre les autorités sous l'occupation, mais seulement dans les cas où il s'agissait des intérêts étroits de l'entreprise, fut d'accord : elle voyait la grève comme un moyen à utiliser dans le cadre d'une libération proche. Elle espérait aussi, en dirigeant explicitement la grève, limiter l'influence des tendances de gauche chez le personnel. La grève fut un succès, mais du fait de l'échec de l'offensive alliée, elle devint une arme à double tranchant ; à titre de représailles, Seyss-Inquart²² décida d'arrêter tout transport de ravitaillement dans la partie occidentale du pays. Le personnel des chemins de fer, cependant, ne pouvait reculer et la grève dura jusqu'à la libération. Avec ce développement inattendu, l'emprise de l'administration des chemins de fer diminua ; en de nombreux endroits il y eut un vide politique en ce qui concernait soutien financier et aide aux grévistes et il fut rempli par diverses organisations illégales.

Du fait que la grève était directement liée aux plans de guerre des Alliés, le CRM ne se rangea qu'avec hésitation derrière la grève. Que les ouvriers, indépendamment des risques immenses, aient suivi l'appel, indiquait qu'ils possédaient une force énorme : ils devaient cependant comprendre qu'à l'avenir ils devraient tourner cette arme contre leur propre bourgeoisie et ne pas laisser le gouvernement et les Alliés se servir de la grève. La conclusion du premier article sur la grève était suffisamment vague :

« Le CRM ne s'oppose donc pas à la grève, dans la mesure où elle est dirigée contre l'impérialisme allemand ».

Exploitation

La position de la direction fut élaborée dans les deux numéros suivants de *De Rode October*. En premier lieu, la grève n'était pas une conséquence de l'appel du gouvernement, mais de la haine contre l'oppression allemande, c'était une action prolétarienne que les alliés occidentaux exploitaient. Le CRM appelait à former une direction indépendante de la grève, sans patrons ni administrateurs. En cas de succès de l'offensive alliée, il fallait déposer les revendications suivantes : droit de grève, que les cheminots n'avaient plus depuis la grève de 1903, améliorations matérielles, liberté des organisations et fin immédiate de la guerre. Début novembre, il devint clair que l'occupant utilisait la pression économique pour briser la grève. Les ouvriers allemands qui assuraient le trafic aux Pays-Bas ne devaient pas être considérés comme des jaunes, car il était dangereux pour eux d'arrêter le travail. Le mot d'ordre de fin immédiate de la guerre était lancé comme moyen d'unir dans une lutte commune ouvriers allemands et néerlandais.

Il apparaît d'après *Het Kompas* que, dans le CRM, la ligne sur la grève des chemins de fer n'a pas été épargnée. Plusieurs souhaitaient une attitude plus

22. Artur von Seyss-Inquart (1892-1946), chef des nazis autrichiens, ancien vice-commissaire en Pologne occupée, avait été nommé haut commissaire aux Pays-Bas par Hitler en 1940. Il fut pendu.

critique. Swartenberg pensait qu'on ne pouvait parler d'une action prolétarienne : il fallait transformer la grève en action prolétarienne. Les dirigeants répondaient qu'ils avaient eu aussi des problèmes pour définir leur position, mais qu'ils persistaient à penser que la protestation contre la direction allemande était au centre de la grève. A cette réponse, De Vries réagit : « Cette vision serait en fait juste si la bourgeoisie néerlandaise, sous la forme des armées alliées, ne marchait pas au-delà de la frontière des Pays-Bas ».

Selon De Vries, le caractère de classe de la direction déterminait celui de la grève elle-même. De Vries considérait que c'était le problème le plus difficile depuis la naissance du CRM et exprimait l'espoir que le comité de rédaction reconsidérerait sa position. Piet van't Hart réagit, écrivant qu'il se réjouissait du ton balancé de la critique de De Vries. Il souligna le fait que tous les membres du CRM étaient des jeunes sans expérience dans de tels problèmes tactiques : la direction aussi ne s'était mise d'accord qu'après bien des discussions. Van't Hart réexpliquait sa position. Pendant l'occupation, la classe ouvrière avait été réduite en esclavage de façon inconnue jusque là et tout acte de résistance avec des méthodes de classe contre cette réduction en esclavage était progressiste. Le moment précis où la grève avait éclaté importait peu :

« Si nous voulons formuler correctement les choses, il faut dire : la grève est une action surtout prolétarienne lancée et dirigée par la bourgeoisie qui essaie d'utiliser à ses propres fins le sentiment anti-impérialiste des masses ».

Van't Hart se demandait ensuite d'où venaient les réserves contre la grève : selon lui, elles étaient dues à l'isolement du CRM et son manque de contact avec les larges couches ouvrières :

« C'est cependant notre devoir de chercher des voies pour influencer à l'avenir ces ouvriers et leur parler de nos perspectives. Si nous ne le faisons pas, nous ne sommes que des omniscients académiques ».

Swartenberg aussi, dans sa contribution, réclamait une attitude plus active, des diffusions de tracts. Autant qu'on le sache, il n'y eut pas ou guère d'activités de ce genre. Théoriquement, il existait, comme on l'a dit, quelques possibilités de jouer un tel rôle de soutien de la grève, mais il faut garder à l'esprit que les circonstances très difficiles de la dernière année d'occupation limitaient ces possibilités pour un petit groupe comme le CRM. Pourtant il est clair que van't Hart mettait le doigt sur son point faible.

Le CRM et la résistance de gauche

Le CRM était essentiellement composé de membres du Front-MLL qui avaient été opposés à la politique de Sneevliet. En plus, il avait quelques membres du GBL d'avant-guerre, la section de la IVe Internationale dont Sal Santen était l'individualité la plus importante. En outre, de juillet 1944 à janvier 1945, le groupe indépendant autour de Barend Luteraan, vétéran haut en couleurs du mouvement ouvrier, travaillait avec le CRM à Amsterdam. Pendant

la guerre, le CRM dans son ensemble commença de plus en plus à se tourner vers la IVe Internationale et Santen particulièrement oeuvra en ce sens.

A l'automne de 1942, la question fut posée de savoir si le CRM se considérait comme la continuation de l'opposition dans le Front-MLL. Dans le journal interne *Over en Weer* qui était en fait le premier numéro de *Het Kompas*, parut un article où il était dit que l'article qui ouvrait le premier numéro de *De Rode October* avait été trop positif à l'égard de Sneevliet et du Front-MLL. Sneevliet et ses camarades avaient « bravement donné leur vie pour la cause des travailleurs », mais on ne pouvait les reconnaître comme des marxistes révolutionnaires « au meilleur sens du terme ». On demandait au CRM plus de clarté politique :

« Dans le nouveau journal d'un nouveau groupe, on attend au moins une déclaration quant aux raisons pour lesquelles on est là et ce qu'on veut ».

Cette critique fut sèchement rejetée dans une réponse du comité de rédaction : faisant allusion à l'opposition dans le Front-MLL, ils expliquaient que le premier numéro de *De Rode October* était paru avant la fondation du CRM et la rupture avec Spartacus. La réponse se terminait ainsi :

« Si l'auteur de l'article voulait un tout petit peu plus collaborer positivement au lieu de formuler des critiques mesquines, cela signifierait sans aucun doute un renforcement du camp marxiste révolutionnaire, à un moment comme à présent où tout révolutionnaire a le devoir de bander toutes ses forces ».

En considération du contenu de la critique, il est plausible qu'elle venait du côté du GBL ; d'après la réponse du comité de rédaction on peut de plus supposer que la personne en question n'était pas encore au CRM et qu'ils voulaient le convaincre.

En avril 1943, on célébra dans *De Rode October* la mémoire des dirigeants du Front MLL tombés. Dans cet article s'exprimait une critique véhémente de Sneevliet, surtout son orientation sur le NAS et son abandon de la défense de l'Union soviétique. On allait jusqu'à dire que la confusion politique et la sous-estimation des dangers de l'illégalité avaient provoqué la catastrophe qui s'était abattue sur le Front-MLL. On s'identifiait de nouveau avec la tendance autour de Dolleman dans le Front-MLL. Quant au GBL, on disait qu'il avait pris des positions justes, mais que sa tactique de quitter le RSAP avait conduit à son isolement. Ces appréciations du Front-MLL et du GBL furent répétées régulièrement. Le déroulement des événements renforça le CRM dans son opinion, de même que les informations concernant les organisations étrangères avec lesquelles le RSAP avait collaboré avant la guerre, comme l'ILP britannique.

Dans la déclaration politique d'août 1943, le CRM se prononça clairement pour la IVe Internationale. Le 25 juin 1944, la direction franchit un pas de plus en adoptant une résolution qui disait qu'indépendamment de la rupture du contact, ils se considéraient comme la section néerlandaise de la IVe Internationale. Selon les dirigeants, cette décision n'était pas seulement un acte sym-

bolique mais l'expression d'un internationalisme conséquent. Ils appelaient les cellules à voter cette résolution et on relevait que, dans une situation de légalité, on aurait convoqué une conférence. Dans le numéro suivant de *Het Kompas*, on rendit compte que tous les membres étaient partisans de la résolution.

L'un des groupes locaux proposa aussi de changer le nom de l'organisation en celui de Parti marxiste révolutionnaire ; le terme de « comité » suggérait de toute évidence l'absence d'un programme politique concret. La petitesse de l'organisation n'avait aucun inconvénient pour s'appeler parti puisque la IVe Internationale, elle aussi, s'appelait parti mondial. La direction s'opposa à cette proposition, car le nombre de membres était peu important : « Cela voudrait dire que nous utiliserons le secret de notre clandestinité pour faire de la propagande par le bluff »²³.

On admettait que le terme de « comité » ne correspondait pas entièrement à la situation existante, mais aussi, que, du fait qu'il était familier, il fallait conserver le nom de CRM. La comparaison avec la IVe Internationale, selon la direction, ne tenait pas la route, plusieurs sections ayant une base de parti et d'autres non. Ils écrivaient qu'ils espéraient se développer aussi vite que possible en un parti. Dans le numéro suivant de *Het Kompas*, on indiqua que toutes les cellules s'étaient exprimées contre la proposition de changer le nom du groupe, bien qu'un district n'ait pas répondu, les communications ayant été coupées.

Une différence d'opinion sur les arguments pour rejoindre la IVe Internationale apparut avec quelques anciens du GBL à l'intérieur du CRM, qui pensaient que la direction avait une attitude trop négative à l'égard du GBL. Ils protestaient en particulier contre le fait que le GBL avait été attaqué pour sa « capitulation honteuse » pendant l'occupation. La direction disait qu'elle était prête à retirer cette formulation, mais maintenant sa critique du GBL. Piet van't Hart écrivit que les anciens membres du GBL et la direction pensaient qu'un conflit sur cette question était dénué de sens :

« Nous nous trouvons sur une base commune, nous collaborons étroitement dans le CRM et il n'y a aujourd'hui pratiquement plus de divergences politiques entre nous. Nous sommes tous du CRM [...] Agissons soudés et ne dégradons pas notre organisation en une secte qui commence à discuter des problèmes de troisième ordre aux moments les plus critiques, alors qu'on néglige le plus important ».

De Rode October d'août 1944 rendait compte de la décision de rejoindre la IVe Internationale et affirmait qu'on se considérait comme membres de la nouvelle Internationale ; dans le numéro de la mi-avril 1945, la résolution de juin 1944 était également mentionnée explicitement. Pendant l'occupation, cependant, il n'y eut aucun contact avec la IVe Internationale, malgré un plan de Tieleman et d'une tentative de Piet et Cor van't Hart. A l'été 1943, ils écrivent qu'ils n'avaient pas eu un seul rapport sur l'activité des sections de la IVe

Internationale, mais qu'ils avaient néanmoins en elle une confiance totale. Quand parvinrent, en 1944 et 1945, des rapports sur le rôle des trotskystes anglais dans les grèves et des trotskystes français dans la Résistance, ils furent applaudis.

Ils réagirent avec indignation aux remarques de Spartacus que les trotskystes en Europe choisiraient le côté allié : selon le CRM, cela ne pouvait concerner que des individus, parce que le programme de la IVe Internationale ne permettait pas la capitulation. Immédiatement après la guerre, le CRM prit contact avec la IVe Internationale et un manifeste fut publié dans *De Rode October*. Il est remarquable de constater à quel point les principales lignes de la politique du CRM coïncidaient avec celles de la IVe Internationale pendant la guerre²⁴.

Depuis sa fondation, Spartacus se développa dans la direction du communisme des conseils. Dans la deuxième moitié de 1944, cela le conduisit à s'affilier à la majorité du GC (Groupe des communistes internationaux), groupe communiste des conseils d'avant-guerre. On ne sait presque rien de ses dimensions numériques et de sa distribution géographique, tandis que les chiffres de circulation de ses publications ne donnent non plus aucune réponse précise quant à la signification de Spartacus en comparaison du CRM. Mon impression est que les deux groupes étaient de la même taille, mais que le CRM fut plus efficace comme organisation²⁵. Après tout, le trotskysme assigne un rôle plus grand à la construction d'une organisation révolutionnaire que le communisme des conseils.

Conflit

Compte tenu de l'histoire de la naissance de ces deux groupes, il n'est pas étonnant que le CRM et Spartacus ne se soient pas traités très amicalement. Le CRM reprochait toujours à Spartacus sa « passivité, son « incapacité », sa « confusion » et son « dilettantisme » :

« Ceux qui pensent qu'ils continuent la politique de Sneevliet peuvent, politiquement parlant, ne pas être nommés dans son ombre et sont tombés dans la répétition sans espoir de phrases et de répétitions puéres ».

24. Pour le point de vue de la IVe Internationale, voir *Les Congrès de la IVe Internationale 1940-1946* et les additifs des *Cahiers Léon Trotsky* N° 23, 1985, pp. 87-116. La base de cette convergence résidait dans les positions exprimées par Trotsky dans les années 30.

25. A partir de l'été 1942, Spartacus publie un bulletin au duplicateur qui devient mensuel en décembre 1944. Il avait alors un tirage de 500. A partir d'octobre 1944, ils avaient aussi un bulletin d'information hebdomadaire avec une circulation de 5000. Spartacus était surtout actif à l'Ouest et à l'Est du pays. Dans son entrevue avec Vereeken, Poppe assura que Spartacus avait de l'activité dans 14 villes mais n'en informait pas ses membres. Le bulletin mensuel de Spartacus était caractérisé par un haut niveau d'abstraction que les publications du CRM sur les problèmes politiques d'actualité n'atteignaient pas.

23. C'est en décembre 1945 que le CRM devint le Revolutionnair Communistische Partij (RCP).

Pour le CRM, Spartacus était « un résultat digne du processus de dégénérescence du RSAP » et il n'était plus souhaitable d'oeuvrer en faveur d'une fusion :

« Nous serions dans ce cas obligés d'accepter aussi tous ces éléments qui, par leurs stupidités souvent criminelles et leur totale inaptitude au travail illégal, présentent de graves dangers. »

Indépendamment de leur caractérisation commune de la guerre comme impérialiste, il existait entre les deux groupes d'importantes divergences sur presque toutes les questions importantes. Nous pouvons indiquer ici l'attitude à l'égard des social-démocrates de gauche, le caractère de l'Union soviétique et, selon le CRM, le fait que Spartacus n'avait pas insisté sur la question de l'Indonésie et manifesté son manque d'intérêt pour le rétablissement des droits démocratiques ».

Le complexe de problèmes le plus important cependant comprenait le rapport entre le parti révolutionnaire, les syndicats et les conseils ouvriers. Spartacus avait nettement rompu avec toute forme de syndicalisme et son point de départ était que les conseils ouvriers devaient être préparés par des noyaux dans les entreprises, basant cela sur le fait que la clé du pouvoir de la classe ouvrière était sur le lieu de travail. Le CRM considérait cela comme une conception ultra-gauchiste. On devait essayer de construire une tendance de gauche dans les syndicats de masse, car les noyaux ne se changeraient pas automatiquement en conseils ouvriers, ces derniers ne pouvant naître que d'une situation révolutionnaire. Surestimer l'importance de l'activité au niveau du lieu de travail pouvait, selon le CRM, conduire à une sous-estimation du problème du pouvoir d'Etat et, par là, une sous-estimation de l'importance du parti révolutionnaire.

Le CRM argumentait également contre la proposition selon laquelle, tactiquement, les noyaux ouvriers sur le lieu de travail étaient l'unique forme d'organisation possible sous l'occupation. Cet argument était jugé compréhensible, mais néanmoins erroné. Ce travail serait trop dangereux et inefficace dans des conditions analogues au chaos social de 1944-1945. Ils formulaient ainsi leur point de vue :

« Dans ces circonstances d'illégalité rigoureuse, les révolutionnaires, tant que la situation ne change pas dans un sens révolutionnaire, comme une résistance prolétarienne en Allemagne, ne peuvent prendre aucune autre position pour préserver leur propre organisation autant que possible et faire le plus possible de propagande révolutionnaire contre la guerre impérialiste aussi bien que dans la dénonciation de la propagande nationaliste (une telle propagande révolutionnaire était plus importante que la propagande sur le lieu de travail, car une telle activité serait dénuée d'objectif et de tâches réelles). Les révolutionnaires devraient travailler de toutes leurs forces pour la construction du parti révolutionnaire qui pourrait donner une direction politique au prolétariat dans la lutte qui vient ».

Pour juger de cette opinion, il faut clarifier divers aspects. On peut se demander : quel était le sens des noyaux que Spartacus essayait de construire avec d'autres gens d'extrême-gauche s'ils étaient isolés de l'écrasante majorité des travailleurs ? L'argument de la perturbation sociale utilisé par le CRM était réel. Mais en contradiction avec le Front-MLL, le CRM n'appelait pas à une organisation des entreprises sous la forme de noyaux ou de comités, d'aucune façon. La position du CRM, telle que l'exprime la dernière citation, semble la justification théorique de son propre isolement.

Le même article dans *De Rode October* était le seul qui accordait quelque attention à la formation d'un mouvement syndical unifié : il écrivait qu'ils approuvaient une telle fédération syndicale, sur la base d'une seule organisation par branche d'industrie. Il apparaît de cet article que le CRM lui-même n'était pas engagé dans l'initiative de former une fédération syndicale unitaire²⁶. Après la guerre, le CRM essaya de construire une opposition dans la Nouvelle centrale universitaire EVC, mais on ne pouvait pas construire dans cette arène sur la base d'une position acquise sous l'occupation.

Il doit être clair que la brèche entre les deux héritiers du mouvement de Sneevliet ne pouvait être comblée. Outre l'aspect factuel des divergences entre les deux, la scission avait introduit beaucoup d'erreurs entre les deux groupes. Les citations ci-dessus du CRM parlent pour elles-mêmes. On a relevé plus haut que Poppe expliquait la scission en termes de complot trotskyste. Dans sa conversation avec Vereeken en 1944, il se plaignit de la discussion et des « méthodes organisationnelles » du CRM et minimisa les divergences politiques. Ainsi le CRM, à la différence de ses camarades de Belgique et de France, avait, à ses yeux, évité de soutenir le mouvement nationaliste. La crédibilité de cette conversation est certainement sujette à caution. Vereeken était un trotskyste dissident et pas un admirateur du communisme des conseils de Spartacus : il semble qu'au cours de la conversation, Poppe ait bien tenu compte de cela.

En dépit de la scission, les contacts personnels continuèrent dans certaines villes. A Arnhem, il y avait quelqu'un qui n'acceptait pas la scission et qui distribua le matériel des deux groupes. Quand Willy Dolleman alla se cacher à Enschede et n'eut plus de contact avec le CRM, il distribua les publications de Spartacus. A Rotterdam, le CRM obtint l'aide pratique des membres de Spartacus. Nous avons déjà mentionné la collaboration entre Andries Dolleman et Leen Molenaar, grâce à laquelle le CRM eut ses cartes de rationnement.

Soutien

De Rode October critiqua le matériel produit par Wijnand Romijn, un socialiste de gauche qui écrivait sous les pseudonymes de Montagnard et de Socius. Romijn, sans soutenir les objectifs politiques des Etats-Unis et de l'Angleterre, défendait un soutien tactique des puissances alliées. Selon lui, les

26. Voir texte anglais dans *Revolutionary History*, vol. I, n° 4, 1988.

développements révolutionnaires n'étaient possibles qu'après la défaite militaire du fascisme de Hitler.

Le CRM ne voulait pas s'identifier avec ces conceptions. Selon lui, Romijn négligeait le fait que la défaite militaire de l'Allemagne en conséquence de l'avance alliée conduirait à la répression ou à la prévention de la révolution en Allemagne. En outre, le CRM pensait que le raisonnement de Romijn pouvait aussi bien être retourné, que le succès militaire de l'Allemagne pouvait conduire à une percée révolutionnaire en Angleterre et aux Etats-Unis. En outre, le CRM soulignait la lutte pour l'indépendance dans les colonies des Alliés ; le soutien de cette lutte en Inde, par exemple, signifiait un affaiblissement de l'impérialisme anglais. Selon l'opinion du CRM, il était impossible de soutenir les mouvements d'indépendance des colonies et en même temps, pour des motifs tactiques, de souhaiter une victoire alliée dans la guerre. « En se prononçant de façon conséquente pour l'un, il fallait trahir l'autre ».

Le CRM reconnaissait la différence entre la forme de vie politique dans les pays capitalistes fascistes en opposition aux pays capitalistes démocratiques. Après tout, la négligence de ces points avait été l'un des points les plus importants de la critique de la politique de Staline et des communistes allemands par les trotskystes dans les années 1929-1933. Mais on soulignait qu'il s'agissait simplement de formes différentes de domination à l'intérieur du capitalisme et que ce n'était pas la contradiction entre démocratie et fascisme qui était la cause de la Deuxième Guerre mondiale. Selon le CRM cette contradiction perdit de son acuité à cause de la guerre, comme cela ressort des mots suivants dirigés contre Romijn :

« Sans examiner profondément le caractère de cette guerre, sans prendre en compte ce qui reste de la fameuse « démocratie » en Angleterre ou en Amérique, on se ferme soigneusement les yeux sur les réalisations « démocratiques » et libératrices de l'impérialisme anglo-américain en Inde et en Afrique »

Le CRM caractérisait l'opinion politique de Romijn comme « centriste », quelque part entre réformisme et marxisme révolutionnaire, puisque, selon Romijn, un développement révolutionnaire pouvait être réalisé par un gouvernement socialiste parlementaire. Le CRM écrivait qu'il n'attendait pas grand chose du groupe de Romijn, bien qu'il n'excluait pas un « développement positif » de certains.

Il devait être plus important que des ouvriers, radicalisés par l'occupation, puissent se tourner vers cette tendance. Pour cette raison, le CRM disait qu'il voulait suivre le développement de ce groupe, échanger des matériaux et commencer une discussion, sans pour autant abandonner d'avance ses propres positions.

Reproches

Autant que je sache, un tel contact organisé ne se matérialisa pas. Dans *De Rode October*, on ne faisait pas attention à *De Baanbreker*, journal socialiste de gauche illégal que rédigeait Romijn et qui parut à partir d'août 1944. Spartacus, au contraire, avait des contacts avec le groupe Romijn. Le CRM reprochait à maintes reprises à Spartacus d'avoir une attitude trop positive à l'égard de Romijn. Mais en fait, Spartacus prenait sur les questions essentielles la même position que le CRM et Spartacus pensait que les divergences étaient trop grandes pour qu'on puisse aller à une fusion. Une seule fois, *De Rode October* discuta longuement des socialistes de gauche autour du journal *De Vonk*. Cette rare attention est remarquable car *De Vonk* était plus ou moins sorti du Front-MLL. En outre *De Vonk* qui défendait une politique correspondant dans une large mesure à celle de Romijn, était une force importante à la gauche de la résistance.

Dans l'article de *De Rode October* à la mi-octobre, le choix tactique du soutien des puissances alliées par *De Vonk* fut naturellement critiqué. L'essentiel de l'article portait sur la question indonésienne : en réponse à un défi sur cette question dans *De Rode October*, *De Vonk* clarifia son point de vue en septembre 1944. Il pensait que les socialistes devaient combattre en Indonésie le fascisme japonais :

« Et surtout il y a le fait que la Reine et le gouvernement ont fait des promesses catégoriques concernant l'autonomie future de l'Indonésie et sa position en tant que territoire avec des droits égaux à l'intérieur du royaume, qui, si elles sont tenues, signifieront un grand pas en avant pour l'Indonésie et un bien meilleur point de départ pour l'action future. [...] *De Rode October* suggère maintenant par anticipation que ces promesses ne seront pas tenues. Nous lui opposons ceci : de toute façon, ces promesses ne seront pas tenues si l'Indonésie n'est pas d'abord libérée des Japonais. Ou *De Rode October* pense-t-il peut-être que l'Indonésie obtiendra un meilleur accord si elle est libérée par les Américains et devient colonie ? Nous pensons le contraire ».

Le CRM rejeta avec véhémence ce point de vue comme il apparaît déjà aux titres de ses articles :

« *De Vonk* propagandiste de la guerre pillarde impérialiste de la bourgeoisie néerlandaise.

Nous demandons à *De Vonk* : la bourgeoisie néerlandaise veut-elle reconquérir l'Indonésie pour d'autres intérêts que ses intérêts de classe ? *De Vonk* pense-t-il que les gouvernants capitalistes qui ont volé chaque sou des sans-emploi, vont dépenser des millions pour la libération des Indonésiens dont le sang et la sueur les ont enrichis ? Le mot d'ordre de « libération » ne sert-il pas juste à masquer cela ? [...] Si nous pensons que l'Indonésie aura un meilleur accord si elle devient colonie américaine ? Comme si cela dépendait des travailleurs néerlandais ! Ces messieurs de *De Vonk* ont cependant

révélé leur véritable caractère. Si l'Indonésie devait être une colonie, au moins que nous en profitions. »

Il reste à savoir s'il y a eu beaucoup de contacts personnels entre des membres des deux groupes. On a déjà mentionné le contact avec Pelgrom à Amsterdam. Sal Santen a participé à une réunion de *De Vonk*.

À l'automne 1944, le comité pour la concentration des forces socialistes écrivit des thèses qui pouvaient servir de base à une telle concentration. On ne peut trouver d'information à son sujet dans la littérature du CRM, et les membres du CRM n'ont pu éclaircir cette question. Compte tenu du contenu des thèses, il est possible que Romijn ait été dans ce comité. Elles se prononçaient pour un parti révolutionnaire sur une base internationale : la transition du capitalisme au socialisme aurait un caractère révolutionnaire. On rejetait comme impérialiste une guerre contre le Japon en Indonésie. Le texte contenait sur leur position vis-à-vis de la guerre le passage suivant :

« La lutte contre la contre-révolution fasciste est une nécessité pour les socialistes en toutes circonstances. Si les intérêts de la bourgeoisie nationale semblent être parallèles à ceux du prolétariat socialiste, cela ne signifie pas que pour cette raison la classe ouvrière doit éviter la lutte contre le fascisme. Nous devons comprendre et proclamer que notre cause n'est pas celle des démocraties capitalistes et ne peut jamais lui être reliée [...]. C'est pourquoi la classe ouvrière devrait avoir le droit de prendre position pour ses objectifs au moyen d'une presse et d'une radio libres. Elle devrait avoir le droit d'être pour la formation de conseils de soldats afin de garder, le cas échéant, l'appareil militaire sous son contrôle. Nous sommes prêts à soutenir par tous les moyens toute résistance contre le régime nazi allemand, avec cette réserve que nous refusons de faire quoi que ce soit qui aille contre les intérêts de la classe ouvrière et donc contre les solutions socialistes que nous défendons ».

Le CRM écrivit une réponse dans laquelle il disait que par des formulations comme celles ci-dessus, « le petit diable de l'unité nationale glisse de nouveau un oeil au coin de la rue », le CRM admettait que lutter seulement contre la bourgeoisie néerlandaise revenait à soutenir l'impérialisme allemand : la classe ouvrière devait lutter directement contre le nazisme sans soutenir sa propre bourgeoisie.

Le comité pour la concentration s'indignait de la réponse du CRM. Il lui reprochait son « pédantisme sectaire », qui faisait que quiconque ne souscrivait pas entièrement à son programme était qualifié par lui de « social-patriote ». À la différence du CRM, soulignait-il, il voyait une différence tactique avec la situation de la Première Guerre mondiale ; les travailleurs non seulement voulaient la paix, mais aussi la destruction du fascisme et cette lutte ne pouvait prendre fin avant que les nazis aient été chassés des Pays-Bas. Ce qu'il est advenu ensuite avec cette discussion, je l'ignore ; sans doute est-elle morte tranquille.

Nationalistes

Le CRM condamnait comme nationaliste la politique du CPN :

« Ils font la propagande nationaliste la plus basse et essayent de prétendre que cette infâme politique traîtresse est du « léninisme ». Ces agents sans vergogne de l'impérialisme allié font une propagande qui soutient ouvertement l'impérialisme britannique. Ils font de la propagande pour une « libération » et une intervention anglaises. Tout ce que Lénine a écrit sur l'impérialisme anglais et américain est ignoré [...] Avec la bourgeoisie nationale, ils essaient d'obscurcir les antagonismes de classes ».

Pour le CRM, le CPN dépendait totalement des « troupes de choc de la bureaucratie stalinienne », qui pouvaient conduire au partage de l'Europe en sphères d'influence. La critique du CPN était inlassablement répétée. On parlait avec mépris des « communistes monarchistes » en référence à la publication de *He Oranje Bulletin* avec les organisations nationalistes, et quand *De Waarheid* (La Vérité, journal du CPN) soutenait la tonsure des « filles à Boches », le CRM parlait de « banals instigateurs nationalistes ». Le feu le plus nourri fut réservé au moment où le CPN abandonna le mot d'ordre « Libérez l'Indonésie de la Hollande maintenant ».

Cependant le CRM ne pouvait éviter de reconnaître que le CPN était extraordinairement actif dans la Résistance. On expliquait son influence par la sympathie pour l'Armée rouge, la confusion dans le mouvement ouvrier et des phénomènes comme son organisation, sa foi, sa tradition et la peur de la division. Selon le CRM, nombre de partisans du CPN avaient l'illusion que la politique nationaliste n'était qu'une manœuvre tactique et que, après la chute de Hitler, l'Armée rouge combattrait pour la révolution en Europe occidentale. Le CRM pensait donc qu'à l'avenir les travailleurs qui suivaient le CPN entreraient en conflit avec sa politique nationaliste et croyait que le CRM serait capable de gagner ces gens au marxisme révolutionnaire.

En fait, après la guerre, quelques membres du CPN rejoignirent le CRM mais comme individus isolés. Les énormes sacrifices, non seulement de l'Union soviétique mais aussi du CPN pendant la guerre, ne firent que renforcer la loyauté au parti de ses membres. On ne peut maintenant être certain qu'il y ait eu et à quelle échelle des contacts entre membres du CRM et du CPN sous l'occupation. Travaillant dans des organisations de secours, Sal Santen fut en contact avec différents membres du CPN et donna *De Rode October* à un membre de la direction provinciale du CPN. Néanmoins le fait est que le CRM ne traccassait pas le CPN.

Selon le CRM, la social-démocratie avait déjà mené avant-guerre une politique bourgeoise de gauche et le processus de dégénérescence avait continué sous l'occupation. Pour le CRM, c'était clair, ainsi qu'il apparaît dans un pamphlet écrit par Koos Vorrink sous le pseudonyme de Spectator :

« Aux Pays-Bas, ils ont montré leur véritable visage quand, dans un pamphlet illégal, un de leurs dirigeants s'est exprimé ainsi : le socialisme pouvait être réalisé par la démocratie bourgeoise et quelques éléments de bien-être ».

Aux yeux du CRM, la social-démocratie avait pratiquement disparu comme facteur politique sous l'occupation :

« Un mouvement qui disposait de presque un quart des électeurs hollandais, qui, avant la guerre, avait un mouvement syndical de 300 000 environ, et une presse qui avait des centaines de milliers de lecteurs, n'était pas capable de faire grand chose à ce moment. Aucun autre groupe de la population ne se comporta ainsi et ainsi la direction des masses resta tout entière et intouchée aux mains des nationalistes ».

Le CRM pensait qu'après la guerre on pouvait s'attendre à un processus de différenciation politique dans les rangs social-démocrates.

De Rode October réagissait régulièrement aux points de vue de *Het Parool* qui peut être considéré comme un journal social-démocrate. La membre du CRM de Rotterdam Irene de Wilde collabora aussi avec un groupe de *Het Parool*. Le CRM reprochait à *Het Parool* ne pas être pour l'indépendance complète de l'Indonésie. Il réagissait avec indignation à sa conception que des « modifications modestes de frontières » avec l'Allemagne étaient peut-être nécessaires. La plus grosse réaction du CRM se fit contre le manifeste de *Het Parool* et *Vrij Nederland* d'avril 1944 qui en outre était reçu favorablement par des formations de gauche comme le CPN et *De Vonk*. Ce manifeste se prononçait pour le rétablissement de la démocratie parlementaire, mais notait que, pendant la période de transition, alors qu'il y avait des opérations militaires sur le territoire hollandais, ce ne serait possible que si l'état de siège le permettait. Selon le CRM, c'était dans le cours de cette période précisément que la classe dirigeante néerlandaise restaurerait sa position ; pour cette raison, les propositions devaient s'adresser en premier lieu à la classe ouvrière révolutionnaire. La désapprobation par *Het Parool* de la grève pour une amélioration du ravitaillement dans Eindhoven libéré, conforta l'opinion du CRM.

Les propositions de *Het Parool* pour des réformes sociales après guerre furent discutées plusieurs fois. *Het Parool* se demandait si sa vision de l'avenir ne semblait pas un conte de fées et la réponse du CRM ne laissait aucun doute sur ce point :

« Non, c'est un conte de fées, raconté le soir par la Mère l'Oie, pour que les travailleurs dorment tranquilles, pendant qu'il fait du bruit sur le maintien du capitalisme, de la propriété privée des moyens de production et du travail salarié ».

Plus généralement, le CRM relevait à la fin de la guerre que fleurissaient les variétés de socialisme anti-marxiste. Un bulletin d'information de *Het Parool* le critiquait en ces termes :

« Ils voient en nous et nous dénoncent. Ils révèlent qu'après la guerre nous voulons lâcher l'armée sur les ouvriers hollandais et appliquer ainsi les méthodes des SA et des SS [...]. Voilà où nous en sommes, tout nus et dénoncés. De la Résistance contre l'Allemand et ses complices, il n'est guère question dans *De Rode October*. Ces gens négatifs sont trop occupés à dénoncer ».

Le CRM reproduisit ce passage dans une circulaire interne. C'est typique de sa position sur la clandestinité et la conception qu'il en avait. Il ne semble pas nécessaire d'indiquer que le CRM n'était affilié à aucun des liens coopératifs de la clandestinité. Il y eut une rencontre entre Piet van't Hart et Henk van Randwijk de *Vrij Nederland* mais on ne sait rien de sa date et de son contenu. En tout cas, le CRM n'a jamais publié un article sur la (im)possibilité d'adhérer aux liens coopératifs de la clandestinité.

Conclusions

Il pourrait apparaître de la première partie de cet article, sur la naissance du CRM, qu'après l'exécution des dirigeants du Front-MLL, la continuité du mouvement socialiste révolutionnaire aux Pays-Bas ne tenait qu'à un fil. C'est au prix de gros efforts que le CRM a réussi à construire une organisation nationale avec des publications illégales régulières. Pendant toute la guerre, le CRM s'est tenu au défaitisme révolutionnaire, la politique anti-guerre qui avait été développée pendant la Première Guerre mondiale. Depuis la guerre, il est clair que les espérances révolutionnaires enthousiastes du CRM ne se sont guère matérialisées. Cet excès d'optimisme par rapport à une renaissance révolutionnaire du mouvement ouvrier européen était indissolublement lié à une sous-estimation des possibilités économiques et politiques du capitalisme. De Jong conclut sur les Pays-Bas :

« Une lutte se développa contre l'occupant allemand et son système de coercition, mais pas contre l'ordre social néerlandais [...] Ce qui dominait, c'était le désir de libération autant, pensons-nous, que de réformes limitées, mais pas de révolution ».

Il n'est pourtant pas suffisant d'en rester à ce sobre diagnostic. Il y a en premier lieu la question de notre perspective historique. On peut trouver la peur d'un développement révolutionnaire dans d'innombrables pages de l'œuvre de De Jong. Le haut fonctionnaire Hirschfeld, secrétaire général du département du commerce et de l'industrie, est resté à son poste pendant toute l'occupation afin de prévenir chaos social et troubles. Le droitier-autoritaire Ordedienst OR (Service de l'Ordre) a été avant tout créé pour empêcher les troubles sociaux après la libération. Les trois grandes fédérations syndicales d'avant-guerre ont décidé de coopérer étroitement avec les employeurs de crainte du succès du mouvement syndical unitaire, plus avancé. Drees, un dirigeant social-démocrate, était partisan d'un parti populaire large parce que, à travers cela, le CPN

aurait accès aux travailleurs social-démocrates. Des conceptions autoritaires de l'ordre politique, qui existaient sur une grande échelle, étaient en partie, selon De Jong, le résultat de la peur de la révolution. Sur le gouvernement de Londres, il écrivait :

« Il est vrai qu'on trouve rarement dans les documents de Londres cités un fil de la répétition du novembre 1918, la source de cette répétition ne pouvait guère être les social-démocrates qui, au cours de la période d'entre les deux guerres, s'étaient intégrés dans la société néerlandaise plus nettement que jamais, mais il y avait une peur des communistes et autres extrémistes de gauche, beaucoup plus agressifs. Le manque de preuve montre-t-il que ce fil n'existait pas ? Au contraire : je crois qu'il était tellement évident qu'il n'était pas nécessaire de le rappeler souvent ».

Ainsi, ce n'étaient pas seulement les « extrémistes de gauche » du CRM qui comptaient sur la possibilité d'une révolution. Il faut souligner en second lieu qu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, il existait la possibilité d'une renaissance révolutionnaire partielle, comme il apparaît du grand soulèvement dans la lutte pour la libération coloniale, les révolutions en Chine et en Yougoslavie, la guerre civile en Grèce et les dures luttes des travailleurs dans nombre de pays européens. Il est important de mentionner ces développements-là, car le CRM utilisait un cadre d'analyse international et pas national.

Ces commentaires marginaux ne changent pas le fait que la domination capitaliste dans les pays occidentaux les plus importants n'a pas été réellement en danger après la Deuxième Guerre mondiale. Une différence importante en comparaison de la situation après la Première Guerre mondiale est que la montée de la lutte anti-capitaliste ne conduit pas à une augmentation de l'influence des tendances socialistes révolutionnaires. Les groupes révolutionnaires ne comprenaient pas suffisamment ce qu'étaient les conséquences à long terme de la série des défaites du mouvement ouvrier dans les années trente. Avec la destruction d'une grande partie des cadres du mouvement ouvrier par le fascisme, le stalinisme et la guerre, l'influence des tendances socialistes révolutionnaires disparut également.

Internationalisme

Le fait que toute une série des espérances du CRM ne se soient pas réalisées ne signifie pas pour autant que sa politique manquait totalement de réalisme. Quatre aspects centraux de cette politique résultent de son appréciation de la Deuxième Guerre mondiale et ils étaient relativement indépendants de l'excès d'optimisme. En premier lieu, le CRM soulignait qu'après leur victoire, les Alliés essaieraient d'empêcher le développement d'une lutte ouvrière indépendante. C'est aussi pourquoi le CRM accorda tant d'attention à l'Italie où les Alliés et le parti communiste essayaient d'éliminer la résistance radicale des travailleurs. En deuxième lieu, le CRM formulait avec une grande clarté le fait que la reconstruction d'après-guerre sous des rapports capitalistes ne pouvait se

faire qu'aux dépens de la classe ouvrière. En troisième lieu, le CRM refusait de capituler devant le nationalisme anti-allemand et la théorie de la responsabilité collective du peuple allemand pour le fascisme. Avec un internationalisme indestructible, il considérait les ouvriers allemands comme des alliés et les premières victimes du nazisme. En quatrième lieu, le CRM voyait dans les promesses gouvernementales d'indépendance de l'Indonésie la préparation idéologique d'une guerre coloniale ; selon le CRM, c'était indissolublement lié à la libération militaire des Pays-Bas par les Alliés. Le CRM fut la seule organisation qui maintint le mot d'ordre « Libérez l'Indonésie de la Hollande. Maintenant ! ». Ce sont des points fondamentaux. D'autres groupes de gauche illégaux qui ont commencé à séparer la lutte pour le socialisme de la lutte contre le nazisme et l'occupation, comme le CPN et *De Vonk*, ont payé très cher pour leurs erreurs sur un ou plusieurs de ces points ».

Le CRM n'a pas suffisamment approfondi les différences avec la situation dans la Première Guerre mondiale. L'approfondissement d'une stratégie révolutionnaire que Trotsky défendait dans ses dernières notes ne fut de toute évidence pas réalisé. Le résultat de l'occupation allemande d'une grande partie de l'Europe fut l'existence d'une double oppression nationale et sociale. C'est précisément cette combinaison qui se révéla tout à fait explosive en Yougoslavie et en Grèce et dans une moindre mesure en France et en Belgique. Le CRM reconnut l'existence d'une oppression nationale mais n'en tira guère de conséquences politiques.

Dans la discussion avec Romijn, juste après la grève d'avril-mai, le CRM écrivait :

« Les ouvriers et paysans néerlandais sont obligés par l'impérialisme allemand de lutter pour vivre. La dernière grève, comme celle de février 1941 ; a prouvé la volonté de lutte et la puissance des ouvriers et paysans néerlandais a grandi. Avec de grandes masses, c'est-à-dire souvent en combinaison avec le sentiment national, mais cela n'altère pas le fait que, du fait de la défaite de notre propre bourgeoisie, les Pays-Bas traversent une commotion jusque là inconnue ».

Le CRM pensait que, du fait de cette « commotion », les ouvriers néerlandais seraient « plus que jamais sensibles » à la propagande révolutionnaire.

Ou bien le CRM sous-estimait les effets de l'occupation sur la conscience des ouvriers, ou bien il surestimait leur « sensibilité » à la propagande révolutionnaire. J'ai mentionné plus haut la distance entre la résistance ouvrière et la conscience socialiste. Sa croissance peut être illustrée par une comparaison entre les trois grands mouvements de grève dans les Pays-Bas occupés. La grève de février 1941, unique en son genre dans l'Europe occupée, était une

27. Voir texte anglais, *ibidem*.

grève de solidarité contre l'anti-sémitisme, portée dans une large mesure par les cadres des partis de gauche d'avant-guerre, en premier lieu le CPN. La grève d'avril-mai fut une grève spontanée qui devint générale. Les groupements politiques n'y jouèrent pas un rôle important et elle était dirigée contre une mesure oppressive concrète qui frappait personnellement nombre des personnes concernées. La grève des chemins de fer fut appelée par le gouvernement et soutenue par l'administration, et elle signifiait le soutien de l'offensive militaire des Alliés. Un objectif avoué de cette administration était, de cette façon, de contrer les tendances de gauche dans le personnel. Les trois grèves étaient des grèves éminemment politiques, toutes en cinq ans. On peut dire que c'était absolument unique dans toute l'histoire du mouvement ouvrier néerlandais. Mais l'élément consciemment socialiste dans les grèves ne devint pas plus important et déclina plutôt. A maintes reprises, le CRM souligna que, du fait de l'occupation, les jeunes ouvriers se radicalisaient. Ainsi il écrivait en février 1943 :

« On ne manque ni de courage ni de force. Les prisons sont pleines de ces camarades. Souvent, hélas, ils sont dans des organisations nationalistes. Le nationalisme se révèle souvent une force importante car la répression nationale met en mouvement des peuples entiers. Il nous faut enseigner aux jeunes ouvriers à comprendre comment on pourrait utiliser le peuple allemand et transformer leur haine anti-allemande et anti-national socialisme en haine anti-capitaliste ».

Mais comment le CRM essaya-t-il de le faire ? Il fit une incessante propagande révolutionnaire. On est tout de même obligé de se demander si le ton véhément sur lequel il formulait sa politique vis-à-vis des autres groupes de résistance de gauche pouvait attirer ces « jeunes travailleurs » au socialisme révolutionnaire. Le CRM semblait partir de l'idée que ses arguments allaient de soi.

Et nous en arrivons au fait que le CRM ne fit pratiquement aucune proposition qui pouvait promouvoir la résistance contre l'occupation. Les exemples mentionnés ont été son attitude négative à l'égard de la formation de comités ou noyaux sur le lieu de travail, le fait de n'avoir pas développé l'idée de la résistance ouvrière sous la forme du « ralentissement » et l'attitude à l'égard de la déportation d'ouvriers en Allemagne. Du fait de sa dimension réduite, le CRM avait sans doute peu de possibilités de jouer un rôle important dans semblables formes de résistance, mais cela ne signifie pas qu'ils n'auraient pas dû faire de telles propositions dans leurs publications²⁸. Ce n'était pas non plus un mot d'ordre évident que celui de « retrait immédiat des troupes allemandes » lancé par le CRM. Bref, le CRM n'a guère répondu à la question de savoir quels moyens d'action et quelles formes d'organisation les travailleurs pouvaient utiliser sous l'occupation.

28. Voir texte anglais, *ibidem*.

Erreurs

Il faudrait pourtant souligner que ce n'était pas la conséquence logique du point de départ global du CRM. Des fractions de la IVe Internationale dans l'Europe occupée essayèrent d'éviter ces erreurs et préconisèrent les formes de résistance mentionnées²⁹.

Il serait juste de reconnaître ces aspects négatifs du CRM. Selon moi, l'isolement du CRM joua en cela un grand rôle. Du fait des rapports politiques dans les Pays-Bas occupés, les points de départ socialistes révolutionnaires de principe du CRM rendaient inévitable un certain isolement politique. Dans la discussion sur la grève des chemins de fer, Piet van't Hart souligna à juste titre qu'un tel isolement comporte toujours le danger de sectarisme. Dans le cas de groupes révolutionnaires pendant la Deuxième Guerre mondiale, ce danger était extraordinairement grand, précisément parce qu'ils s'en tenaient aux traditions de la Première Guerre mondiale. Pour le CRM, les activités et conceptions des bolcheviks russes et de Liebknecht et Luxemburg avaient une valeur absolue et presque supra-historique. Et ces grands révolutionnaires aussi avaient été au début de la Première Guerre mondiale une minorité négligeable et avaient polémique entre eux sur les points et les titres ; et pourtant, à la fin de la Première Guerre mondiale, leur heure était venue. Le CRM pensait que ce scénario se répéterait à la fin de l'occupation et cette conception a pu être renforcée dans son isolement, car l'isolement faisait partie de sa perspective et ne pouvait être considéré comme un problème.

Il est évidemment facile de faire ces remarques après coup. L'exécution des dirigeants du Front-MLL fut un coup terrible pour les socialistes révolutionnaires néerlandais. Les jeunes qui constituaient le CRM devaient partir du commencement et ils construisirent, au péril de leur vie, une organisation petite, mais soudée qui essaya de combiner l'anti-fascisme et la lutte pour le socialisme. Sous l'occupation, comme après la libération, le CRM était l'organisation à gauche du CPN qui faisait la critique la plus cohérente de la politique modérée de ce parti. Mais pas plus que ses organisations-soeurs à l'étranger, le CRM ne put effectuer une percée après la guerre. La guerre était finie, mais les trotskystes demeuraient des généraux sans troupes.

29. Voir texte anglais, *ibidem*.

Note de lecture

Serge Lambert

Immigrés et partis communistes dans la Résistance

Avec *Le sang de l'étranger*¹. *Les immigrés de la M.O.I. dans la Résistance*, S. courtois, D. Pechanski et A. Rayski ont non seulement voulu faire une histoire de la M.O.I., « l'organisation que le P.C.F. s'était donnée pour gagner et mobiliser les étrangers venus en France [...] pendant l'entre-deux-guerres » (p. 9), mais aussi répondre à quelques questions qui font leur problématique : « quel fut le statut de ces étrangers, de cette structure M.O.I. dans le P.C.F. ? Quels conflits et, le plus souvent en fait, quelles convergences se sont révélées entre les multiples références identitaires en jeu ? Dans quelle mesure le P.C.F. a-t-il été un vecteur d'intégration dans la société française ? Comment, au bout du compte, se constitue une identité nationale ? » (p. 10) Cet objectif ambitieux est complété par d'autres questions : « Quelle fonction tenait la lutte armée dans la politique communiste ? Quels sont les enjeux stratégiques posés, dès 1943, dans la perspective de la libération et de la reconstruction ? Quel a été l'impact du génocide du peuple juif sur l'action des militants M.O.I. ? » (p. 11)

Disons-le d'emblée, la qualité des réponses est très variable. Le chapitre premier : « Aux origines de la M.O.I. » comprend quelques inexactitudes : les auteurs situent à mars 1925 la première décision du P.C.F. d'effectuer une action spécifique vers la main d'oeuvre immigrée. Or, à notre connaissance, dès novembre 1923, un délégué du B.P. du P.C.F. adressait à la commission exécutive centrale des groupes italiens du travail des « Dispositions pour la constitution et le fonctionnement des groupes italiens du travail et des comités fédéraux de propagande »². Les membres du groupe, (trois militants italiens ou plus), organisé sur une base territoriale, doivent obligatoirement adhérer au P.C.F. et à la C.G.T.U. Le responsable du groupe fait partie de plein droit du conseil de la section locale du P.C.F. Le parti français chapeaute l'activité des G.I.T. puisqu' « aucune question de caractère politique, syndical, disciplinaire ou intérieur surgissant dans les groupes [...] ne pourra être résolue par eux, mais de-

1. *Le sang de l'étranger* de S. Courtois, D. Pechanski, A. Rayski. Editions Fayard, mars 1989.

2. Archives nationales F7 13455.

vra être soumise à l'appréciation de la C.E.C. qui, d'accord avec le B.P. du P.C.F. sera seule compétente pour trancher la question soulevée ».

Il ne fait guère de doute, et je suis d'accord avec les auteurs, que le P.C.F. souhaitait placer les militants étrangers sous son autorité. Mais cela les autorise-t-ils à affirmer que cette volonté exprimait « une position intégratrice qui portait la double empreinte du jacobinisme — centralisation et unification de la nation — et du principe léniniste d'« un seul parti communiste par pays », un parti monolithique qui absorbe et rejette toute autonomie nationalitaire » ? (p. 22)

Au début des années vingt, le P.C.F. n'est pas encore le parti monolithique qu'il deviendra. Il faudra, pour cela, toute l'opération connue sous le nom de bolchevisation, dont significativement les auteurs ne soufflent mot, pour que exclusions après exclusions, et à l'issue de longues batailles, le P.C.F. devienne une organisation soumise à Staline et à la bureaucratie de Moscou.

Est-ce la volonté d'opposer le désir supposé d'intégration du P.C.F. à celui d'autonomie des immigrés, en particulier des Italiens, qui fait écrire aux auteurs de manière erronée que les « Italiens [...] se sont organisés de manière indépendante » alors que le texte cité plus haut démontre que c'est sous l'autorité du B.P. du P.C.F. que les G.I.T. ont été créés. Quant aux comités ouvriers antifascistes, ils n'ont pas été créés à l'initiative propre des Italiens mais à celle de la C.E.C. des groupes, toute acquise à la direction du P.C.F. et farouchement opposée aux militants bordiguistes qui dirigent les groupes en région parisienne.³

Les différents qui opposent alors les fractions des communistes italiens, et la direction du P.C.F. à la fraction bordiguiste italienne (leurs « comptes internes » écrivent les auteurs), sont loin de recouper une opposition entre intégration dans la nation française et autonomie d'un groupe national. Elles ne sont autres que la réfraction de la lutte acharnée qui se mène en Italie entre la gauche de Bordiga (orthographié par erreur Bordigha dans le livre et dont le prénom est Amadeo et non Amedeo) et la droite du P.C.I., une lutte à laquelle le P.C.F. n'est pas indifférent, pas plus que l'I.C., qui a décidé de dissoudre le Comité d'Entente qui regroupe en Italie les partisans de Bordiga. Ce sont des problèmes de tactique et de stratégie révolutionnaire, sur lesquels il est impossible de s'étendre dans cette note, qui sont en jeu.

Ce ne sont donc pas, à notre avis, « deux logiques distinctes » qui marquent les relations entre le P.C.F. et les militants immigrés : « celle du P.C.F., intégratrice et centripète; celle des groupes de langue [...] centrifuge et visant à préserver les liens avec l'organisation du pays d'origine, l'indépendance organisationnelle et politique ». (pp. 23-24) C'est, au milieu des années vingt, la traduction dans les sections nationales des divergences et des luttes qui ont lieu dans l'I.C., autour du Vème Congrès, sur la stratégie révolutionnaire, qui marque les relations entre le P.C.F., lui-même traversé par ces batailles, et les communistes immigrés en France. Les circonstances

particulières de l'Italie, où le P.C. est dirigé depuis sa naissance par Bordiga et ses camarades, donnent une acuité plus grande à l'opposition qui se manifeste entre la direction du P.C.F. et la majorité des G.I.T. A ce sujet, la parution dans les *Cahiers du bolchevisme* en juin 1926, d'une déclaration politique des partisans de Bordiga n'est ni « un conflit de préséance » entre les deux P.C., ni « une inacceptable ingérence » (p. 24) du P.C.F. dans les affaires du P.C.I., mais tout simplement l'expression que les partisans de Bordiga, voire simplement les défenseurs du libre débat dans le parti, ont réussi à imposer la publication de ce texte.

Courtois, Péchanski et Rayski cherchent à expliquer le plus grand nombre de choses possible par l'opposition intégration-autonomie. Il en est à nouveau ainsi au sujet de la politique du P.C.I. après septembre 1934, quand le parti italien signe un accord de front populaire avec le P.S., les républicains et Giustizia e Libertà, fondant l'Union populaire italienne et son journal *La Voce degli Italiani*. Le P.C.I. tient dans l'organisation comme dans le journal une place prépondérante et, lit-on page 32 : « les articles du journal et les proclamations où les actions de l'U.P.I. expriment bien davantage le choix de l'intégration que celui du retour dans le pays à libérer du fascisme ». C'est oublier que l'histoire des P.C. est rythmée par celle de l'I.C. et par les zig-zags de la direction stalinienne depuis son accession au pouvoir. Or, de 1928 à 1934, le P.C.I. a appliqué la ligne de l'I.C. qui prévoyait l'éclatement de la révolution dans de bref, délais, y compris en Italie. Cela l'a conduit à envoyer sans relâche, et de façon encore accentuée à partir de 1930, ses meilleurs cadres reconstruire des organisations communistes en Italie même. Cette politique, fondée sur une analyse totalement erronée, conduisit à une catastrophe et à l'emprisonnement de dizaines de militants italiens. En 1934 précisément, le centre interne du P.C.I. disparaît pour des années. Le parti en Italie est exsangue. On comprend alors mieux, le tournant de 1934 aidant, que le P.C.I. se tourne vers une plus grande activité en exil que dans le pays où il est presque liquidé.

Passé le premier chapitre où bien des affirmations sont discutables, le livre « prend son élan ». Les auteurs étudient le rôle des immigrés de la M.O.I. dans la guerre d'Espagne, relèvent la dégradation des relations entre le P.C.F. et la M.O.I. au moment où le premier reprend les slogans de la droite xénophobe : « la France aux Français ». Alors, en 1937, 70% des membres de la M.O.I. n'ont pas leur carte au P.C.F., et c'est Giulio Ceretti qui est chargé de la reprise en main. Quoi qu'il en soit, à la veille de la guerre, « la présence concomitante en France] des dirigeants, des militants et des masses immigrées explique en grande partie le rôle considérable que joueront la M.O.I. et les communistes étrangers pendant la guerre et l'occupation » (p. 57).

Nous sommes au cœur du livre, qui consacre 350 de ses 425 pages à la période 1939-1945. Les auteurs vont y suivre pas à pas la M.O.I. et ses militants. Le pacte germano-soviétique est un « coup de tonnerre sur la M.O.I. », qui parvient cependant à se réorganiser dès la mi 1940. Elle est opérationnelle, (beaucoup plus que le P.C.F.) quand l'Allemagne attaque l'U.R.S.S. Ce sera pour tous ces immigrés, écrivent les auteurs, « un immense soulagement ».

3. Archives nationales, F7 13456.

L'étude du rôle de la M.O.I. dans la guerre et la Résistance, celle de la traque de la police française (ces brigades spéciales des Renseignements généraux auxquelles les auteurs consacrent un chapitre édifiant) sont menées avec précision et le plus grand soin. La place importante accordée à la section juive souligne bien le rôle considérable qu'elle joua contre la politique de Vichy et des nazis et montre qu'elle aussi comprit avec un retard inévitable que c'est la solution finale qui menaçait les Juifs. Ce suivi minutieux apporte bien des éléments de réponse à la question de l'impact du génocide du peuple juif sur l'action des militants de la M.O.I.. En revanche, il manque cruellement à la réflexion sur « les enjeux stratégiques posés dès 1943, par la perspective de la libération » la dimension internationale fixée par les négociations entre les Alliés, Américains, Anglais et Soviétiques. A aucun moment les auteurs n'évoquent les grandes conférences qui fixeront le sort du monde après guerre et ce que ces décisions impliquent pour la politique des P.C. et donc de la M.O.I.. L'orientation de Staline semble n'avoir qu'une importance secondaire dans « la stratégie de large alliance, symbolisée par sa participation au C.N.R. par la reconnaissance de l'autorité suprême de de Gaulle, mais aussi, sur le terrain, par le développement d'une nouvelle organisation, le Front national » que le P.C.F. met en oeuvre. (p. 304) Et les auteurs peuvent ainsi écrire qu'« en cet été 1943, la création d'organisations frontistes par la plupart des sections nationales répond indéniablement aux nouvelles orientations du P.C.F. et du mouvement communiste international ». (p. 311) C'est mettre les choses à l'envers. La nouvelle orientation du P.C.F. n'est nullement autonome. Dès le début de 1942, l'I.C. avait indiqué que la ligne à suivre était la constitution de fronts nationaux. Les circonstances nationales ont ensuite conduit les différents P.C. à créer, les uns après les autres, ces fronts nationaux.

Par ailleurs, on comprend mal, et les auteurs ne l'expliquent pas, en quoi la création des F.N. « s'inscrit dans la droite ligne d'une vieille tradition de la France, qui a souvent accordé asile à des réfugiés politiques étrangers. (p. 311) Qu'ont donc à voir le droit d'asile et la politique de l'I.C. et de ses sections ? Rappelons simplement, à titre d'exemple, qu'en Italie même, les dirigeants du P.C.I. de retour d'exil, et pas seulement de France, mais également d'Afrique du Nord et des U.S.A., menaient la même politique d'union nationale.

La multiplication des fronts nationaux et de libération dans les immigrations à partir de l'été 1943, comme la volonté d'élargir la lutte armée par le recrutement dans les F.T.P. de « patriotes sans distinction d'origine, de tendance et d'appartenance »⁴ traduisent-elles seulement « une orientation stratégique fondée sur l'image du peuple en armes en vue de l'insurrection nationale qui doit être placée sous l'égide des F.T.P. » ? (p. 333) N'expriment-elles pas que d'ores et déjà le P.C.F. a décidé de ne rien faire pour modifier en profondeur la nature du système politique et économique, et que s'il cherche à « s'assurer une position dominante dans la France libérée » (p. 333) ce n'est pas pour y installer le socialisme ?

4. Document du P.C.F., cité p. 331.

En tout cas, la M.O.I. ne va pas survivre à la Libération. Le P.C.F. va d'abord réaffirmer son pouvoir de tutelle que la clandestinité avait de fait souvent mis en cause. Mais est-ce bien la volonté d'intégrer les immigrés dans la nation française qui motive cette nouvelle reprise en main? Les auteurs eux-mêmes suggèrent, sans l'approfondir, une autre raison. Ils citent en effet un B.I. de la M.O.I. qui appelle « à lutter contre le sectarisme : « Des éléments qui sabotent la réalisation de l'unité doivent être écartés de tous les postes de responsabilité » (pp. 391-392). Or, ce que le P.C.F., comme le P.C.I., nomment alors « sectarisme » n'est rien d'autre que la volonté qu'expriment certains militants de voir triompher une politique d'indépendance de classe au détriment de la politique d'union nationale. Et les P.C. ont toujours pris très au sérieux les risques de « dérapage » à gauche. C'était la, selon moi, un puissant motif de contrôle des immigrés tout particulièrement des Italiens.

Le C.N.R. décide ensuite que « l'activité des mouvements étrangers sur le territoire français doit s'interdire toute attitude susceptible de compromettre l'unité de la Résistance française ou d'en limiter l'efficacité ou de gêner les relations extérieures du gouvernement provisoire de la République avec l'une quelconque des nations alliées ». (p. 402) Ce texte exprime selon les auteurs « une vision très intégratrice ». Il signifie surtout qu'il n'y a pas de politique possible en dehors de l'union nationale, et rien n'indique que le P.C.F. lutte pied à pied contre ce texte.

Enfin, le P.C.F. décide de placer à la tête de la M.O.I. « un appareil de permanents français ou naturalisés » (p. 414) et « la commission centrale de la M.O.I. disparaît bientôt ». Tout ceci, pour les auteurs, se réalise « dans une perspective résolument intégratrice ». Il est bien dommage que cette thèse, au demeurant intéressante, ne soit pas appuyée sur des textes, même si une série d'articles publiés fin juillet 1945 dans *Presse nouvelle*, le quotidien communiste en yiddish, sont évoqués pour étayer cette opinion. Car il est vrai que le P.C.F. de 1945 n'a plus rien à voir avec celui du début des années vingt, et que si la thèse de la volonté intégrationniste appliquée au parti des origines est bien peu crédible, elle le devient plus au moment où le parti tient un discours ultra nationaliste.

C'est un des reproches que l'on peut adresser aux auteurs que d'avoir vu le même parti tout au long de leur histoire de la M.O.I..

Il reste que *Le sang de l'étranger* est le seul ouvrage d'ensemble sur la M.O.I. et que la relation du combat des années 1939-1944, approfondie et détaillée, fondée sur des archives nombreuses et variées, est souvent riche et passionnante.⁵

5. Les auteurs évoquent, pp. 255-260, l'affaire Jean Jérôme. Ils estiment apporter de nouveaux éléments qui établiraient l'innocence de ce dirigeant du P.C.F. dans la chute du groupe Manouchian. Ils ne fournissent pourtant aucune preuve et n'ont pas emporté ma conviction.

Revue Annuelle

CAHIERS PANAIÏ ISTRATI

N°6
(1989)

TEXTES POLITIQUES 1934 - 1935

Nationalisme, fascisme, communisme, antisémitisme, actions, spiritualité.

le N° 140 F

N°7
(1990)

Colloque International Panaït Istrati et les révolutions

Textes de Roger Dadoun, Robert Jospin, Henri Sthieler. Correspondances de V. Serge, B. Souvarine, M. Paz.

le N° 150 F

N°8
(1991)

Correspondances Panaït Istrati -

Nikos Kazantzaki, Jean Guehenno, J. Richard Bloch, Marcel Martinet ...

le N° 150 F

Commandes à Christian Golfetto
Les amis de Panaït ISTRATI
BP 811 - 26008 Valence Cedex

Chèques à l'ordre : Les amis de Panaït Istrati

Adhésion annuelle à l'Association
150 F : membre actif
200 F : membre bienfaiteur

Les départs

Reba Hansen (1909-1990)

Reba Aubrey est morte le 3 juillet 1990. Elle était entrée dans la Communist League of America en 1934 et y avait rencontré la même année Joseph LeRoy Hansen dont elle devait partager la vie.

Ensemble, ils allèrent en 1936 à San Francisco où ils devinrent les proches collaborateurs de James P. Cannon. Elle accompagna Joe Hansen à Mexico au cours de son long séjour auprès de Trotsky, puis s'établit avec lui à New York au début de la guerre. Elle fut secrétaire de Cannon dans cette ville de 1948 à 1952, puis s'occupa de l'administration du *Militant*, organe du Socialist Workers Party et des éditions Pioneer Publishers. De 1963 à 1965, elle vécut à Paris avec Joe, lançant le bulletin de presse *Socialist Outlook*.

Reba avait plus de 70 ans quand elle assura la direction de la bibliothèque dans le nouveau local du SWP. Elle a finalement survécu onze ans à son mari, atteint d'un grave diabète, et n'a jamais cessé d'avoir une activité militante.

Louis Sinclair (1909-1990)

Louis Sinclair est mort le 7 juillet 1990 des suites d'une longue maladie. Il était né Louis Solomon et entra en 1937, à Glasgow, dans la Revolutionary Socialist League, qui appartenait à l'Opposition de gauche internationale. Plus tard, à la fin de la guerre, il fut pendant quelque temps militant du Revolutionary Communist Party, la section britannique de la IVe Internationale.

Vite déçu par les luttes fractionnelles et les scissions, il se consacra à ce qui allait être l'oeuvre de sa vie, sa collection personnelle d'écrits de Trotsky et sa monumentale bibliographie, bien connue de tous les chercheurs, qui a rendu tant de services et économisé tant d'efforts. Il a été jusqu'au bout serviable, se

mettant sans restriction à la disposition de qui le sollicitait pour ce qu'il considérait comme l'oeuvre commune.

Pour longtemps encore, les travaux de Louis Sinclair seront le socle solide de tout travail de recherche sur Trotsky

C'était son ambition. Il l'a réalisée et on ne l'oubliera pas.

Enrique Rodríguez Arroyo (1913-1990)

Enrique Rodríguez, le « Quique », nous a quittés le 3 août 1990. Il était né à Madrid en 1913 et c'est dans cette ville qu'il est mort.

Fils d'ouvriers, lui-même photographe puis peintre en bâtiment, il n'avait que 16 ans quand il adhéra aux Jeunesses communistes sous la dictature de Primo de Rivera. Esprit curieux, d'une grande intelligence et indépendance d'esprit, il se rebella très vite contre la politique stalinienne, fut sensible aux arguments des « trotskystes » : il avait à peine 20 ans quand, en 1933, avec un groupe de jeunes communistes madrilènes, il rompit et adhéra à la Izquierda comunista dirigée par Andrés Nin et Andrade.

En 1934, il était secrétaire du syndicat des photographeurs de l'UGT et représenta la Izquierda comunista au comité madrilène de l'Alliance ouvrière où ses propositions de lutte unie contre les fascistes eurent quelque audience. Personnellement très attaché à la personne de Trotsky et à l'Opposition de gauche internationale, il vota en 1935 avec Luis García Palacios pour que soit préservée en tout état de cause l'unité de l'organisation et, refusant l'« entrisme » préconisé par Trotsky, appuya la constitution du POUM, qui l'élit à son comité central. Il fut le premier responsable de son organisation de jeunesse, la JCI, à Madrid et était en 1936 secrétaire du comité local du POUM de Madrid. C'est en cette qualité qu'il reçut le journaliste stalinien M.I. Koltsov. Le *Journal* de ce dernier fait état de cette rencontre. L'intellectuel stalinien a cru sans doute qu'il avait réussi à « rouler » l'ouvrier trotskyste. Pourtant Koltsov est mort tué par les siens et sans savoir probablement pourquoi et le Quique a été lui-même jusqu'au bout.

En mai 1937, il se trouvait à Barcelone en vue du congrès du POUM quand éclatèrent les combats appelés « Journées de Mai »; il y combattit avec ses amis du POUM aux côtés des ouvriers de la CNT. Quelques mois plus tard, il fut arrêté pour son activité au compte du POUM et, après une année de détention côté « républicain », se retrouva à la fin de la guerre civile entre les mains de geôliers franquistes. Transféré dans un camp, il réussit à s'en s'évader en 1939. C'était le début d'une longue clandestinité. En 1940, il fonda à Ma-

dril la première organisation clandestine du POUM. En fait, il fut l'un des principaux organisateurs du POUM clandestin pendant la guerre et les premières années d'après-guerre. De 1944 à 1948, il fut secrétaire du POUM et secrétaire de l'UGT en Catalogne. Il se réfugia en France en 1949 et vécut des années à Antony, travaillant sur les chantiers et militant dans le POUM en exil où il avait pris place au comité exécutif.

Il était revenu à Madrid, avec Emma, sa compagne, peu après la fin du franquisme. Il n'appartenait à aucune organisation, mais fréquentait les réunions de la LCR et de la Fondation Andreu Nin. C'est un homme charmant et, malgré sa petite taille, un grand camarade, qui nous a quittés.

FILMÉ D'APRÈS LES DOCUMENTS FOURNIS
CET OUVRAGE A ÉTÉ

ACHEVÉ D'IMPRIMER EN SEPTEMBRE 1990
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE
LIENHART & C^o A  AUBENAS D'ARDÈCHE

DÉPÔT LÉGAL : Septembre 1990

N° 4728. Imprimé en France

OEUVRES DE LEON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *OEuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IVe Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des OEuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky (Gautier - C.L.T. : 63 rue Thiers 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87 rue du Faubourg Saint-Denis, Paris (10e) et de la Brèche, 9 rue de Tunis, Paris (11e).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 70 F

Cahiers Léon Trotsky □ **Institut Léon Trotsky**